



Bulletin **spécial** de la **DOCUMENTATION**
ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE pour
L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

SPECIAL : Elections européennes
3 – En 1989 (liste Antoine Waechter)

Introduction : Les écologistes français n'ont pas eu d'élus européens en 1979 et en 1984, mais ils vont remettre ça pour 1989. Ils sont plutôt pro-européen dans leur démarche de défense planétaire et conscients que les pollutions environnementales dépassent le seul pays français et demandent des solutions dans un cadre bien plus large.

Ch1 - Partir de presque rien

Ch2 - Départ vers les Européennes

Ch3 - Congrès européen à Paris

Ch4- 22, voilà les chasseurs qui débarquent !

Ch5 Inviter ou pas à la télé ?

Ch 6 - Les premiers élus eurodéputés écolos

Ch7 - Le tourniquet et les accords Maastricht



Documentation Ecologique

Voironnaise

32-34

rue Vaucanson Rez-de-chaussée

38500 VOIRON

Les visites se font sur rendezvous

par mail

gaby.rajon@gmail.com



ch1 - Partir de presque rien

16 mars 1986..... Elections législatives à la proportionnelle à un tour: La droite remporte ces élections, ce qui va entraîner la première «cohabitation ». Les résultats donnent la droite majoritaire (54,7%), mais elle ne réussit pas à atteindre à elle seule la majorité absolue des 577 sièges. L'ancienne union de la gauche totalise 41,4% des suffrages exprimés (44% pour toute la gauche). Le parti socialiste reste la première force politique, mais le PCF subit un nouveau recul en n'obtenant que 32 sièges. Le Front National remporte un important succès, il dispose de 35 sièges et pourra former un groupe parlementaire à l'assemblée nationale. Les écologistes (33 listes répertoriées dont 28 vertes) sont crédités de 341 239 voix (1,2%). Ils obtiennent 2,44% là où ils sont présents. **C'est un mauvais score pour les Verts qui n'obtiennent pas d'élus. Aucune liste écolo n'obtient 4%.**

16 mars 1986..... Elections régionales à la proportionnelle à un tour: La droite progresse et l'extrême droite fait son entrée dans les assemblées régionales. **Les écologistes obtiennent 667 581 voix (2,4%). Ils obtiennent 3,38% là où ils sont présents. Ils ont trois élus: Didier Anger (Manche, 5,5%), Andrée Buchmann (Bas-Rhin, 5,7%) et Antoine Waechter (Haut-Rhin, 6,5%). Avec 5,31% des voix, une liste PSU + Ecolo obtient un élu dans le Maine-et-Loire (Marc Gicquel, PSU).**

24 avril 1988..... Premier tour des élections présidentielles: François Mitterrand remporte ce premier tour. **L'écologiste Antoine Waechter obtient 3,78%** avec 1149897 voix. Il se place sixième derrière le PS, le PCF, le FN, le RPR et l'UDF. Quant à Pierre Juquin, avec 2,1% et 6391333 voix, il est derrière le candidat vert. Le premier tour est marqué par la forte poussée du candidat du Front National Jean-Marie Le Pen qui obtient 14,39% des suffrages exprimés. François Mitterrand est élu au second tour deux semaines plus tard.

13 mai 1988..... Brice Lalonde (GE, génération écologie) est nommé secrétaire d'état auprès du premier ministre, chargé de l'environnement, du premier gouvernement Rocard. Les deux hommes se connaissent bien et se tutoient, ils ont fréquenté ensemble le PSU, il y a quelques années. Du côté des militants écologistes, on adopte une position d'attente, on jugera ce qu'il fera, mais certains, qui connaissent le personnage, sont inquiets. Le Canard Enchaîné, qui remarque la proximité des essais nucléaires en Polynésie, se demande ce que va faire Lalonde face aux tirs stratégiques, démissionner ou être solidaire (donc renier son passé). Louis Mermaz est ministre des Transports, Roger Fauroux est ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire.

14 mai 1988..... Après sa réélection à l'Elysée, François Mitterrand dissout l'Assemblée nationale élue en 1986. Les élections ne donneront qu'une majorité relative aux socialistes.

14 et 15 mai 88..... Le CNIR (Conseil national interrégional) des Verts, se réunit à Ecully, près de Lyon, pour discuter du bilan de la campagne d'Antoine Waechter, de la nouvelle situation politique et des échéances électorales futures. L'annonce de la dissolution par le président de la République est intervenue en soirée, alors que les débats avaient déjà porté tout l'après-midi sur l'attitude des Verts face à d'éventuelles élections législatives. La durée très courte de la campagne a introduit une nouvelle donnée dans cette discussion, qui reprend le lendemain. Le samedi après-midi, après un tour de table, la moitié des participants se déclarent favorables à la présentation de quelques dizaines de candidats aux élections législatives. Les arguments pour et contre sont longuement pesés. Arguments contre : la présentation par les médias du résultat des écologistes en faisant la moyenne de toutes les circonscriptions, ce qui donnerait au mieux 1%, et ferait croire à une baisse du score des Verts ; une campagne électorale très courte, dominée par l'affrontement droite/gauche, par la question de «l'ouverture des socialistes vers le centre, par la question de la nuance de rose pâle ou très pâle du prochain gouvernement, et ne laissant pas de place aux thèmes avancés par les Verts; le risque financier de ne pas atteindre les 5% dans de nombreuses circonscriptions. Arguments pour une participation : l'attente de nos électeurs, en particulier là où les scores ont été importants (Alsace...); la nécessité d'occuper le terrain (la politique, comme la nature, a horreur du vide) ; la possibilité de passer dans les médias régionaux et, pour Antoine Waechter, dans les médias nationaux; l'utilisation des réseaux de militants mis en place lors de la campagne présidentielle ; le petit nombre de candidats par circonscription, étant donné les délais de candidature. C'est seulement le dimanche matin, après un nouveau tour de table et la présentation de plusieurs motions (participation partout où c'est possible, participation symbole en Alsace, non-participation...) que la majorité qualifiée des 60% adopte la motion suivante : - Considérant le caractère scandaleusement inégalitaire de l'accès à la parole, le caractère archaïque et peu démocratique d'un scrutin majoritaire, la précipitation d'une procédure qui ne laissera aucune place au débat de société, dans une situation de confrontation bipolaire qui appauvrit dangereusement le débat politique, **les Verts décident de ne pas présenter de candidats aux élections législatives**, mais de faire entendre leur voix sur des enjeux concrets comme le nucléaire civile et militaire, la crise écologique, l'avenir du peuple Kanak...

5 juin 1988..... Premier tour des élections législatives: La majorité présidentielle obtient 37,52% des voix, ce qui représente un net progrès par rapport à mars 1986. Les écologistes (environ 42 candidats) sont crédités de 86312 voix (0,35% des voix) et n'obtiennent pas de siège ni de deuxième tour. La moyenne des candidats écologistes est forte (4,8%); la huitième circonscription du Bas-Rhin donne 11,7% à son candidat écologiste et on note des scores supérieurs à 7% dans la Loire, le Jura, la Seine-et-Marne, la Manche. **Didier Anger, candidat dans la Manche avec une étiquette majorité présidentielle, obtient 29,8% des voix** mais il est battu dès ce tour par la droite. Brice Lalonde, candidat en Seine-et-



Marne avec la même étiquette, est en ballottage difficile (37,9%) contre la droite.

12 juin 1988..... Deuxième tour des élections législatives: Brice Lalonde, secrétaire d'état à l'environnement, est battu dans la première circonscription de Seine-et-Marne. Les socialistes obtiennent une majorité relative à l'Assemblée. La gauche totalise 276 élus, tandis que la droite ajoute 126 gaullistes à 129 centristes ou droitiers. Une certaine Ségolène Royal est élue pour la première fois députée socialiste de la 2ème circonscription des Deux-Sèvres.

25 septembre 1988..... Premier tour des élections cantonales: La gauche, y compris les écologistes, totalise 49,6% des voix. Les candidats écologistes, dont 340 Verts, obtiennent 126 905 voix (1,6%). La moyenne générale des candidats écolos est 6,8%. Scores au-dessus de 12% dans l'Ain, l'Aude, les Côtes-du-Nord, le Gers, le Jura, le Lot-et-Garonne, la Manche, la Meuse, l'Orne, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin. Treize candidats passent la barre des 15% et cinq écologistes, la barre des 20%. Quatre candidats accèdent au deuxième tour (Waechter 23%).

2 octobre 1988..... Deuxième tour des élections cantonales : Légère progression de la gauche, qui n'entraîne pas de modifications importantes au sein des conseils généraux. Antoine Waechter (Mulhouse-est, Haut-Rhin) obtient 46,3% des voix. R. Gibert (Tourlaville, Manche) obtient 41,4% des voix. Y. Dhyvert (Etain, Meuse) obtient 20,3% des voix. A Sainte-Anne, en Martinique, un candidat classé écologiste est élu avec 51% des voix;

8-9 octobre 88..... CNIR à Paris: Analyse des résultats des élections cantonales, préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie (affiches pour soutenir le «oui» au référendum et à la Kanakie), préparation des élections européennes (équilibre de la liste et ouverture aux non-verts), préparation des élections municipales (objectif 3000 élus, principe d'une aide financière aux listes vertes).

Ch2 - Départ vers les Européennes

4 novembre 1988..... "Vert-Contact", bulletin hebdomadaire des Verts, publie la liste des dix prétendants à la tête de liste des Verts aux européennes : Didier Anger, Jean Brière, Yves Cochet, Y. Girard, X. Knowles, A. Michon, M. Moreau, Etienne Tête, Antoine Waechter, C. Zang. L'élection de la tête de liste aura lieu lors de l'Assemblée Générale du 11 novembre.

11-12 novembre 88..... Assemblée Générale des Verts (5ème) à Paris: La motion Waechter-Marimot l'emporte sur les autres motions d'orientation avec 67% des votants, le vote de la tête de liste aux élections européennes est emporté par Waechter (59,4%) devant Anger (14%) et Cochet (14%), la stratégie face aux deux tours dans les élections municipales est aussi longuement discutée suivant la taille des villes (large ouverture maîtrisée, listes bien identifiées, contrats de municipalité éventuels au second tour avec d'autres groupes politiques sauf extrême droite).

26 novembre 1988..... Suite à l'AG des VERTS des 11 et 12 novembre, le Collège Exécutif arrête le nombre de représentants des Verts par région sur la liste des Européennes de juin prochain. Le minimum est de 2 par région, le reste (16) étant attribué au prorata du nombre d'adhérents par région. On aura donc 2 représentants pour la Bourgogne, le Centre, Champagne-Ardenne, la Corse, la Franche-Comté, le Limousin, la Hte-Normandie, les Pays de Loire, la Picardie, et Poitou-Charentes. Trois pour l'Aquitaine, l'Auvergne, la Bretagne, le Languedoc-Roussillon, la Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de Calais, Basse-Normandie et PACA. Les Verts désigneront 4 colistiers pour en Alsace et Rhône-Alpes et 5 en IdF.

7-8 janvier 1989..... Le Collège Exécutif (CE) des Verts se réunit et va proposer au CNIR pour les élections européennes : 1°) Seules sont prises avec la participation de la liste des candidats aux Européennes les décisions concernant l'ordonnement de la liste. Celles concernant la procédure, l'ouverture, etc... , sont prises par le CNIR seul. 2°) La règle de l'alternance Homme/Femme s'applique en tenant compte des postes d'ouverture : 1 - Waechter, 2 - Femme, 3 - Homme (ouv.), 4 - Femme, 5 - Homme, 6 - Femme, 7 - Homme, 8 - Femme (ouv.), 9 - Homme, 10 - Femme, 11 - Homme, 12 - Femme, etc. 3°) Les candidats à un poste situé jusqu'au 15ème rang inclus sont invités à déposer en 100 exemplaires dès l'ouverture du CNIR une "profession de foi" recto 2 x 29,7 maximum. 4°) L'ordonnement portera sur les postes des Verts jusqu'au 20ème = 2,4,6,7,9,10,11,12,14,15,16,17,19,20. Peuvent participer au vote les membres du CNIR et les membres Verts de la liste. Le vote à lieu ligne par ligne, en commençant par le poste n°2 (femme), puis le n°4 (femme), puis le n°5 (homme), etc. Le scrutin est uninominal. Pour être élu à un poste, il faut obtenir 50% des voix des votants. Si personne n'est élu au 1er tour, il est procédé à un 2ème tour auquel peuvent se présenter les 3 candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, auxquels s'ajoutent ceux qui auraient obtenu au moins 10% des votants au 1er tour. Si personne n'est élu au 2ème tour, il est procédé à un 3ème tour auquel peuvent se présenter les 2 candidats ayant obtenu le plus de voix au 2ème tour. Si aucun candidat n'est élu au 3ème tour, il est procédé à un nouvel appel de candidatures et à un nouveau vote sur plusieurs tours jusqu'au 3ème. 5°) Financement - la couverture des frais de propagande officielle (bulletins, affiches, circulaires) doit être assurée à hauteur d'environ 4 000 000 F. Compte tenu des réserves et des participations des postes d'ouverture, il sera nécessaire d'obtenir des versements ou des engagements pour environ 2 000 000 F, que le CE propose de répartir entre les membres de la liste (soit une moyenne de 30 000 F par candidat vert). 6°) Les engagements résultant des textes des Verts pour les Européennes, ainsi que les engagements financiers, feront l'objet d'un document signé par les 61 Verts membres de la liste, dès la fin du CNIR.

9 janvier 1989..... Propositions de motions du CE des Verts à voter au prochain CNIR : * Motion concernant les Européennes sur la composition de la liste : MOTION - 1) 20 postes sont réservés à des non-Verts: mouvements associatifs. organisations régionalistes. personnalités. etc. proches des idées soutenues par les Verts. Parmi ces 20 postes. 4 sont réservés aux rangs 3.



8. 13 et 18. Les 16 autres se situent entre les rangs 21 et 81. Les recherches et les négociations seront menées par le collège exécutif. Le CNIR se prononcera sur des propositions nominatives. La tête de liste sera élue par l'Assemblée générale de novembre 1988, parmi les membres des Verts. A cet effet, le prochain numéro de Vert-Contact contiendra un appel à candidatures. Les candidats devront faire parvenir à tous les adhérents, par l'intermédiaire du secrétariat national, avant l'Assemblée générale, une circulaire de présentation (3000 signes sur un recto). Le scrutin sera uninominal à deux tours, les deux premiers du 1er tour restant en compétition au second tour. 2) Les 60 membres des Verts de la liste des européennes sont désignés par les régions et ordonnancés par le CNIR (AG 12 novembre 1988). L'ordonnancement de la liste sera effectué par le CNIR et les membres de la liste (AG 12/ 11/88). * Motions sur la déontologie : ** MOTION tourniquet : La liste pratiquera le tourniquet à deux entre Verts. Les élus Verts seront assistés, en même nombre, de leurs suivants Verts sur la liste à qui, par démission, ils laissent leur siège au bout de trente mois, pour devenir à leur tour leurs assistants politiques. ** MOTION émoluments : Les émoluments nets attachés à chaque siège d'un Vert (indemnités parlementaires + indemnités d'assistant) feront l'objet d'un partage en 3 parts (le parlementaire, l'assistant, l'organisation des Verts) dont le quantum sera défini par le CNIR. ** MOTION cumul : Principe du non cumul: Le mandat de député Vert au Parlement européen est incompatible avec celui de député à l'Assemblée nationale, sénateur, conseiller régional, conseiller général, maire d'une commune de plus de 20 000 habitants autre que Paris, adjoint au maire d'une commune de + de 100 000 habitants autre que Paris, conseiller économique et social. L'élue dans la situation de cumul dispose de trois mois pour faire cesser l'incompatibilité, en démissionnant du mandat, ou de la fonction de son choix. Cette option doit aboutir par priorité à l'abandon d'un mandat conféré au scrutin de liste. ** MOTION interne : Le mandat de député européen est incompatible avec toute fonction au collège exécutif des Verts. Les élus européens devront rendre compte de leurs activités et assister au collège exécutif. ** MOTION service : Les élus Verts et leurs assistants devront consacrer tout leur temps au service des Verts et des activités pour le Parlement.

9 janvier 1989..... Propositions de motions du CE des Verts à voter au prochain CNIR sur l'ouverture du poste n°3 de la liste européenne : En l'état actuel des recherches et négociations auxquelles le CE est habilité, il ne peut être fait de propositions concrètes que sur le poste n°3 de la liste Européennes. Le CE propose de l'attribuer à une personnalité désignée par l'Union du Peuple Corse (Délibération du CE du 26 novembre dernier). Le Collège marque ainsi sa volonté d'attribuer avant tout à un Régionaliste le premier des postes d'ouverture. Le choix de l'UPC fait suite à de nombreux contacts qui se sont développés pendant les élections présidentielles. Outre la dimension écologiste de l'action de l'UPC durant ces dernières années, cette organisation autonomiste entretient depuis longtemps des liaisons structurales avec de nombreux mouvements régionalistes de l'Hexagone. Ainsi, le régionaliste du poste n°3 devrait être à même, en concertation avec les représentants régionaux des Verts, de rassembler autour d'eux pour la campagne des européennes, la plupart des mouvements régionalistes avec lesquels l'UPC a pris contact pour cette candidature. Il faut ajouter que, grâce à la collaboration avec l'UPC, le vote écologiste a connu une avancée significative en Corse, en doublant en avril 1988. Depuis lors, une forte militance verte indépendante des formations autonomistes y est née et sera représentée au CNIR. Enfin, les démarches de nos amis Corses ont apporté à Antoine Waechter 18 parrainages (dont 3 conseillers UPC de l'Assemblée Corse) parmi les 504 qui lui ont permis d'être présent aux élections présidentielles. Les conditions générales de l'accord avec l'UPC sont les suivantes : 1°) Le candidat du poste n°3 ne sera pas soumis à la règle du tourniquet imposée aux Verts. 2°) Il percevra la totalité des émoluments attachés au mandat de député européen à l'exception des participations qui résulteraient de son appartenance à un groupe politique ou technique. 3°) Il ne se désolidarise pas du groupe des Verts français sur la liste desquels il a été élu. 4°) L'étiquette du poste n°3 serait "Avenir Corse". 5°) Il sera fourni aux Verts une participation financière de 500 000 F pour les élections européennes, restituée en cas de succès, et considérée comme don en cas d'échec. Les conditions résultent de l'échange de lettres entre l'UPC et le Secrétaire des Verts ces 21 et 26 décembre derniers, dont copie sera déposée au bureau du CNIR le 21 janvier. Sous réserve de l'accord de la Cuncilta, le candidat régionaliste au poste n°3 sera soit Max Siméoni, soit François Alfonsi, tous deux Conseillers UPC à l'Assemblée Corse. Ils présenteront au CNIR du 21 janvier la candidature au poste n°3 et répondront aux questions du CNIR, qui se prononcera par un vote sur l'attribution de ce poste. Le Collège exécutif proposera au CNIR de procéder à l'ordonnancement de la liste le dimanche 22 janvier.

21 et 22 janvier 89..... CNIR à Paris: Désignation des 15 premiers titulaires de la liste européenne (voir en annexe). Toutes les places paires sont réservées aux femmes. La troisième place, réservée à un candidat d'ouverture est attribuée à Max Siméoni, autonomiste corse. La huitième place, deuxième poste d'ouverture a été proposée à un représentant de la NouvelleGauche qui considère cette proposition comme inacceptable. Le Conseil approfondit aussi sa politique de désistement au 2ème tour des municipales : une liste à moins de 5% se retire sans désistement, une liste à plus de 10% se maintient, une liste entre 5 et 10% peut se présenter sur une autre liste si un contrat est signé. 1 – Antoine WAECHTER (Alsace) qui sera élu 2 – Solange FERNEX (Alsace) qui sera élue 3 – ouverture à un homme Max SIMEONI (Corse) qui sera élu 4 – Claire SCHLECHT (Haute- Normandie) qui sera élue 5 – Yves



Marguerite-Marie Dinguirard

EUROPEENNE 1989



COCHET (Bretagne) qui sera élu 6 – Marie-Christine AULAS (Ile-de-France) qui sera élue 7 – Gérard MONNIER-BESOMBES (Provence-Alpes-Côte d'Azur) qui sera élue 8 – ouverture à une femme qui sera élue 9 – Didier ANGER (Basse-Normandie) qui sera le dernier élu 10 – Dominique VOYNET (Franche-Comté) 11 – Gérard ONESTA (Midi-Pyrénées) 12 – **Marguerite-Marie DINGUIRARD** (Rhône-Alpes) 13 – ouverture à un homme 14 – Renée CONAN (Bretagne) 15 – Bruno BOISSIERE (résident à Bruxelles)

21-22 janvier 1989..... Candidature à la place 2 de la liste européenne par **Solange Fernex**, présidente des VERTS Haut-Rhin, conseillère municipale de Biederthal, mariée, 4 enfants, 8 petits-enfants. Habitant à quelques mètres de la frontière, j'ai toujours été attirée par les problèmes internationaux, tout en m'engageant au niveau le plus local : ma commune. La planète TERRE est mon cadre de vie et de pensée. Aujourd'hui, davantage qu'en 1973, date de la naissance d'Ecologie et Survie à Biederthal, les bases même de notre existence et de toute vie sont menacées : course aux armements, extermination par la faim, destruction de l'air, de l'eau, des sols, accroissement de l'intolérance, de l'exclusion. En France, mentalité d'insulaire, nationalisme exacerbé. Et pourtant, jamais les conditions d'un changement du climat politique n'ont été meilleures : tout le monde ou presque est vaguement ou plus précisément conscient de l'impasse dans laquelle les politiques de droite et de gauche ont bloqué notre société. Tout ce que nous prédisions dans un désert médiatique il y a 15 ans est en train de se passer, en pire parfois : Tchernobyl, armes atomiques, famine, ozone, climats, Sahel, phoques, algues... En 1989, notre langage doit être direct, fort, concret et sans fard : Les solutions pour sortir de l'impasse existent, ce qui manque est la volonté politique des classes politiques et économiques dirigeantes. Les solutions sont globales : en ce sens l'Europe peut être une très grande chance. Aux écologistes de la saisir et de s'en servir. En dernière analyse, c'est d'Europe qu'est partie la croisade contre la vie, alimentée par la soif de biens et de pouvoir, et assistée de la science et de la technologie. Notre responsabilité est immense. Nous devons éveiller le public aux alternatives, le sortir de sa torpeur mortelle, stimuler l'imagination, développer la vision poétique d'un monde beau, divers, sain, fraternel, où la coopération remplacera la compétition, l'esprit d'équipe l'individualisme forcené, où le souci du long terme inspirera des solutions viables et préservera les bases de l'existence. Prendre de la hauteur, faire éclater le cadre. Les états-nations ont vécu. Sur notre petit vaisseau planétaire TERRE, la souveraineté nationale et les petits égoïsmes sont des obstacles à tout progrès. Ceci est particulièrement flagrant pour la France de 1989. Nous devons promouvoir un réseau vivant de bio-régions aussi autonomes que possible, collaborant solidairement par grandes régions ou centres d'intérêts, développant leurs ressources naturelles propres en respectant leur environnement unique et fragile, et les habitants. Ce cadre commandera toutes les décisions en matière d'aménagement du territoire, d'énergie, d'agriculture, de transports. Les équipements structurants et incitations fiscales convergeront vers cet objectif. La défense des frontières, devenue sans objet, libérera des ressources financières et humaines pour répondre aux vrais besoins : éducation santé, insertion des défavorisés, aide aux personnes âgées, rapports culturels interrégionaux, communication etc. Biographie : née sur une ferme, 2 enfants paysans, 3 années d'Afrique, successivement laborantine, secrétaire médicale, traductrice (5 livres) parle couramment l'allemand, l'anglais, un peu l'italien, l'espagnol, lit le hollandais, le portugais, les langues scandinaves.

21-22 janvier 1989..... Candidature à une place dans les 4-5 premiers de la liste européenne par **Didier Anger**. Interview par Michel Frémont, secrétaire des Verts Manche : Q: Didier ANGER, où en es-tu dans ton conflit avec certains de tes "amis" Bas-Normands ? R: Une réponse simple: par plus de 67% des voix, la Région m'a élu, dès le 1er tour pour être candidat sur la liste des Verts aux prochaines européennes. Q: Pourquoi être candidat aux européennes ? R: Ma première militance écologiste, à partir de 1972, a été la lutte antinucléaire, à la Hague, dans une région très rurale. L'un des premiers traités européens a été celui d'EURATOM; l'usine de la Hague, le surgénérateur existent par l'Europe; la pénétration ou non d'EDF sur le marché européen en 1993, tout cela me concerne très directement et concerne mes amis européens auxquels je puis être utile. Mes amis "agro-bio" et "confédération paysanne" ont su me montrer l'importance de la Politique Agricole Commune (PAC). "La Région et l'Europe me concernent plus que la Nation", c'est ce que je déclarais en 1984 quand j'assumais la tête de liste des Verts-Europe-Ecologie, au moment difficile de la fusion-crédation des Verts et face à la concurrence de la liste Stirn-Doubin-Lalonde. Déjà troisième de liste, derrière Solange Fernex en 1979, il s'agit pour moi d'assurer une certaine continuité entre hier et aujourd'hui. Q: Pourquoi parmi les 4 ou 5 têtes de liste ? R: Antoine Waechter a déjà été élu tête de liste en novembre; je pense souhaitable pour le mouvement que je sois parmi les 4 ou 5 premiers. Certes je suis minoritaire depuis deux ans. C'est justement une raison supplémentaire pour m'élire : les Verts ouvriront leur liste à d'autres qu'eux-mêmes, on ne comprendrait pas qu'elle ne soit pas ouverte en direction des minoritaires tous les 4 ou 5 postes. Q: Ne crains-tu pas qu'on t'écarte pour avoir accepté le soutien de la majorité présidentielle aux législatives de 1988 ? R: Candidat ECOLOGISTE avec le soutien de la majorité présidentielle, je n'ai alors fait aucune concession sur le programme, pris aucun engagement d'appartenir au groupe socialiste. Elu, j'aurais - comme au Conseil Régional de Basse Normandie - voté au coup par coup. Non élu, j'ai fait 30% des voix, score jusqu'alors jamais atteint par un écologiste à un 1er tour. Aujourd'hui -malgré la volonté de quelques uns de m'exclure- je n'ai toujours pas perdu lion identité "verte". Q: Que fais-tu pour les municipales ? R: Aux Pieux (où il habite) -commune de moins de 3500 habitants- la droite et le PS ont déjà constitué leur liste -SANS NOUS-. Si nous sommes présents, ce sera de façon parfaitement indépendante. Q: Alors tu penses avoir de bonnes chances ? R: Mon élection ou mon éviction, ce sera un test pour les Verts quant à leur capacité de s'accepter différents dans l'expression au-delà d'une identité commune. Pour réussir, il nous faut nous admettre "pluriels" et unis dans notre diversité. J'ose espérer que la décision nationale sera aussi sereine que celle de la Région. Q: -Et si tu es



dans les 4 - 5 premiers, et même élu, quelles seront tes priorités ? R: .L'environnement bien sûr, dont on commence à admettre l'importance, le nucléaire surtout depuis Tchernobyl, les déchets, la qualité de nos eaux, le dépérissement forestier, le trou d'ozone, etc. L'harmonisation des lois et réglementations sociales, la réduction du chômage par un meilleur partage du temps de travail et des revenus. . Enfin les questions internationales : le désarmement, les relations Nord-Sud, la résolution des conflits comme ceux du proche Orient...Q: Bon courage ! R: Si je n'en avais pas, il y a longtemps que j'aurais abandonné la lutte dans mon bout du monde.



21-22 janvier 1989..... Candidature à une des premières places de la liste européenne des Verts par

Gérard MONNIER-BESOMBES 35 ans. Du fait de ma formation universitaire axée sur l'écologie et l'analyse chimique, j'ai jusqu'à présent été mieux rodé à la préparation des dossiers qu'aux joutes verbales. C'est ainsi qu'en 84, j'ai participé aux travaux sur la Méditerranée du Bureau Européen de l'Environnement, puis en 85 sur le projet de résolution concernant l'agriculture et l'environnement, qui fut défendu avec succès par François Roelants du Vivier député belge au Parlement européen. Depuis, au gré des dossiers, j'ai plutôt navigué entre le pyralène et les détergents que dans les motions d'orientation. En 86, comme beaucoup, j'ai voulu croire à la possible émergence institutionnelle des Verts par le biais des élections régionales et législatives. Je ne fus pas de ceux qui analysèrent leur non-élection comme une

erreur de stratégie du mouvement. Partisan d'une ligne politique dont la force réside dans sa capacité à savoir s'affirmer de façon autonome, je me suis naturellement retrouvé dans notre conception politique actuelle. Je n'en ai que peu de mérite, étant immunisé contre toute tentative d'"état de grâce" par la vie politique marseillaise... Parmi les qualités nécessaires à un bon candidat, je pense avoir un certain nombre de garanties à offrir en matière de compétence et de fiabilité. Si celles-ci étaient mieux partagées dans le mouvement, cela m'aurait certainement permis de lutter contre un de mes défauts: le manque de tolérance. En ce qui concerne le travail qui m'attend, je sais qu'il s'agit d'un investissement complet et je souhaite qu'il se fasse dans un groupe soudé qui ne devra pas souffrir que quelqu'un traîne les pieds. Je ne suis pas un fanatique de l'"Europe", mais je ne crois pas que nous soyons en mesure d'empêcher sa réalisation, ni qu'il soit souhaitable d'ignorer une structure capable de faire sauter un certain nombre de blocages nationaux. Parce que nous vivons dans un monde désemparé, que les seules ambitions des politiciens se résument à vouloir gérer la crise, je - mise sur l'écologie politique pour jouer un rôle moteur dans notre société et ferai mon possible pour être à la hauteur de la tâche.

21-22 janvier 1989..... Candidature à une des premières places de la liste européenne des Verts par Yves Cochet : Il était une

fois une coccinelle toute belle. Nous étions au printemps 68 et notre coléoptère s'étonnait de voir tant de monde dehors. Elle interrogea un étudiant par là, qui lui dit: "Je suis le président !" Cochet (c'était le nom de l'étudiant) occupait en effet cette fonction à l'UNEF-Sciences de Rennes. Il avait alors 22 ans. Notre coccinelle le suivit, pour voir. En 71 ils apparurent tous deux à une manif antinucléaire à Bugey, puis devant un jury mathématicien pour soutenir que les grammaires sont aussi des arbres. Etrange, pensa la coccinelle, dormé-je sur une grammaire ? Comme pour la rassurer, Cochet s'en fut aux Amis de la Terre (1973) pour bagarrer contre un certain Eudéeffe à Erdeven, à Plogoff et ailleurs. En 76,



piqués par les rayons d'un été sans pareil, ils s'engagèrent dans le bâtiment, "l'art le plus complet" disait Paul Valéry. Après quatre années et cinq mille heures de construction, une maison solaire émergea. "Ça ne fonctionnera jamais en Bretagne" leur disait-on. "Ça marche", répondaient-ils. Ils y habitent toujours, heureux. Ils adhèrent aussi à Bretagne Vivante (SEPNB) et à Eaux et Rivières de Bretagne (APPSB), pour être utiles ailleurs que chez eux. Au tournant des délicieuses années 80, la France entrait en Présidentielles, co & co s'activèrent pour l'écologie. Advint une Législative, ils firent 4,2%. Ils fondèrent, avec d'autres, la Fédération Ecologiste Bretonne en 1982. Mais leurs amis écologistes manquaient d'unité. Ah ! Quelle affaire ce fut de réunir les frères ennemis, confédérés et partisans. Ils y prirent une bonne part, l'un comme porte-parole des confédérés, l'autre comme ange tutélaire. Enfin, à Clichy en 84, les Verts naquirent et Cochet continua de porter la bonne parole jusqu'en Novembre 86. Ils

décidèrent de devenir publiques. ça n'est pas les occasions qui manquèrent : Têtes de la liste Verte aux Municipales de Rennes en 83 (6,2%), seconds de la liste Les Verts-Europe-Ecologie en 84 (3,4%), candidats aux Cantonales en 85 (9,5%), aux Législatives en 86 (3%), aux Législatives en 88 (6,5%), aux Cantonales en 88 (10,5%). En Octobre 88, à Lorient, ils devinrent présidents de la Fédération Bretonne des Verts, et, en Novembre dernier à Paris, ils furent élus au CNIR puis au Collège Exécutif des Verts où ils sont responsables des publications. Enfin ils sont têtes de la liste verte pour les Municipales 89 à Rennes, et espèrent aujourd'hui, grâce à vous, être en bonne place sur la liste des Européennes. Bref, près de vingt ans d'expérience écologiste, ça promet !

21-22 janvier 1989..... Candidature à une des premières places de la liste européenne des Verts par Marie-Christine Aulas

(journaliste) - ANCRAGE : C'est sur le terrain pratique de l'Ecologie que j'ai d'abord avancé, non pas ici mais ailleurs: là où les déchets idéologiques, économiques ou carrément toxiques prennent les traits d'une indicible misère parfois associée à la guerre et à la condition de réfugiés privés d'identité. Avec



cette perspective excentrée, ce regard critique de journaliste (Monde Diplomatique), de chercheur (CEDEJ, Egypte), de déléguée d'une Agence de l'ONU (Public Information Officer de L'UNRWA, Vienne/Moyen-Orient), de conférencière (Universités USA), qui furent tour à tour les miens, l'entité nationale n'a guère revêtu de contenu, et ses rivalités intérieures droite/gauche n'ont guère eu de substance, d'autant que chacun sait à quel point elles s'annulent à "l'étranger". Par contre, l'Europe m'est apparue comme une évidence première, un incontournable repère. Tout d'abord un continent unique dans sa réalité pratique, foisonnant dans sa diversité linguistique dont il incombe aux générations postérieures à la guerre d'effacer la plaie d'une division imposée qui n'a que trop duré. De plus, il est clair que l'heure des équipées intempestives de l'Europe a cessé, que celle d'une sagesse qui reste à trouver ensemble a sonné; là, au coeur de ce qui fut la matrice de la modernité et, pour une part essentielle, celle du monde actuel. OBJECTIFS : En l'état actuel, l'objectif consiste à être présents au Parlement Européen, non point avec un bagage d'illusions mais plus simplement avec une "trousse à outils" apte à découpler les moyens dont nous disposons : * y faire entendre de concert avec nos partenaires une voix européenne en rupture avec le ronronnement des technocrates privés d'humanité comme de sens des réalités; * avancer des solutions concrètes sur des points précis (tels les périls de l'environnement, du nucléaire et de l'armement, ceux du chômage et de la production massive d'exclus) en intervenant habilement à l'interface des contradictions et des pesanteurs inhérentes à ce type d'institution. Tels doivent être les objectifs de cette étape initiale. Autrement dit, conjuguer la force de notre engagement pour la liberté de chacun et la survie de tous avec la modestie de nos moyens. ATOUS D'UNE CONJONCTURE : * L'Europe de la consommation sans frontière, de l'Acte Unique issu du laminage technocratique, a beau bénéficier d'une vaste publicité à l'approche de 1993, elle n'en affiche pas moins déjà son vide béant de dessein. Or, ce terrain est très précisément le nôtre. A nous de l'occuper pour mieux le cultiver. * La prise de conscience vis-à-vis de l'environnement bénéficie d'un capital de sympathie évident. A nous de l'investir d'une dimension politique en exploitant le potentiel d'énergie qu'il recèle. * La faillite patente des modèles de développement exportés laisse le champ libre à des propositions en phase avec les réalités différenciées du Tiers-Monde; celles-là même qui s'annoncent comme le défi du prochain millénaire. A nous de mettre en relief ces réalités, de promouvoir des solutions adaptées. ATOUS D'UNE CANDIDATURE : * La cohérence d'un itinéraire (issu d'une formation d'anthropologue) où la pratique ne s'est jamais dissociée de l'éthique, où l'action s'est toujours nourrie d'une réflexion puisée à plusieurs sources culturelles; * La compétence et l'expérience professionnelles dans un contexte international, avec la maîtrise d'une seconde langue (anglais).

26 janvier 1989..... Les Verts préparent les élections européennes : Les Verts, qui ont réuni, les 21 et 22 janvier à Paris, leur conseil national interrégional (CNIR), ont désigné les quinze premiers titulaires de leur liste européenne, dont le chef de file sera M. Antoine Waechter, candidat du mouvement écologiste à la dernière élection présidentielle (3,78% des voix). Toutes les places paires sont réservées aux femmes : Mme Solange Fernex, tête de liste Europe-Ecologie en 1979, est ainsi en seconde position. La troisième place, réservée à un candidat dit d'ouverture, a été attribuée à M. Max Siméoni, conseiller régional de Corse, secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste). "Pour nous, la revendication identitaire est à la base des revendications écologistes", a souligné, lundi 23 janvier, M. Waechter, qui avait bénéficié du soutien de dix-huit maires corses pour se présenter à l'élection présidentielle. Porte-drapeau des écologistes aux élections européennes de 1984, M. Didier Anger, conseiller régional de Basse-Normandie, battu sous l'étiquette «majorité présidentielle» aux législatives de juin 1988, occupe la neuvième place, et M. Yves Cochet, qui était en seconde position en 1984, est relégué à la cinquième place. MM. Anger et Cochet, anciens porte-parole des Verts, ne défendent pas les mêmes orientations que M. Waechter mais ne s'opposent plus frontalement, comme auparavant, à lui. La huitième place, qui est le deuxième "poste d'ouverture" de la liste européenne des Verts, a été proposée à un représentant de la Nouvelle Gauche (NG) de M. Pierre Juquin. Reçue, à sa demande, par la direction des Verts, une délégation de la Nouvelle Gauche aurait considéré que cette proposition était "inacceptable".

28 janvier 1989..... Le Vert-Contact revient sur les désignations des premiers de la liste européenne : Le CNIR (conseil national interrégional) des Verts était réuni les 21 et 22 janvier à Paris, avec les membres Verts de la liste pour les européennes de juin prochain. Le plus gros travail était d'ordonner les premiers de cette liste (sauf Antoine Waechter, élu tête de liste par l'Assemblée générale de novembre dernier, et les postes d'ouverture, à raison d'un toutes les cinq places). (...) La majeure partie de l'après-midi a été consacrée à la troisième place de la liste européenne, que le CE proposait d'attribuer à Max Siméoni, conseiller régional corse de l'UPC (union du peuple corse). François Allonsi et Max Siméoni, tous deux conseillers régionaux de l'UPC, présentaient le contexte de cette candidature. Gustave Alirol, président du Parti occitan et membre du bureau de l'ALE (alliance libre européenne) donnait le point de vue des différents groupes régionalistes et autonomistes français, qui considèrent, pour la plupart, que la candidature d'un Corse dans la liste Verte est celle de tous les mouvements autonomistes et régionalistes de France (Savoie, Pays basque, Bretagne, Alsace...).



LeCNIR des Verts, par 41 voix sur 52 votants, a désigné Max Siméoni en troisième place sur la liste Verte pour les européennes de juin prochain. La partie la plus douloureuse de la réunion, ce fut bien évidemment lorsqu'il fallut aborder l'aspect financier des élections européennes. On sait que cette élection, contrairement à la présidentielle, n'est remboursée par l'Etat que si les 5% sont dépassés. Il faut raisonner comme si les 5% n'étaient pas atteints en juin prochain, et donc trouver de l'argent et des cautionnements. Il sera fait appel à un cautionnement non solidaire de tous les membres de la liste, du CNIR et du CE, charge aux régions de se décarcasser pour démultiplier le nombre de ceux sur lesquels pèseront le cautionnement. La journée de dimanche fut entièrement consacrée à l'ordonnancement des 15 premiers candidats de la liste pour les européennes, à l'exception des places 1 et 3 (déjà pourvues pour Antoine Waechter et Max Siméoni) et des places 8 et 13, réservées à l'ouverture vers les mouvements proches : animateurs d'associations, régionalistes, personnalités... L'élection avait lieu au scrutin majoritaire à trois tours, avec possibilité, si aucun candidat n'atteignait 50% au bout du troisième tour, de procéder à un nouvel appel de candidatures. Cette longue procédure explique qu'il ait fallu 6 heures et environ 50 tours de scrutin pour élire 11 personnes. Rappelons que la règle d'alternance hommes/femmes avait été décidée au CNIR de St-Front en août dernier, et qu'en conséquence les places impaires sont réservées aux hommes, les places paires aux femmes. Ont donc été élus : (1 : Antoine Waechter), 2: Solange Fernex, porte-parole des Verts, tête de liste "Europe-écologie" en 1979; 3: Max Siméoni, conseiller régional corse; 4 : Claire Schlecht (Haute-Normandie), ancienne conseillère municipale de Dunkerque; 5 : Yves Cochet (Bretagne) ; 6 : Marie-Christine Aulas (Ile-de-France) ; 7 : Gérard Monnier-Besombes (Provence-Alpes-Côte d'Azur) ; 8 : (réservée à un poste d'ouverture) ; 9 : Didier Anger (Basse-Normandie), tête de liste "Les Verts Europe-Ecologie" en 1984; 10: Dominique Voynet (Franche-Comté), porte-parole des Verts ; 11 : Gérard Onesta (Midi Pyrénées); 12: Marguerite-Marie Dinguirard (Rhône-Alpes); 13 (réservée à un poste d'ouverture) ; 14: Renée Conan (Bretagne) ; **15: Bruno Boissière (résidant à Bruxelles)**. Le reste de la liste sera ordonné par le prochain CNIR, sur proposition du CE.



Février 1989..... A Paris en avril 1989, ce sera le quatrième congrès des Verts européens : Les Verts français organiseront le prochain congrès des Verts européens à Paris les 7,8 et 9 avril 1989, à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, place de la Sorbonne, Paris Vème. Paris a été choisi, malgré la candidature de Luxembourg (soutenue par les Grünen) et après le retrait en notre faveur de la candidature de Gand. Belges et Suisses ont estimé indispensable d'épauler les Verts français, proches selon eux des 5% ; d'autre part, il a paru essentiel à beaucoup de recentrer l'action de la coordination vers le sud de l'Europe. Par ailleurs, la coordination des Verts européens a admis cinq nouveaux membres : - Autriche (Die Grüne Alternative qui remplace l'Alternative Liste dont l'importance avait décliné ces dernières années) ; - Espagne (Los Verdes) ; - Portugal (Os Verdes, mais aussi MDP, Mouvement Démocratique Portugais, en espérant voir un jour ces deux organisations fusionner) ; - Finlande (Green Union of Finland). Seront candidats en 1989 : l'Italie (Coordination des Listes Vertes qui préfère attendre les élections européennes, mais qui est présente comme observatrice), la Grèce (deux groupes écologistes en concurrence). A noter d'autres observateurs de Turquie et de Yougoslavie. • Enjeux du congrès de Paris : Les Verts français jouent leur crédibilité (on les jugera sur la qualité de l'organisation, l'affluence des militant(e)s et sympathisant(e)s, le nombre des journalistes, les retombées médiatiques à l'échelon international. Le programme des débats et leur bonne tenue (encore cette partie politique ne dépend-elle pas que de nous). Le congrès doit épauler notre campagne pour les élections européennes, mais il est destiné en priorité à promouvoir l'ensemble des Verts européens. On prévoit la venue d'observateurs d'Asie, d'Amérique et d'Océanie. Cela permettra d'affirmer une mondialisation de l'action des écologistes. Après Liège, Douvres et Anvers ce quatrième congrès des Verts européens doit permettre à Paris d'être reconnu comme l'une des capitales écologistes et à la France d'avoir enfin des élus en 1989 aux élections européennes puis ensuite des députés au Parlement. Il est important de rappeler les succès déjà obtenus par les écologistes en Europe et en Australie : la Suède avec 5,5% des voix obtient vingt députés (c'est le dixième pays à avoir des députés au parlement fédéral ou national après l'Australie, deux en 1984); la Suisse, neuf; la Belgique, dix-sept; la Finlande, quatre; la RFA, quarante-quatre; le Luxembourg, deux; l'Autriche, huit; l'Italie, quinze; le Portugal, deux.

4 février 1989..... Elections européennes du 18 juin : les Verts sont candidats dans 11 pays. Lors de l'élection européenne, les Verts seront présents (pour la première fois et simultanément) dans tous les pays de la CEE, à l'exception peut-être de la Grèce où l'écologie politique cherche sa voie. Aucun élu en 1979, 10 en 1984 (8 en RFA et 2 en Belgique), une quinzaine paraissent sûrs cette année avec l'arrivée de 3 ou 4 Italiens (un élu à partir de 2% !) et d'un Portugais. Le suspense est total pour le Luxembourg, l'Espagne, le Danemark et... la France, alors que Britanniques et Irlandais risquent d'être victimes du système majoritaire. Une revendication des Verts européens est l'instauration dans toute la CEE de la proportionnelle sans barre à 5%. Rappelons que la Finlande, la Suisse, la Suède et l'Autriche, où les Verts siègent au Parlement fédéral, ne sont pas membres de la CEE.

Mars 1989..... Max Simeoni : "Per un'avvene Corsu". Ouverture chez les Verts : sur leur liste européenne figurera en



troisième position l'une des figures historiques du mouvement nationaliste corse, Max Siméoni, secrétaire général de l'Union du Peuple Corse (UPC) et conseiller à l'Assemblée de Corse. L'UPC et la "Cuncolta Naziunalista" soutiennent cette candidature qui sera aussi pour eux celle de l'Alliance européenne libre (regroupant tous les mouvements autonomistes et régionalistes français) sous l'étiquette "Per un'avvene corsu", pour un avenir corse. Max Siméoni présente ici les enjeux écologiques et politiques de la Corse. * Le combat de l'UPC et de tout le nationalisme corse est fortement imprégné de la dimension écologiste. L'attachement à la terre forme l'essence de notre combat, à travers la défense d'une culture qui, au cours des générations, a codifié un rapport d'équilibre entre l'homme et son environnement. Les projets du "libéralisme européen" pour la Corse sont porteurs de grands risques pour l'environnement encore remarquablement préservé de l'île. Rappelons qu'un des tous premiers combats écologistes de terrain fut celui mené avec opiniâtreté en 1973 contre les boues rouges au titane déversées dans la Méditerranée par la Montedison au large de Bastia. Et nous avons dû faire face aux projets démentiels du "schéma d'aménagement de la Corse de 1971" qui, après une colonisation des sites littoraux les plus prestigieux par des groupes financiers, prévoyait la création en dix ans de 350 000 lits (près de deux fois la population corse), le seul projet de Testa Ventilegne comptant 80 000 lits, davantage que la population de la région ajaccienne ! Les combats sur les thèmes écologistes se sont multipliés pour nos militants: énergies non polluantes, maîtrise de l'eau, incendies de forêts, protection des sites...). S'inspirant en partie de la situation des minorités culturelles dans les autres états européens plus respectueux que la France de leurs diversités, l'Assemblée de Corse a voté à une large majorité, à notre initiative, l'affirmation de l'existence du peuple corse. Hors de Corse, des mouvements régionalistes (exemple le mouvement Région Savoie), des partis autonomistes regroupés avec l'UDC au sein d'une structure, l'Alliance Libre Européenne, d'autres partis nationalistes dans l'hexagone et les Dom-Tom, suivent avec intérêt l'évolution de la situation politique en Corse. L'union politique que nous avons avec l'autre composante nationaliste (A Cuncolta Naziunalista) est prise en compte par d'autres, au Pays Basque français par exemple. Quant aux avancées politiques qui obligent le gouvernement socialiste à un traitement particulier à propos de la Corse, elles représentent un espoir pour tous. Le centralisme jacobin - écrasement culturel des différences; centralisme des structures, castes monopolisant le pouvoir (énarques, corpsarts, préfets, etc.) est préjudiciable pour tous, y compris pour les Parisiens ! Ce centralisme forcené fait peser une hypothèque sur la construction d'une Europe démocratique et respectueuse de toutes ses composantes. Le système centraliste français va-t-il, à la veille de 1992, se raidir ou évoluer ? C'est très certainement autour de la question corse que, pour une grande part, ce débat de fond va se dérouler, au profit ou au préjudice, de tous les peuples et de toutes les régions naturelles de France. L'ouverture de la liste des Verts au courant régionaliste-autonomise-nationaliste doit satisfaire deux nécessités : - être complémentaire du message écologiste et ne pas hypothéquer le positionnement politique fondamental des Verts, - être suffisamment "décalée" de façon à permettre le rassemblement de nouvelles couches d'opinion autour des Verts. Telle est la condition de son utilité électorale : la liste verte, dont le potentiel se situe aux alentours de 5%, a besoin d'un véritable appoint pour mieux assurer ses possibilités de succès. La capacité à remplir un tel rôle par la revendication identitaire a été évoquée par l'UPC dès les premiers contacts avec Antoine Waechter durant la campagne présidentielle. Une confirmation est venue de l'analyse des sondages sur la motivation des votes en faveur d'Antoine Waechter. qui ont montré que l'adhésion au message "fédéralisme-respect des identités" avait été, après le thème de l'environnement, mais à égalité avec le thème du désarmement, le thème le plus porteur de la campagne. Antoine Waechter a-t-il pour autant fait le "plein" de ce courant d'opinion à cette occasion ? Probablement pas car, si les liens Verts-environnement ou encore Verts-désarmement sont simples et naturels pour l'opinion publique, le thème "fédéralisme-respect des identités", lui, demande à être davantage médiatisé que les deux autres pour être ressenti largement comme "porté" par une liste écologiste. Il y a donc tout lieu de penser que l'occultation médiatique de la campagne présidentielle des Verts ait eu pour effet de priver ce message d'une grande partie de son impact malgré les séquences télévisées officielles. Par contre, l'impact médiatique de la question corse nous semble suffisant pour renverser de telles barrières. Cinq années de mandat européen, pour quoi faire ? Pour faire progresser la situation du peuple corse bien sûr ? Mais nous pensons également pouvoir développer ensemble, à travers la campagne, et surtout à travers l'exercice du mandat, un véritable projet politique global de dimension européenne. En effet, une conviction politique nous anime : "la prise de conscience écologique et le réveil des nationalités" sont deux lignes forces de l'Europe de demain. Leur complémentarité politique que nous avons, pour notre part, commencé à illustrer sur le terrain corse, permettra, si elle est "contagieuse", l'émergence d'une force politique considérable à opposer à l'Europe des Etats et à l'Europe des trusts. Nous nous engageons à être les porte-parole de toutes les minorités culturelles de France pour la défense de leurs droits et la promotion de leur identité, tout en recherchant la complémentarité entre ces forces et les Verts. Il facilitera la greffe entre eux et de nombreux mouvements dans l'Europe des douze, cela pouvant s'étendre - les évolutions à cet égard sont si rapides - au delà du rideau de fer avec les Arméniens, les Slovènes, les Lituanais, les Estoniens... Max Simeoni

Mars 1989..... Invitation pour le congrès des Verts européens, qui se tiendra à Paris les 7, 8 et 9 avril prochains. Après Liège, Douvre, Stockholm et Anvers, c'est avec plaisir que nous vous informons de la tenue à Paris du 5ème congrès des Verts européens. * Présentation du programme : Les grands noms du mouvement écologiste européen, mais aussi mondial, se sont donnés rendez-vous à Paris pour parler des problèmes de notre monde. Parmi les intervenants étrangers, on peut déjà noter Petra Kelly, animatrice du mouvement pacifiste, députée, (RFA), Paul Staes, député européen d'Agalev (Belgique), Daniel Brelaz, député (premier député écologiste au monde) Vert (Suisse), Jonathan Porritt, co-fondateur du Green Party (Royaume-Uni), Paul Lannoy, député Ecolo (Belgique), et bien entendu, côté français, Antoine Waechter, Solange Fernex...



En ouverture, un message de Cousteau aux congressistes. Le congrès, sous le signe des élections européennes, doit aussi permettre aux Verts de différentes origines de venir se rencontrer, échanger des idées ou des expériences dans une ambiance agréable. Ensemble, nous réfléchissons aux moyens à mettre en œuvre pour accroître l'audience internationale du mouvement Vert. Les grands axes de réflexion seront présentés au cours de séances plénières, puis débattus en petits groupes (voir programme ci-dessous). Certains ateliers seront équipés de projecteurs de diapos et de rétroprojecteurs. Afin de garder un cadre souple, au-delà des thèmes spécifiques prévus pour chaque atelier, vous aurez la possibilité d'organiser vous-mêmes une réflexion sur le sujet qui vous est cher dans des ateliers libres. En séance plénière les interventions seront traduites en 4 langues simultanément (français, anglais, allemand, italien). * Une vision verte de l'Europe. - Thème A : 1993, la création d'un Marché unique en Europe fait l'objet d'un consensus général. Les Verts ne partagent pas cet avis. Les intervenants en expliqueront les raisons. En effet, les Verts pensent que le processus de 1993 n'est favorable ni à l'environnement, ni aux Européens. - Thème B : l'environnement. Plus de 200 textes de lois concernant l'environnement ont été votés depuis 1967. Le 4ème plan d'action a été agréé en 1987. Cependant, les problèmes d'environnement se sont davantage aggravés qu'améliorés. Les Verts en examineront les causes et exposeront leur propre programme concernant l'environnement. - Thème C : l'Europe des citoyens. Cette Europe actuellement en construction favorise-t-elle l'épanouissement de l'être humain ? Comment évolueront les conditions de vie en 1993 (loisirs, conditions de travail,...) ? Les Verts ne croient pas à l'amélioration des injustices sociales actuelles et discuteront des solutions à apporter. - Thème D : l'Europe dans le monde. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a dit que l'Europe doit "vaincre la course mondiale contre la montre... pour survivre". Qu'advient-il des perdants ? Les Verts discuteront des conséquences d'une Europe en compétition permanente à l'échelon mondial, et exposeront leurs propositions d'action au niveau international.

2 mars 1989..... Alain Juppé croit aux Verts : Alain Juppé est persuadé que les écologistes vont faire de très bons scores, aussi bien aux élections municipales qu'aux élections européennes. Le secrétaire général du RPR estime que les Verts vont jouer dans les prochaines années un rôle aussi important que celui tenu par le Front national de 1983 à aujourd'hui.

12 mars 1989..... Premier tour des élections municipales : La gauche est en moyenne à 48,02% et la droite à 50,34%. **Très forte poussée des écologistes qui sont en position d'arbitres pour le second tour.** Ils obtiennent 353416 voix (1,47%, une augmentation de 0,89% par rapport à 1983), ils ont en moyenne 8,5% des voix. **La moitié des listes vertes obtient plus de 10%. Plus de 300 candidats verts (926 écologistes) sont déjà élus, dont environ 80 dans des municipalités de plus de 20000 habitants.** Il y a 4 élus à Rennes (14%), 3 élus à Nancy (10,3%), Istres (18,7%), Champs – sur - Marne (19,4%) ou à Rouen (12,2%).

19 mars 1989..... Deuxième tour des élections municipales : Avec une moyenne de 15%, **les listes écologiques qui se sont maintenues ont dans l'ensemble amélioré leur score :** Colmar (24,23%, 7 élus), Limoges (19,5%, 5 élus), St Brieuc (22,2%, 4 élus), Vannes (21,3%, 4 élus), Caluire (19,1%, 4 élus), Cholet (19,4%, 4 élus), Lorient (20,4%, 5 élus). Les Verts reculent à Mulhouse (9,6%, 2 élus), Strasbourg (8,8%, 2 élus), Cahors (13,5%), Laon (8,2%), de quelques points. A Paris - XIVème, **Jean-Louis Vidal est élu 'Conseiller de Paris'** avec 17,1%. A Lille, grâce à la fusion avec la gauche (54,1%), les Verts ont 5 élus. Au total des deux tours, les écologistes totalisent 1369 élus.

23 mars 1989..... Après le succès des écolos aux municipales, et maintenant, les européennes ! Voici pourquoi les prochaines élections sont un scrutin idéal pour les Verts. Question du Nouvel Observateur : Quel est l'état réel de l'électorat écologiste en France ? Réponse de Daniel Bois (chercheur à Science Po) : En moyenne, les Verts ont recueilli 8% des suffrages dans les villes de plus de 9000 habitants où ils se présentaient. Dans ces villes-là, Antoine Waechter avait obtenu, toujours en moyenne, 3,7% à la présidentielle de 1988. Il y a donc une réelle percée. Le phénomène nouveau, le plus capital pour l'avenir, c'est le maintien des écolos au second tour. Ils ont conservé ou même amélioré leur score, dans 20 des 30 villes de plus de 9000 habitants où ils avaient refusé de fusionner. Q: D'où vient cet électorat ? A-t-il évolué ? R: Il est encore difficile de cerner avec précision les reports de voix. Une chose est sûre, traditionnellement, les deux tiers des écologistes sont plutôt des sympathisants de gauche. En 1988, 70% des personnes qui avaient choisi Antoine Waechter au premier tour. ont voté Mitterrand au second. Pour ces municipales, on peut aussi penser que les deux tiers des voix vertes se sont reportées sur la gauche au second tour. Il faut distinguer trois groupes d'électeurs verts. D'abord le noyau dur, les militants traditionnels. Beaucoup d'enseignants, d'animateurs sociaux, de jeunes. C'est un électorat plutôt urbain et intellectuel. Le deuxième groupe, ce sont les électeurs qui votent d'ordinaire pour le PS et qui ont voulu cette fois donner un avertissement sans frais au gouvernement. Enfin, restent les mécontents qui ont manifesté leur rejet des partis politiques, de droite ou de gauche. Peut-être les écologistes ont-ils mordu sur des catégories sociales - les couches moyennes - qui ne leur étaient pas jusqu'à présent très favorables. Q: Le vote écologiste reste quand même très localisé. Il y a des bastions verts... R: Oui, la géographie du vote écologiste est très typée. Il y a trois pôles importants : une partie de la vallée du Rhône, l'Alsace, la Bretagne. Et puis quelques petits foyers dans le Nord et dans le Sud-Ouest. Dans tous ces endroits, on retrouve des problèmes d'environnement très forts (les pluies acides en Alsace, les nitrates en Bretagne, le nucléaire en Basse-Normandie, etc.) Autre caractéristique, le succès des Verts dans les villes universitaires : Paris, Grenoble, Talence... Q: La percée verte sera-t-elle durable ? R: Les prochaines élections européennes sont un scrutin idéal pour les Verts. Les électeurs de gauche mécontents pourront, s'ils le souhaitent, sanctionner sans trop de risque pour le gouvernement. Et puis voter vert aux européennes, c'est voter efficace, puisque, avec la proportionnelle, il suffit de 5% pour obtenir des sièges. Enfin, les principaux problèmes d'environnement ont une dimension européenne. Pour les élections législatives ou présidentielle, les



données sont tout à fait différentes : un mode de scrutin qui lamine les petites formations et un affrontement droite-gauche. Cela dit, la poussée verte modifie le paysage politique et elle posera un problème au Parti socialiste. Car les écologistes entendent être aujourd'hui une force autonome. Q: Les écologistes réussiront-ils à créer un véritable mouvement ? R: Le parti vert a d'abord un atout : sa jeunesse. La moyenne d'âge chez les écologistes est de moins de 35 ans. L'écologie se transmet de génération en génération. Le mouvement se renouvelle sans cesse et parvient à garder une stabilité sans vieillir. C'est un avantage formidable. Par ailleurs, le mouvement écolo est parvenu pour la première fois à surmonter ses difficultés d'organisation et à se présenter uni. Car les écolos ont un problème : ils font une allergie aux leaders trop médiatiques. Ils n'ont pas supporté Brice Lalonde, et pendant longtemps ils se sont donné des porte-parole qui bafouillaient devant les caméras. Désormais, ils ont Antoine Waechter. Pas trop charismatique mais suffisamment médiatique. En plus, il a un air sérieux. Ce qui tombe à pic. Puisque aujourd'hui on reparle sérieusement de l'environnement.

- 23 mars 1989..... Vu le score des écologistes, SOS - Racisme envisage de présenter une liste aux élections européennes. La liste serait conduite par Harlem Désir.
- 25 mars 1989..... M. Antoine Waechter est invité demain du «Grand Jury RTL-Le Monde » : M. Antoine Waechter, leader des Verts "parti et confédération écologiste ", qui vient d'être élu conseiller municipal de Mulhouse sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL- Le Monde», ce dimanche 26 mars de 18h 15 à 19h 30. M. Waechter, qui fut candidat à la dernière élection présidentielle et qui conduira une liste écologiste aux élections européennes du 18 juin, répondra aux questions d'André Passeron et d'Olivier Biffaud, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Pierre Kohler, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle. * Selon un sondage "sortie des urnes" réalisé par l'IFOP-RTL, lors du second tour des élections municipales, 30% des électeurs des grandes villes seraient prêts à voter pour la liste socialiste le 18 juin. D'après ce sondage, réalisé auprès de deux mille trois cent seize personnes ayant pris part aux scrutins du dimanche 19 mars dans les villes de plus de trente mille habitants qui étaient en ballottage, 23% des électeurs voteraient pour une liste RPR, **12% pour celle des écologistes**, 10% pour celle de l'UDF. Le Front national recueille 8% des intentions de vote et le Parti communiste 6%.
- 25 mars 1989..... Réunion du Collège Exécutif des Verts. * A propos du financement des élections européennes, le CE décide à l'unanimité de recourir au Crédit industriel et commercial (CIC) pour que celui-ci se porte caution des Verts envers l'imprimeur pour les documents électoraux des élections européennes de 1989. Ce cautionnement pourra s'élever au maximum à cinq millions de francs. Il sera appelé à jouer dans le cas où les Verts n'obtiendraient pas 5% des suffrages exprimés. La garantie de la banque sera constituée par des contre-cautions bancaires limitées fournies par les adhérents des Verts ou leurs amis, vers lesquels le CIC pourra se retourner. Cette décision sera soumise à la ratification du CNIR du 22 avril prochain. * Le CE procède ensuite aux propositions de classement des 50 derniers Verts à partir du poste 16. Cette proposition sera adressée aux membres du CNIR. A noter que pour le poste 29, il a été procédé à un vote : pour Brière 10 voix, pour Brodhag (proposition par Etienne Tête) 4 voix. blanc 1. Ouverture : c'est Jean Brière qui est chargé de rassembler les candidatures et de les soumettre au CNIR. Sont évoquées : postes 13 ou 23 : Gicquel (par Brière), Oscar Temaru (par Solange). Postes 8 ou 18 : Djida T (par Brière) ou Aline Archimbaud (par Cochet). Pour d'autres postes : Albert Jacquard (Brière) ; Allain Bougrain-Dubourg (Vidal) ; une femme du MAN (Marimot) ; Théodore Monod (Vidal) ; le professeur Schwarzenberg (Brière) ; Per Denez (Cochet) ; La fédération de protection de la nature (Marie-Anne Isler) ; Alain de Swarte qui demande le poste 80 ; les régionalistes savoyards [qui demandent un poste (Dominique Voynet). Guy Cambot demande à Jean Brière de se mettre en rapport avec Max Siméoni qui s'occupait de réunir les 3 ou 4 candidatures régionalistes. Il rappelle le débat du dernier CNIR où Gustave Alirol avait posé sa candidature pour le parti occitan.
- 26 mars 1989..... Brice Lalonde annonce qu'il serait enchanté de s'engager avec Antoine Waechter pour une liste ouverte des écologistes aux élections européennes. Il n'exclut cependant pas d'être candidat sur la liste socialiste de Laurent Fabius.
- 27 mars 1989..... Brice Lalonde courtise les Verts, pour le compte de la majorité présidentielle : Grandes manœuvres dans les plates-bandes écologistes, Brice Lalonde, invité hier du Forum RMC-FR3, a «proposé» à Antoine Waechter «de faire une liste ouverte » pour les européennes. Le secrétaire d'Etat à l'Environnement de Michel Rocard a ajouté «Je suis prêt à y participer avec lui. » Cette participation, dit-il, peut se faire de «mille manières». Brice Lalonde fait ainsi une offre au chef de file du parti des Verts. Prudent, il n'exclut pas de figurer sur la liste des Verts mais il ne se ferme pas davantage la porte de la liste Fabius. Les socialistes font du pied aux écologistes. Sans vergogne. Et Brice Lalonde y voit l'occasion d'élargir la majorité présidentielle : "Si j'ai bien compris monsieur Waechter, il n'est pas opposé à travailler avec le gouvernement et la majorité présidentielle". Pour en venir au fait, le secrétaire d'Etat pense qu'à l'occasion des municipales «le vote écologiste a pulvérisé le vote Vert», qu'il s'agit d'un "vote durable, un vote de civilisation" et que, surtout, "l'écologie n'est pas le monopole d'un parti". En revanche, dit-il sans crainte des pirouettes, "il y a de la place en France pour un nouveau parti". Un parti qui regrouperait des gens «comme Harlem Désir, des gens soucieux de justice, de, relations avec le tiers monde», un « parti différent des autres» naturellement Brice Lalonde, partisan de la liste verte ouverte, n'est pas pressé : il faut, dit-il «laisser le temps au parti Vert de digérer son succès». Antoine Waechter digérait justement ce week-end, sur les ondes du Grand Oral-Libération-PacificFM. L'ordonnement de la liste verte pour les européennes, a-t-il expliqué, «est une affaire réglée pour les quinze premières places, à l'exception de la huitième place qui est une place d'ouverture non encore attribuée ». Elle ne sera pas pour Pierre Juquin. «Quelques listes municipales ont fait l'expérience d'alliance avec la nouvelle gauche, souligne Antoine Waechter, cela a toujours été l'occasion de longues discussions, voire de conflits, il me semble que



l'expérience a été plutôt négative. » Il a vivement critiqué le gouvernement Rocard dont l'écologie n'est pas la priorité ». Les Verts, qui comptent avoir au Parlement européen «entre cinq et dix élus », n'ont pas l'intention d'être «la cinquième roue du carrosse socialiste », a-t-il prévenu ensuite sur RTL-Le Monde . En tout cas, le chef de file des Verts en a profité pour dire qu'il était prêt à rencontrer François Mitterrand «pour évoquer les contentieux accumulés avec le gouvernement» comme le programme d'aménagement de la Loire, le programme autoroutier ou le surgénérateur de Malville. Antoine Waechter, devenu depuis samedi adjoint à l'Environnement à Mulhouse auprès du nouveau maire Socialiste Jean-Marie Boekel (il a accepté sous réserve «de conserver sa liberté de parole et son indépendance»), est dopé par les municipales. Il programme l'entrée des Verts au Parlement pour 1993 et «notre participation éventuelle à un gouvernement». «Une formation politique, conclut-il, il faut qu'elle grandisse. En grandissant, elle prend de la bouteille.»

28 mars 1989..... Selon M. Waechter, M. Lalonde est un «naturaliste, plus qu'un «écologiste». M. Brice Lalonde serait «enchanté de s'engager avec M. Antoine Waechter pour une «liste ouverte» des écologistes aux élections européennes de juin. Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement n'exclut cependant pas d'être candidat sur la liste socialiste que conduira M. Laurent Fabius. «Je voudrais participer à la présence des écologistes partout en France et au Parlement européen quel que soit le cas de figure», a-t-il déclaré, dimanche 26 mars, au "Forum RMC-FR3". Il serait «très content» que M. Fabius prenne des écologistes sur sa liste. Le président de l'Assemblée nationale est, selon lui, "parmi les dirigeants socialistes, l'un de ceux qui se préoccupent le plus de l'environnement". Au "Grand Jury RTL-le Monde», M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, a déclaré : «Brice Lalonde est d'abord un naturaliste ou un environnementaliste. Le terme d'écologiste, je le réserverais à quelqu'un qui a une démarche globale, c'est-à-dire qui a la volonté de transformer sa société et de la rendre compatible avec la priorité accordée à la vie. (...) Je ne suis pas sûr que Brice Lalonde ait cette vision globale, car sinon il se trouverait bien des fois en contradiction avec le gouvernement auquel il participe. M. Waechter a l'ambition de créer en France "une force politique verte, à l'image de ce qui existe dans la plupart des autres pays d'Europe", dans "un espace politique qui soit indépendant des formations de la droite et de la gauche ". «Nous entendons prendre nos responsabilités dans les institutions communales, départementales, régionales, et, pourquoi pas, un jour, au niveau de l'Etat », a-t-il ajouté. Aux élections européennes, M. Waechter affirme que les Verts auront entre cinq et dix élus.

29 mars 1989..... Harlem Désir, président de SOS - Racisme, annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection européenne. Une telle candidature n'est pas, selon lui, dans la vocation de son organisation.

Ch3 - Congrès européen à Paris

7 au 9 avril 1989..... Cinquième congrès des Verts Européens à Paris (La Villette): L'invité vedette est Zigmans Vaisvila, député nationaliste lituanien, entré le 26 mars au Soviet Suprême de l'URSS. Dix-sept partis représentant quinze pays européens dont onze de la CEE, soient plus d'un millier de personnes, participent à cette internationale écologiste (observateurs américains et africains). Les Verts européens s'accordent pour rejeter le marché unique de la CEE ainsi que les blocs militaires. Ils s'opposent à une Europe purement économique et planchent sur un nouveau concept pour l'Europe de l'avenir. Le congrès de Paris restera apprécié comme une réussite d'organisation, avec une affluence des médias et des groupes étrangers, dans un cadre bien adapté.

7 avril 1989..... Cinquième congrès des Verts Européens à Paris (La Villette), discours d'accueil d'Antoine Waechter. "Un congrès pour une conscience planétaire". Dear friends, Liebe FreundInnen, Amigos, Chèr-e-s ami-e-s, Au nom des Verts Français je vous souhaite la bienvenue. Je vous salue amis Allemands, Belges, Luxembourgeois, Autrichiens, Italiens, Suédois, Espagnols, Portugais, Britanniques, vous qui représentez l'Europe germanique et latine, merci de vous être déplacés jusqu'à nous. Au nom des Verts européens je salue le parti féministe islandais, les verts canadiens et brésiliens, le comité vert des Etats-Unis, la délégation africaine, et le premier parlementaire Vert de Lituanie, merci de vous joindre à nous. Enfin bonjour à vous amis de Martinique et de St-Pierre-et-Miquelon qui venez de ces territoires lointains que l'on dit français. Lorsque nous vous avons proposé de tenir le 5ème Congrès des Verts européens à Paris, notre souci était d'obtenir un soutien à deux mois des élections européennes. Et vous avez bien compris que les Français devaient réussir leur troisième essai, après 1979 et 1984, sous peine d'affaiblir l'ensemble de la dynamique verte. Aujourd'hui, alors que les sondages nous créditent de 14 à 17%, la situation est évidemment bien différente. Il n'y a plus de pays à la traîne : ce congrès est la manifestation tangible d'un mouvement de fond qui, partout, fait émerger une force politique nouvelle aux couleurs de l'espérance. Le phénomène déborde l'Europe et devient mondial. C'est l'espèce humaine, et non les seuls peuples industrialisés, qui affirment la volonté de vivre en respectant la vie et l'avenir de leurs enfants. A plus d'un titre, il s'agit d'une révolution ; • par l'unité de la revendication et du projet, s'affirme une véritable conscience planétaire, qui permettra de dépasser les égoïsmes nationaux pour éviter une fatale dégradation de la Terre. Sans concertation préalable, de Brasilia à Toronto, de Sydney à Paris, tous les écologistes tiennent le même discours parce qu'il est dicté par le cœur et le bon sens; • une révolution encore par la volonté de rompre avec des millénaires d'exploitation sans conscience. Tant d'espèces, tant de cultures, tant de ressources et de beauté ont déjà disparu; ce que nous réclamons d'un continent à l'autre, c'est de sortir de la préhistoire pour assumer pleinement notre responsabilité d'espèce pensante; • une révolution enfin dans la mesure où nous vivons la fin d'une phase engagée en 1789 ici, plus tôt ou plus tard ailleurs, et qui a vu s'affronter deux blocs politiques autour du partage des richesses au sein de la société humaine. Le premier droit de la personne est le droit à



la vie. Ce congrès est une étape importante dans l'affirmation de ce droit imprescriptible et si gravement menacé à l'échelle planétaire. Bon travail au 5ème congrès des Verts européens. (Antoine Waechter)

8 avril 1989..... Verts et heureux de l'être ! Waechter euphorique ouvre à La Villette le 5e Congrès européen écolo. Antoine Waechter ne regrette plus d'avoir été contraint de recevoir le 5e congrès des Verts européens à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, et non à la Sorbonne, comme il le souhaitait. La célèbre université lui paraissait, en effet, mieux convenir à ce rendez-vous international que la Cité a encore peu connue. Hier, au cours de la journée d'ouverture, nombreux ont été les étrangers à louer le lieu et la bonne organisation. Comme Daniel Brelaz, Vert suisse qui fut en 1979 le premier élu dans un pays européen. «Je suis sûr que la fâcheuse réputation de mauvais organisateurs des Français sera définitivement gommée d'ici deux jours. » L'espace est beau, neuf et moderne, et donne une image de sérieux des Verts français si souvent décriés par leurs alliés. Antoine Waechter, le maître des lieux, le reconnaît : «Nous trônons en puissance invitante », explique-t-il. La salle de conférence ultra-moderne où ont lieu les débats n'a plus rien à voir avec la salle de la Mutualité où les écologistes français avaient l'habitude de se réunir et d'inviter les délégations étrangères. On se croirait à l'ONU. Chacun des intervenants est simultanément traduit en quatre langues. Ils seront près de quarante au cours de ces trois jours. Hier, il y a eu quelque 400 participants. On en attend mille aujourd'hui. Une vingtaine de délégations étrangères sont présentes des douze pays de la CEE, plus la Suisse, l'Autriche et la Suède, mais également des représentants américains et africains. C'est la grand-messe verte internationale avec 130 journalistes, européens pour la plupart, mais aussi américains. Paris et le bon score des Verts français aux élections municipales ont fait ce miracle. Antoine Waechter n'y est d'ailleurs pas allé par quatre chemins : «C'est l'espèce humaine qui s'exprime et non plus seulement les seuls pays industrialisés. » Puis il a poursuivi, année du Bicentenaire oblige, en expliquant qu'il s'agissait là d'une révolution et en appelant à «une conscience planétaire gommant les égoïsmes nationaux pour sauver la terre ». Rien que ça. Mais le congrès n'a pas uniquement pour but de s'auto-satisfaire. Les débats ont porté hier sur 1993 et l'ouverture du marché unique : A deux mois du scrutin du 18 juin, les Verts se sont montrés très sévères, en exprimant leur méfiance à l'égard de «ce que l'on nous prépare à partir de cette date». «Nous sommes sur la mauvaise voie avec ce marché, ont-ils expliqué. On ne voit là que la constitution de l'Europe des marchands, A ce propos, on remarque qu'au cours de la prochaine campagne électorale en France, les Verts seront avec le FN et le PCF, les seuls à s'opposer au marché unique, «mais pas pour les mêmes raisons », a souligné Waechter. Aujourd'hui, à La Villette, un débat sur l'environnement et l'Europe des citoyennes. Vaste programme...

8 avril 1989..... Sondages Ipsos/Le Point : Dans trois différentes propositions Le Point propose six listes aux élections européennes, le PS, le PCF, les Verts, la droite (UDF-RPR), le centre (style Simone Veil) et le FN. Globalement, le PCF fait de 5 à 6%, le PS 28 ou 29%, les Verts 14 à 17%, la droite + centre 40 à 46, le FN 7 à 9%.

8 avril 1989..... Cinquième congrès des Verts Européens à Paris (La Vilette) : Des soviétiques au congrès. Cinq représentants de la multinationale URSS ont franchi le rideau de fer pour participer au congrès : • Toomas Frey chercheur et professeur au laboratoire des écosystèmes de l'Université de Tartu, est venu représenter le "Mouvement vert estonien" fondé en avril 1988 ; ces 4000 militants travaillent sur le terrain très pollué et colonisé par les Russes, et préparent une nouvelle constitution. • Valdis Abils est envoyé par le "Club de Protection Environnemental de Lettonie" accompagné par Andress Panteleus et Raimunds Emshteins tous deux professeurs de physique représentent le "Centre de la Jeunesse Ecologique" de l'Université d'Etat de Riga, fondé en 1984. Ces deux groupes lettons ont réussi à stopper définitivement les projets de construction d'une centrale nucléaire et d'une autoroute. Ces différents groupes baltes sont adhérents au "Greenway Network" coordination créée en 1984 à Budapest et rassemblant les groupes écologistes des pays de l'Est (sauf la Bulgarie et la Roumanie). D'autre part une première conférence des groupes écologistes de tous les pays riverains (Est et Ouest) de la mer baltique se tiendra en juin 1989 à Riga. Tous ces écologistes baltes ont en commun d'être indépendantistes envers l'URSS. Thoomas Frey nous précise que «nous ne pouvons pas régler les problèmes de dégradation de la nature tant que nous n'aurons pas obtenu l'indépendance vis à vis de Moscou qui contrôle 90% de l'économie de nos pays par une politique colonialiste ».

8 avril 1989..... Européennes : , Quelques Verts ont été contactés par le parti socialiste pour figurer sur leur liste aux élections européennes. C'est le cas de Didier Anger, tête de liste des Verts en 1984 et 9ème en 89. Didier Anger a répondu à Laurent Fabius, tête de liste socialiste aux européennes. Nous publions sa lettre : "Monsieur Olivier Stim, vendredi 31 mars, m'a fait part de votre proposition de m'inclure en position d'éligible (10 premiers) sur la liste que vous conduirez aux prochaines européennes. J'ai été stupéfait, et je vous remercie d'avoir pensé à moi, mais je ne peux vous répondre positivement. Ayant été l'un des fondateurs des Verts en 1984, je pense encore aujourd'hui qu'il est nécessaire d'affirmer en France, comme dans presque tous les pays d'Europe, l'existence d'un mouvement Vert, et la poussée verte des élections municipales doit être confirmée le 18 juin, afin que nous ayons des députés français Verts au Parlement européen. Au printemps 1988, dans le cadre de l'élection au scrutin majoritaire des législatives, j'ai, sans renier mes idées, accepté d'être candidat d'ouverture écologiste avec la majorité présidentielle. Je n'ai jamais pensé qu'un seul parti, qu'un seul mouvement quel qu'il soit, même le mien détienne à lui seul la vérité et me suis toujours voulu ouvert, Le sectarisme sévit encore : le parti socialiste des Pieux me l'a fait payer. Au niveau national, la majorité des Verts me l'a fait payer également; cette particularité stratégique m'a valu cette fois-ci de n'être que neuvième sur la liste aux élections européennes et il faudra que les Verts atteignent 10% pour que je sois élu. Au même rang, il eût été très facile de me faire élire sur la liste du PS. Cependant je continue la lutte avec les Verts et au sein des Verts pour faire en sorte qu'ils s'acceptent différents, que



l'écologie soit plurielle et les Verts un mouvement ouvert où le social et la lutte contre le chômage aient autant d'importance que l'environnement et le combat contre les dangers qui menacent la planète. (...) Je vous prie de croire, (...). Didier Anger

9 avril 1989..... Les «Verts » aux couleurs de l'Europe. L'internationale écologiste est réunie ce week-end à Paris. Les amis d'Antoine Waechter espèrent confirmer le 18 juin leur percée aux municipales. L'axe franco-allemand serait-il en passe de se constituer chez les écologistes ? Cette question ne sera pas officiellement abordée lors du Ve Congrès des Verts européens, qui a débuté hier et se poursuit durant tout le week-end au Parc des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris. Fort de ses 1500 élus aux municipales, espérant entrer à huit ou dix au Parlement de Strasbourg, les amis d'Antoine Waechter se prennent pourtant à rêver. L'ancien candidat à la présidentielle ne déclarait-il pas récemment que "ses" verts allaient rééquilibrer le groupe des "écologues" européens où les deux députés belges supportent mal le pesant leadership des sept "Grünen" allemands ! Afficher cette ambition aurait, il y a peu, fait sourire. Les Verts européens avaient décidé de se réunir pour la première fois en France, justement pour soutenir leurs homologues hexagonaux qui n'avaient jamais décollé électoralement. Et, comme dans toutes les assemblées qui ont précédé, l'une des questions de ce congrès, abandonnée depuis, était : pourquoi l'écologie ne prend-elle pas en France ? En compagnie de René Dumont, l'agronome octogénaire qui fut le candidat écologiste à la présidentielle de 1974, Antoine Waechter a ouvert hier la grande messe. Huit cents à mille personnes devraient assister à cette célébration de l'écologie dans le cadre futuriste de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Les séances plénières sont traduites simultanément en quatre langues. Des représentants d'une vingtaine de pays sont présents. Les dirigeants des partis écologistes de la CEE, mais également des observateurs venus du Canada, des États-Unis, de Pologne ou de Hongrie. Sans oublier deux invités vedettes : le Brésilien Fernando Gabeira, le défenseur des Indiens d'Amazonie, et le Lituanien Zigmans Vaisvila, premier écologiste élu au Soviet suprême de l'URSS. La redéfinition des rapports entre pays riches et pays pauvre est en fait le seul moment où les personnalités étrangères à la CEE auront peut-être l'occasion d'intervenir. Car la plupart des ateliers et des débats ont trait évidemment à l'Europe. Sur ce sujet, les positions des «verts» français, allemands ou italiens sont semblables. Tous sont des européens convaincus. Ils rejettent néanmoins le marché unique et la conception purement économique de la CEE. Ils sont par ailleurs des adversaires de la politique agricole commune. S'insurgeant contre la monoculture, la loi des quotas ou le gel des terres, ils sont des partisans de la polyculture et soutiennent les petits circuits de production agricole. La lutte pour l'environnement est bien évidemment au centre de leurs programmes. La lutte contre le nucléaire restant leur cheval de bataille. Quant à l'éternel débat entre les "réalistes" - favorables à une alliance avec les partis de gauche -, et les "fondamentalistes" - partisans d'un mouvement vert autonome -, il n'a pas encore été ouvert au Parlement de Strasbourg. Pour simple raison : les neuf députés écologistes européens ne constituent pas un groupe charnière dans cette assemblée.

9 avril 1989..... "Le 18 juin, ce sera l'alchimie Verte de l'Europe". Les premiers échanges de notre congrès ont démontré que les Verts sont favorables à l'Europe, mais à une Europe des régions, non limitée au bloc de la CEE, respectueuse de la culture locale. D'autre part, beaucoup de Verts ont peur du libéralisme sauvage, que programme l'acte unique avec des conséquences catastrophiques pour l'environnement et le secteur social. Nous appelons de nos vœux une structure européenne où aucun pouvoir ne serait exercé à un niveau plus élevé que celui strictement nécessaire, une Europe qui ne serait pas réduite à des considérations bassement économiques, ni aux douze membres de la CEE, mais élargie à l'ensemble de l'espace culturel européen. Actuellement l'Europe de 1993 prend une mauvaise direction. La centralisation économique y fait des pas de géant et ses structures démocratiques sont très archaïques. Les Verts des pays non membres de la CEE (comme la Suisse) doivent donc se battre pour que leurs pays n'encouragent pas, par leur adhésion la croissance sur des bases purement économiques d'une institution aussi réductrice. Ce faisant ils permettront à des institutions alternatives de se développer et créeront un défi pour la CEE. Les Verts des pays membres de la CEE doivent faire un effort maximal afin que leur poussée en arrive, lors des élections du 18 juin au Parlement Européen, à secouer l'institution et à la faire évoluer dans une direction plus compatible avec les aspirations des Verts. Ces deux courants de Verts ne doivent jamais perdre de vue que le but final est l'institution, à partir des modèles qui seront créés par les uns et les autres, de l'Europe des régions telle que nous la souhaitons, ouverte a priori aux Européens de toutes les régions de l'espace culturel européen et pas seulement aux douze pays de la CEE. L'élection du 18 juin est donc capitale pour tous les Verts en Europe. **Daniel Brélaz** (député Vert de la Suisse).

9 avril 1989..... Zigmans Vaisvila : Quand le rouge passe au vert... Comment un jeune et brillant physicien, élevé dans la digne mémoire des grands hommes de l'Union qu'on dit soviétique, en arrive à se retrouver dans les premiers Verts jamais élus... au Soviet Suprême ? Times, they are a-changing... En fait, cette transition du "rouge" au vert n'aurait jamais eu lieu... sans une marée noire ! En 87, une énorme nappe de pétrole vient s'échouer tout au long des côtes de Lituanie. C'en est trop pour les membres du très sérieux Institut de Physique de l'Académie des Sciences de Vilnius : avec d'autres, Zigmans fonde le premier "Club Ecologique" de l'histoire de cette capitale balte. Ils l'appellent Zemyna, du nom d'une ancienne déesse lituanienne... de la nature. A peine ont-ils eu le temps d'en écrire les statuts, qu'ils ont vent, de par leurs fonctions scientifiques, d'informations plus qu'alarmantes sur la centrale nucléaire - la seule du pays située sur les bords du lac Ygnatigna. Ils réunissent le maximum d'infos... les recourent, pas de pétard : la centrale présente une déperdition de 76% de son énergie de sortie. Seuls 24% sont vraiment opérationnels. En plus, elle pollue le lac chimiquement. Sans compter une vétusté incroyable et un manque chronique dans les procédures de contrôle. Et ce qui devait arriver arriva. En septembre dernier, un grave incendie se déclara à l'endroit même de la jonction de tous les câbles qui transportent l'électricité produite.



Petit détail, au passage : cette centrale est du même type que Tchernobyl. Cette fois, "on" évita la catastrophe... d'un cheveu. Mais le "Groupe d'Initiative des Scientifiques", créé le 3 juin 88 auparavant, en profite pour remporter son premier succès : l'arrêt immédiat de la construction du 3ème réacteur de la centrale. De tout ça, pas un mot dans la presse, ni en Lituanie (bien sûr), ni en Occident ! Enfin, le 15 octobre suivant, la conférence convoquée s'intitule officiellement "Les Verts Lituanais" (dans le giron de SAJUDIS, quand même le Parti Populaire Lituanien... faut ce qu'il faut !). Et voilà, Madame, comment votre fils devient tout vert. La suite est connue : sur 42 candidats Verts présentés, 31 sont d'ores et déjà élus, et on en attend 8 autres à suivre. Et -la cerise verte sur le gâteau- 4 députés verts au Suprême Conseil. A suivre...

9 avril 1989..... Maria Santos, députée au parlement portugais : Les Verts portugais, adhérents du programme européen, se sont alliés, le temps des élections, aux communistes dont on connaît le peu de soutien à la pérestroïka gorbatchévienne - ce qui ne laisse pas d'en faire tiquer plus d'un-e. Maria Santos, députée au parlement portugais et candidate aux européennes, passionnée, ne s'arrête plus de parler. "Le parti communiste est le seul qui a accepté d'intégrer dans ses listes des représentants écologistes, ce n'est que ponctuel. N'oublions pas que nous n'avons que 15 ans de démocratie et que ce n'est pas facile de construire une société après les 50 ans qu'on a vécus : c'était une société martyrisée, détruite dans ses droits les plus essentiels. En tout cas - pourvu que les communistes ne m'entendent pas - j'espère que les verts gagneront plus qu'eux dans ces élections ! L'une des luttes les plus importantes est dirigée contre la militarisation. Ensuite, il y a le projet de grande plantation d'eucalyptus dans tout le pays. Le résultat serait catastrophique et c'est quasiment devenu une lutte civile." Q: Il y a-t-il une spécificité du sud pour les verts aussi ? R: Oui, nous avons une culture différente, pensez qu'au Portugal il y a beaucoup d'enfants qui ne vont pas à l'école, c'est un pays du tiers-monde quant aux conditions sociales et de travail. Nous avons d'ailleurs créé une coordination avec les verts français, espagnols, portugais, grecs et italiens. Q: Se sent-elle un exemple en tant que femme ? R: C'est un élément de sensibilisation. Des femmes me voient et pensent qu'elles aussi, un jour pourraient y être. Q: Les bases des idées vertes au Portugal ? R: On ne peut pas voir que la dimension environnementaliste ou écologiste sans la dimension humaine. C'est l'Homme qui, en utilisant la nature, y introduit une dimension humaine.

9 avril 1989..... Max Simeoni : "les Verts sont une chance pour la Corse". Si les Verts proposent des postes d'ouverture à des militants "régionalistes", avec un programme orienté sur "l'Europe des Régions", rien de surprenant. La candidature de Max Simeoni, en 3è position sur la liste des Verts aux Européennes, a fait la quasi-unanimité des délégués au Conseil national interrégional de janvier et des mouvements dits "régionalistes". Sans préjuger des décisions finales du prochain CNIR, qui fixera définitivement la composition de la liste, il est vraisemblable qu'il ne sera pas le seul candidat d'ouverture de ce type (une parenthèse sur la difficulté d'une dénomination qui ne fait jamais l'unanimité : doit-on dire régionalistes ? nationalistes ? autonomistes ?). Quoiqu'il en soit, le Corse, Max Simeoni a été choisi par plusieurs mouvements "régionalistes" (appartenant ou non à l'Alliance libre Européenne) comme pouvant être leur porte-parole, leur image de marque. Max Simeoni - dont les premières luttes ont été de s'opposer au choix de la Corse comme terrain d'expérimentation de la bombe française, à l'empoisonnement des eaux méditerranéennes par les boues rouges, au bétonnage touristique de la côte Corse - se retrouve dans les thèmes des Verts, même s'il ne se présente pas comme un militant écolo. "Les Verts sont porteurs des mêmes valeurs que les nôtres, même s'ils s'appuient sur une historicité différente. (De plus), nous sommes concernés par ce mouvement dans ce qu'il a de structurant du point de vue de la construction européenne, surtout en ce qui concerne le marché commun." "L'Europe va se faire. Si on laissait faire, elle se ferait contre nous. Elle devra se faire maintenant avec nous". Que les "régionalistes se regroupent dans le mouvement vert ou s'appuient sur lui, il faudra tenir compte des uns et des autres," et ce sera l'occasion de s'attaquer à la clef de voûte de l'état jacobin français - "le pire qui soit en Europe". Elu, Max Simeoni a aussi l'intention d'essayer d'initier un regroupement à l'échelon méditerranéen avec les autres partis nationaux de l'Europe occidentale du Sud qui se retrouvent sur des positions identiques". Il voit dans les Verts "une chance pour la Corse" et donc pour tous les mouvements nationalistes de l'Hexagone et d'Europe ; une autre chance pour l'Europe ?

9 avril 1989..... Séance plénière : Une confédération de mosaïques. Samedi 14 h dans une salle comble, Maria Santos (Portugal) présente les intervenants et donne la parole à Toomas Frey (Estonie). Il a demandé en leur nom, l'adhésion officielle aux Verts Européens des groupements écologistes nationaux de la Lituanie, de la Pologne, de l'Estonie et de la Lettonie. Après ce signe de l'Est chaleureusement accueilli, Daniel Brélaz (Suisse) a conquis l'assistance avec sa déclaration des cinq principes écologiques, notamment : • l'Europe doit devenir une confédération de régions; • l'Europe des régions ne doit pas devenir une superpuissance ; • la démocratie directe est nécessaire. Il a été très approuvé sur le fait que les Verts n'étaient pas anti-européens mais refusent une Europe aux courtes visions économiques. Alena Anderlova a retracé l'entrée des femmes dans la vie politique de l'Islande et Maria Santos a émis le souhait que les pays du Sud suivent cette voie. Ludo Dierickx (Belgique) présente ensuite le Parti Écologiste comme le seul à avoir des vues politiques à un niveau mondial. Très applaudi ! La venue d'Harlem Désir (SOS Racisme) a par la suite départagé l'assistance. Il a exprimé ses inquiétudes sur "l'Europe des gagnants" et les risques d'exclusion qu'elle entraîne. Il a présenté la "Charte des Citoyens de l'Europe" qui écarterait les différents mouvements d'extrême droite européens. Un discours séduisant, plus applaudi que sifflé. Ont ensuite été évoqués l'avenir menacé du Tage et de la Loire (Rassemblement Pour une Loire Vivante 29-30 avril et 1er mai 89 Le Puy-en-Velay). Les congressistes ont quitté la séance à regret mais d'autres débats les attendaient.

9 avril 1989..... Le congrès des Verts européens : «Pour une Europe des régions autonomes et sans frontières ».



L'alternative politique aussi a son salon ! Il s'est ouvert, vendredi 7 avril, à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, en présence d'un millier d'«exposants» venant d'une vingtaine de pays. Ce cinquième congrès des Verts européens s'achèvera, dimanche, autour des têtes de listes écologistes de chacun des pays de la Communauté qui seront en lice pour le scrutin du 18 juin. En 1984, les "écologues" européens avaient envoyé neuf représentants à Strasbourg (sept élus en RFA et deux en Belgique) et ils en attendent cette fois-ci "de quinze à dix-sept, voire plus". Il y a cinq ans, les Verts européens avaient été contraints de s'associer à d'autres parlementaires alternatifs et régionalistes afin de constituer le groupe Arc-en-ciel dans l'hémicycle européen. Leur souhait est de se passer en 1989 de cette alliance, qui n'a pas toujours permis à ce groupe de s'exprimer d'une seule voix. Compte tenu de la poussée verte en France aux dernières élections municipales, et de la puissance des Grünen en Allemagne de l'Ouest, ils ont une chance non négligeable d'atteindre cet objectif. D'autant plus que des douze pays de la CEE, seule la Grèce n'est pas encore dotée d'un parti vert. En ouvrant ce congrès, M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts français, a déclaré qu'il s'agit de "la manifestation triomphale d'un mouvement de fond. Il s'agit d'une révolution, d'une prise de conscience planétaire et d'un dépassement". La première petite révolution de ce rassemblement écologiste tient en la présence de quelques représentants de pays socialistes et de la mer Baltique. A côté des "historiques", tels M. René Dumont ou M. Daniel Brelaz, le Suisse qui est le plus ancien élu écologiste (1979), on trouve un représentant de la Lituanie, élu récemment député au congrès du peuple d'URSS, un Estonien et un représentant polonais. Les partis Verts sont très jeunes à l'Est. La Révolution évoquée par M. Waechter semble aussi avoir atteint une partie de l'espace politique français, en dehors des assauts d'écologisme dont font preuve toutes les formations politiques, puisque M. Pierre Juquin va probablement annoncer prochainement son soutien à la liste des Verts pour les européennes. Ainsi, son entourage a profité de ce congrès pour faire savoir que l'ancien candidat vert et rouge à la dernière élection présidentielle s'est prononcé le 1er avril devant l'exécutif de son mouvement, la Nouvelle Gauche, pour un engagement «sans réticences ni arrière-pensées dans la dynamique dont le vote vert est actuellement la principale expression politique». Bien qu'il affirme en même temps la nécessité d' "accélérer le processus de notre propre construction". cette décision de M. Juquin est une acceptation implicite de la domination des Verts sur l'espace politique qu'il leur dispute. De plus, si «l'éco-socialisme » que suggère l'ancien dirigeant du PCF peut avoir un cousinage avec la stratégie adoptée par les Verts allemands, il ne suscite guère l'enthousiasme de M. Waechter et de ses amis, qui estiment ne pas pouvoir établir des relations de confiance avec la Nouvelle Gauche. Quoi qu'il en soit, toutes les composantes françaises se retrouveront peut-être - un jour ! - autour des axes définis dans la déclaration commune des Verts européens pour le scrutin de juin prochain. Le préambule de ce texte marque le choix des écologistes pour «une Europe des régions autonomes et sans frontières ». Favorables à ce concept débarrassé des «alliances militaires », les Verts de la CEE «s'inquiètent du caractère non écologique que risque de prendre le marché unique ». Ils mettent donc les Européens en garde, car «l'idée fondamentale du projet 1992 vise, selon eux, à créer une nouvelle surpuissance économique et militaire en Europe occidentale. Son engagement principal à augmenter la consommation est impossible à respecter et est intrinsèquement voué à l'échec ». Clin d'œil au gorbatchévisme, les membres du secrétariat des Verts européens soulignent que «à l'heure de la perestroïka, la coopération européenne ne peut être limitée aux pays d'Europe occidentale et de l'OTAN., nous devons saisir la chance d'ouvrir le dialogue avec d'autres pays comme la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, l'URSS ou les anciens Etats baltes ». La première pierre vient d'être posée. 9 avril 1989..... Le bruit court que Pierre Juquin et la Nouvelle - Gauche soutiendraient la liste verte pour les élections européennes.

10 avril 1989..... Congrès : Les Verts franco-allemands s'entrechoquent. Les écologistes français ont profité du Congrès des Verts européens, ce week-end à Paris, pour affirmer leurs prétentions au sein de l'Europe écolo de demain. Le nouvel axe franco-allemand qui s'annonce risque d'être conflictuel. L'Europe écologiste se construit : les Verts français, après leur succès hexagonal, ont gagné des galons auprès de leurs homologues européens. Dimanche midi, ils rayonnaient de fierté. Ce congrès des Verts européens, cinquième du nom (après Liège en 1984, puis Douvres, Stockholm et Anvers l'an dernier), a rassemblé 1300 participants pendant trois jours à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris. Un record d'assistance, doublé, pour la première fois, de la présence d'invités spectaculaires : aux côtés d'une délégation des pays de l'Est (Pologne, Etats baltes) trônait le Brésilien Fernando Gabeira, qui sera candidat à la prochaine élection présidentielle sous l'étiquette verte, sans compter les écologistes venus du Canada et des Etats-Unis. Harlem Désir lui-même, convié par le collègue exécutif des Verts français à s'exprimer sur «l'Europe des citoyens» - la présence du représentant de SOS-Racisme a d'ailleurs fait grincer quelques dents parmi les militants de base français, qui contestaient cette «incursion du PS» au congrès des Verts. «Les objectifs des Verts sont planétaires », soulignait Sara Parkin, co-secrétaire écossaise de la coordination des Verts européens. «Notre organisation est un mouvement politique mondial.» En attendant, échéance électorale oblige, les Verts ont planché sur «un nouveau concept pour l'Europe de l'avenir». Les 17 confédérations ou partis nationaux des pays membres ou non membres de la CEE, clament «OUI à l'Europe des régions autonomes et sans frontières, NON à l'Europe régie par l'Acte unique et les alliances militaires ». L'idée d'une "superpuissance d'Europe occidentale" les révolte. Le sénateur belge Ludo Dierickx n'est pas gêné par l'apparent paradoxe qui consiste à vouloir une entrée en force au Parlement de Strasbourg tout en contestant en bloc les structures de décisions de la CEE : "Les écologistes peuvent parvenir à transformer ce Parlement en instrument au service de leurs idéaux." Les Verts hexagonaux, forts de leur récente et spectaculaire émergence électorale, entendent bien être les nouveaux leaders du mouvement écologiste européen. «Nous, Français, exigeons que même les pays non représentés dans le Parlement et la CEE aient voix



au chapitre », explique Bruno Boissière, autre co-secrétaire de la coordination européenne. «Personne à part nous, et surtout pas les Allemands, ne défend cette position.» Les Verts européens ont beau afficher une magnifique unité de façade, l'ambiance n'est pas pour autant au beau fixe dans les états-majors. Les arguments aigres-doux échangés entre Français et Allemands dans les coulisses du congrès résument assez bien le problème. «Les Verts français se conduisent comme des profs », remarque Petra Kelly, fondatrice des Grünen de RFA, députée au Bundestag. «Ce n'est pas une question de partis, d'ailleurs, plutôt d'individus.» Il faut dire qu'Antoine Waechter n'a pas mâché ses mots, la semaine dernière. dans une interview accordée à un magazine allemand, traitant en substance les écologistes allemands de gauchistes et de hippies. «Ce n'est pas très diplomate », regrette Jürgen Maër, unique membre du bureau national des Grünen à avoir consenti à faire le déplacement à Paris. "En fait, les Français veulent réajuster l'équilibre des influences à Strasbourg, où les Allemands détenaient jusqu'à présent une hégémonie complète", dit Bruno Boissière. "Ceux-ci n'en dorment plus, c'est bien simple". Cette guéguerre fraternelle s'explique par la composition actuelle du groupe écologiste au Parlement européen : le GRAEL (groupe Arc-en-ciel qui rassemble des Verts, des alternatifs, et des régionalistes) est largement dominé par les 7 députés Grünen. Les Espagnols et les Français (non représentés), les Italiens (qui n'ont qu'un seul député) leur reprochent d'imposer un point de vue trop allemand aux débats. "Ils mettent en permanence le paquet sur les question de défense", dit Yves Cochet. élu vert de Rennes. «Or, les Latins n'ont pas la même pédagogie de communication, parce que nos populations ne sont pas réceptives à ces problèmes de la même façon". D'où l'impatience des Européens du Sud à occuper à leur tour le Parlement de Strasbourg, quitte à laisser les Français, légitimés par une représentation électorale que tout le monde prévoit importante, monter au créneau. "La France est vouée à occuper une position centrale en Europe", analyse Bruno Boissière, "à cause de son industrialisation - égale à celle du Nord - et de son côté rural - plus proche du Sud". Les Verts français entendent bien profiter de cette implantation stratégique pour prendre leur revanche sur ceux qui les ont longtemps méprisés, à cause de leurs échecs électoraux répétés. "Allons !", temporise Yves Cochet, «le fait que des députés verts de tous pays siègent ensemble à Strasbourg sera plutôt un facteur de rapprochement. On se comprendra mieux.» Peut-être. Mais Petra Kelly, qui, toutefois, ne détient plus de responsabilités au bureau des Grünen. reste sceptique. En tout cas, elle ne croit guère à la constitution rapide d'un grand et unique parti écologiste européen, voir mondial, tel qu'il a été présenté au début du congrès par Sarah Parkin. «Les différences sont trop grandes entre nous. » Ces querelles ne seront discrètement évoquées qu'une ou deux fois à la tribune du congrès par des orateurs audacieux. Les militants s'intéressent davantage à la construction planétaire du mouvement vert. Les ateliers de réflexion sur la désertification rurale ou la solidarité Nord-Sud (animés par l'agronome René Dumont, qui ne faiblit décidément pas), sur le rôle du féminisme aujourd'hui (défendu par Alena Anderlova, représentante du Parti des femmes islandaises), sur les alternatives de défense (conduit par le légendaire apôtre de la non-violence Jean-Marie Müller), font recette. Mais moins que le groupe sur les mouvements écologistes dans les pays de l'Est, où les représentants estonien, lituanien, letton et polonais font un tabac. C'est que l'espoir de voir un jour la communauté européenne, transformée en une vaste «maison de l'Europe des régions », s'ouvrir au bloc soviétique est immense chez les écologistes. "Certains pays de l'Est deviennent démocratiquement fréquentables", s'enthousiasme le Suisse Daniel Brelaz. "On peut espérer des élections libres en Hongrie et en Pologne pour bientôt". Et Petra Kelly, bien décidée à voir plutôt le côté positif des choses qu'à s'épuiser en "vaines discussions politiciennes -eh oui, même chez les Verts", préfère, elle aussi, "travailler dans le sens d'une Europe où tant de possibilités sont en train d'émerger". Les congrès des Verts européens ne servent jamais à prendre des décisions, simplement à rassembler des militants. Dimanche midi, Antoine Waechter, qui parle au nom de la puissance invitante -la France-, résume le résultat des travaux du week-end: «Les Verts sont opposés au Marché unique de 1993 et au bloc militaire. Mais nous disons "oui" à la montée en puissance des régions, à une bonne gestion des ressources, à une grande politique européenne de l'environnement.» Et le porte-parole français invite toute l'assemblée à se rassembler le 29 avril au Puy, dans la Loire, pour manifester contre le futur barrage sur la Loire, histoire de répéter pour le dernier grand fleuve sauvage d'Europe la même solidarité européenne que contre le surgénérateur nucléaire de Malville.

11 avril 1989..... En préparation des élections européennes, au congrès des Verts européens, les écologistes ont des points de vue différents sur les alliances avec les partis de gauche. Le cinquième congrès des Verts européens s'est déroulé du vendredi 7 au dimanche 9 avril à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris en présence de mille cinq cents participants environ. Cette rencontre ne revêtait "aucun enjeu de pouvoir" car elle n'avait «aucun pouvoir de décision ». Ce congrès a permis aux écologistes de la CEE de donner le coup d'envoi de leur campagne pour les élections européennes du 18 juin et il a mis en évidence l'éclosion de la «révolution verte» mondiale. "Pourquoi devrais-je l'être ?" M. Zigmas Vaisvila n'est pas membre du Parti communiste soviétique et, il s'étonnerait presque que la question lui soit posée. M. Vaisvila sera le premier vert de l'histoire à siéger au Parlement soviétique. A trente-quatre ans, ce physicien qui est membre du Front populaire de Lituanie vient d'être élu après avoir, en début d'année, passé la même épreuve, avec le même succès, au Parlement de sa république balte. Avec ce Lituanien, il y avait un Estonien et un Letton. Les trois ne sont pas seulement venus parler des dommages causés à la mer Baltique, une mer fermée, mais aussi de la «colonisation » intérieure soviétique. Trois écologistes venus de Moscou ont indiqué que «glasnost ne veut pas dire liberté de parole » en URSS. Tous, pourtant, demandaient à leurs homologues occidentaux de soutenir la perestroïka mise en route par M. Mikhaïl Gorbatchev. Si l'écologie perce en Europe de l'Est - l'Union soviétique paraît être chef de file car seule la Pologne, "le pays le plus pollué d'Europe", selon son représentant vert, était présente à Paris, - elle pourrait bien faire une entrée fracassante dans la vie



politique sud-américaine. Une alliance électorale unit, en effet, les partis socialiste et communiste du Brésil avec le Parti des travailleurs (PT) et les Verts dans la perspective de l'élection présidentielle du 15 novembre. Les quatre formations ont choisi M. Luiz Inacio da Silva, plus connu sous le nom de "Lula", comme candidat à la présidence. Des travaux d'approche seraient en cours afin que M. Fernando Gabeira, dirigeant vert, forme un "ticket" avec Lula, ancien dirigeant syndical qui est aujourd'hui chef du PT. Toutes ces vedettes étrangères - M. Gabeira était également présent - ont quelque peu éclipsé les premiers rôles européens qui ont cependant saisi cette occasion pour lancer leur campagne électorale. Représentés actuellement par le groupe Arc-en-Ciel au Parlement de Strasbourg - sept Grünen (RFA) et deux Verts belges (un Flamand et un Wallon) auxquels s'ajoutent des régionalistes et les radicaux de plusieurs autres pays, - les Verts de la CEE, surtout par l'entremise de M. Antoine Waechter, souhaitent constituer un groupe plus homogène qu'il ne l'est actuellement. Cela signifie plus écologiste. Il est probable, que sur ce terrain du recentrage vert, M. Waechter risque d'avoir d'après discussions avec ses homologues d'Allemagne de l'Ouest aux tendances d'origine (socialisme, féminisme, pacifisme et écologisme, extrême gauche groupusculaire) très diverse qui tentent actuellement un rapprochement avec les sociaux-démocrates. Ce schéma politique ne plaît guère à la tendance majoritaire des Verts français qui, précisément sous l'impulsion de M. Waechter, a tenu ferme sur la ligne "ni droite ni gauche", qui impliquait, essentiellement, de s'affranchir de... la gauche. Cette ligne d'autonomie ayant porté ses fruits aux élections municipales de mars, les Verts français sont en passe, à croire les sondages qui les créditent de 1 % à 17% des intentions de vote actuellement, d'entrer en force au Parlement européen. Cette vague "tricolore et indépendante" n'est pas sans provoquer quelques inquiétudes dans les rangs allemands. D'autant que la représentation des Verts dans les instances européennes risque, du point de vue des Grünen, de se faire au profit de l'Europe latine, avec pour centre de gravité la France. Ce cas de figure ne serait pas le moindre des paradoxes pour un pays qui a toujours été à la traîne dans le domaine de la défense de l'environnement et à la pointe dans celui de l'industrie nucléaire. La question est de savoir si la consultation du 18 juin va confirmer la percée verte - 1,5% sur le plan national, mais 8% en moyenne là où ils se présentaient - et provoquer le séisme espéré par M. Waechter.

11 avril 1989..... L'Internationale verte : Le cinquième congrès des Verts européens a réuni, du vendredi 7 au dimanche 9 avril, à Paris, dix-sept partis représentant quinze pays d'Europe dont onze de la CEE (les Verts de Grèce, en cours de formation, ne présenteront une liste qu'un juin prochain). Voici l'état des forces en présence au sein de la Communauté européenne : • BELGIQUE. Les Verts belges sont divisés entre le parti "Ecolo" (Wallonie), fondé en 1980, qui a obtenu 6,5% des voix aux élections de 1987 et le parti "Agalev" (Flandre), fondé en 1982, qui a recueilli 4,5% des voix. Les Verts belges ont deux députés au Parlement européen. • DANEMARK. Dans ce pays, où la reine et les ministres eux-mêmes se proclament écologistes (on avait vu en 1985 un ancien ministre de la défense à bord du bateau Greenpeace), le parti des Verts reste marginal. Aux élections de 1987, il a recueilli le même nombre de voix (1,3%) qu'en 1983, date de sa fondation. • ESPAGNE. Le premier parti Vert est né en Catalogne, en 1983, sous le nom de Alternativa Verda. En 1984, apparaît le parti vert national sous la dénomination de Los Verdes puis, en 1985, la Confédération des Verts. Aujourd'hui encore, les Verts espagnols se subdivisent entre quatre organisations distinctes (Catalogne, communauté régionale de Madrid, Euskadi et Galice). Aux élections de 1987 Los Verdes ont obtenu 0,6% des voix et la Confédération 0,3%. Les Verts espagnols devraient présenter une liste unique aux prochaines élections européennes malgré les réticences très fortes des Catalans. • FRANCE. Fondé en 1984, le parti des Verts a obtenu 3,78% des voix à l'élection présidentielle de 1988, presque comme en 1981 (3,87%). La percée a commencé aux élections cantonales de 1988, puis aux municipales de mars 1989 avec une moyenne d'environ 8% des voix. Les Verts français ont quelque deux mille élus dans les municipalités. • ROYAUME-UNI. Fondé en 1985 (à partir d'un mouvement appelé People en 1973 puis Ecology), le parti des Verts britannique a connu bien des vicissitudes, dues pour l'essentiel au système électoral qui oblige à déposer 1000 livres sterling dans chacun des soixante-dix-huit districts pour avoir le droit de se présenter, et aussi à l'absence totale de répartition proportionnelle. Les "greens" n'ont donc 1 jamais décollé (1,5% en 1979, 1% en 1983, 1,4% en 1987). Ils n'ont atteint 5,9% qu'aux élections locales de 1987. • ITALIE. La fédération des listes vertes a vu le jour en 1986. Mais ces listes se présentent souvent alliées à d'autres formations comme le Parti radical ou Démocratie prolétaire. En 1987, ces listes ont recueilli en moyenne 2,5% des voix et obtenu quinze élus dans les deux Chambres. Il devrait y avoir deux listes concurrentes aux prochaines élections européennes. • IRLANDE. L'Alliance verte, créée en 1981, n'a jamais dépassé 0,6% nationalement et 2,3% dans les circonscriptions où elle était présente. • LUXEMBOURG : Fondé en 1983, le parti Greng Alternativ (Alternative verte) a obtenu 6% des voix aux dernières élections et deux députés à la chambre. • PAYS-BAS. Le parti des Verts néerlandais, fondé en 1983, n'a jamais dépassé 1,3% des voix. • PORTUGAL: créé en 1981, le parti Os Verdes a obtenu deux sièges au Parlement national en 1987 grâce à une alliance avec le parti communiste et un troisième parti (Intervention démocratique) qui a recueilli 14% des voix. • RFA. Le parti des Grünen, créé en 1980, a fait son entrée au Bundestag en 1983 avec 28 sièges. Avec 8,2% des voix aux élections européennes de 1984, il a obtenu sept sièges au Parlement de Strasbourg et ses élus sont les seuls Verts présents au sein de l'Assemblée sortante avec les Belges. En 1987, les Grünen ont recueilli 8,3% des voix et obtenu quarante-quatre sièges au Bundestag. En dehors de la CEE : Parmi les autres délégations envoyées au congrès de Paris, huit autres pays étaient représentés : • AUTRICHE. Le parti Vert, né en 1986, a fait aussitôt son entrée au Parlement avec 5% des voix et huit élus. • SUISSE. Les listes écologiques apparues dans certains cantons dès 1972 se répartissent depuis 1983 entre le Parti écologiste et le Grüne Partei. Avec 5,5% des voix en 1987 les Verts helvétiques ont dix députés. • SUEDE. Créé en 1981, le parti Vert a recueilli 5,5% des voix en 1988, soit quatre députés, quatre-vingt-un



conseillers généraux et plus de mille conseillers municipaux. • FINLANDE. En 1988, sont apparus simultanément l'Union verte, rassemblement d'alternatifs, féministes, mutilés, etc., et un parti Vert (seulement écologiste). La coordination européenne des Verts n'a pas encore tranché entre eux. • URSS. Après le mouvement La Paix verte (distinct de Greenpeace) créé en 1988 et une Alliance écologiste regroupant les associations officielles et académiques, un troisième larron vient d'apparaître : la Coordination, qui regroupe des réseaux associatifs parallèles ou clandestins. Dans les républiques baltes, des mouvements écologistes sont apparus en 1987 (Lettonie) et en 1988 (Lituanie, Estonie), dans la foulée des mouvements autonomistes. Un écologiste a été élu au Soviet suprême par la Lituanie en mars 1989. • POLOGNE. Un Mouvement vert est né en 1988, à Cracovie dans "le pays le plus pollué d'Europe", comme l'a affirmé son représentant à Paris, M. Leszek Konarski. • ETATS-UNIS. Des groupes Verts se constituent depuis 1985. Il y en aurait plus de deux cents à travers les Etats-Unis. • CANADA. Le Parti Vert (The Green Party) est né en 1985. Au Canada, il recueille moins de 1% des voix, tandis que, au Québec, il a atteint 2,5%.

11 avril 1989..... Les tournesols de l'Opéra de Paris : Le perron de l'Opéra a connu une brusque floraison de tournesols, samedi 8 avril, lorsque les Verts européens ont convergé de leur congrès de La Villette pour protester contre le surgénérateur de Creys-Malville. Plusieurs centaines de militants ont brandi l'affiche du parti - un tournesol jaune sur fond vert - pendant que les plus hardis se livraient à l'exercice du poireau pour dénoncer une politique "qui marche sur la tête". Dans leur précipitation, les congressistes avaient oublié la banderole contre Superphénix. "Si Tchernobyl vous a fait rire, ne manquez pas Creys-Malville", proclamait seulement une affiche à tête de mort. Une pancarte portait cette attaque: "Tonton, laisse béton". Une façon familière de réclamer l'arrêt de Creys-Malville. La manifestation, qui tenait plus de la photo de famille que du meeting politique, a ensuite repris sagement le chemin du métro pour une soirée rock à La Villette.

Mi-avril 1989..... Europe Sans frontières : Pour les Verts européens, l'Europe de demain sera pacifiste et multiraciale. "Nous voulons construire une Europe qui soit la préfiguration d'un monde pacifique et multiracial." C'est Paris et la Cité des Sciences que les Verts européens avaient choisi pour tenir, du 5 au 7 avril, leur 5e congrès. Leur mot d'ordre : celui que lançait à la tribune M. Ludo Dierickx, député de Belgique : "N'admettez jamais que l'on dise des Verts qu'ils sont uniquement «environnementalistes». L'écologie, c'est bien plus que cela". Symbole de cette volonté de dépasser le cadre étroit de l'écologie : l'inscription du droit de vote des immigrés au programme des Verts français. Et la présence à la tribune d'Harlem Désir, invité d'honneur du congrès. * Une Europe qui se conçoit comme une citadelle assiégée par le tiers-monde est une Europe de l'exclusion., du ghetto, frileuse et égoïste. Les Maghrébins de France, les Turcs d'Allemagne et les Jamaïcains de Grande-Bretagne seront les citoyens de l'Europe de demain. lançait le président de SOS-Racisme. Cn projet qui devait faire l'objet un peu plus tard, dans une salle annexe, d'un débat orchestré par Mme Maria Santos, député écologiste portugais et par Dominique Voynet. Une véritable page d'anthologie : - Le droit de vote pour les immigrés, d'accord, lançait un premier militant du fond de la salle, mais à condition que nous puissions exiger une réciprocité. - Une réciprocité ? s'étonnait Dominique Voynet. Nous n'avons rien à exiger d'eux, parce que nous sommes une société plus avancée. C'est à nous de leur montrer l'exemple. Insistant sur ses origines maghrébines, une élue écologiste fustige les Verts qu'elle juge, cette fois, trop "timorés" en matière d'immigration : - Moi, si j'ai choisi la nationalité française, c'est pour avoir tous les avantages que l'on ne m'accordait pas en tant qu'étrangère. Il faut que les Verts militent pour qu'il n'y ait aucune restriction linguistique ou administrative pour l'acquisition du droit de vote. La France nous doit bien cela après tant d'années de colonialisme, conclut-elle sous une pluie d'applaudissements. - Très juste, poursuit un jeune militant «grün », tignasse rousse, barbichette, chemise à carreaux. Va-t-on attendre encore une centaine d'années avant que les immigrés obtiennent le droit de vote en France ? - Dites donc les Allemands, on ne s'occupe pas de vos Turcs, intervient un vieux monsieur assis près de la porte, des pinces à vélo accrochées à ses bas de pantalons. - Restons calmes ! Moi, je suis de père turc, de mère grecque et j'habite en Languedoc. déclare Maryse, une cinquantaine d'années, adhérente des Verts et plus récemment de SOS-Racisme. Question salade culturelle. je m'y connais aussi. C'est pour ça qu'aux Verts nous militons pour qu'on ne se réfère plus jamais au concept désuet et pervers d'Etat-nation. A l'extérieur, dressés dans les couloirs de la Cité, les stands offrent aux militants l'habituelle panoplie de produits naturels et supports de propagande : quelques affiches de Folon, huiles et savons, autocollants et teeshirts disant "non au nucléaire", badges "Greenpeace". Les musettes se remplissent. Toute une littérature également: "Les pages vertes", "Ecologie infos", "Non-violence actualités", ou encore "Iris", une lettre d'information qui prône l'alliance du «rouge et du vert ». - Des journaux sains, explique Monique, installée derrière ses tréteaux. Ils sont imprimés avec d'anciens "Figaro" recyclés.

15 avril 1989..... Le congrès de La Villette est terminé, vivent les Verts Européens ! On attendait 500 à 700 personnes et le soir du premier jour les 1000 badges étaient épuisés. En tout, près de 1500 personnes sont passées pendant les trois jours du congrès. Les salles prévues pour les trois conférences de presse se sont agrandies chaque jour, devant l'afflux des télévisions, des photographes et correspondants du monde entier. Les personnalités les plus entourées furent nos amis écologistes des pays baltes, Lituanie, Estonie, Lettonie : les écologistes sont représentés au Soviet suprême avant de l'être au Parlement français. Zigmas Vaisvila, jeune physicien de Vilnius, élu en janvier au Parlement de sa République et en mars à Moscou, participera en mai à l'élection du Comité central du Soviet



suprême. C'est la catastrophe de Tchernobyl qui a été à l'origine du Club écologique de Vilnius, section du Comité nationaliste lituanien. "La perestroïka restera lettre morte sans un engagement de la base. Celui-ci n'est rendu possible que si l'information circule librement, comme c'est le cas actuellement". Message reçu par les Français. En Lituanie, le nuage de Tchernobyl ne s'est donc pas arrêté à la frontière. L'incendie du deuxième réacteur de la centrale nucléaire locale a largement été rapporté et discuté et les travaux sur le troisième réacteur ont été arrêtés. Fernando Gabeira, fondateur du parti écologiste brésilien, candidat à la vice-présidence du Brésil, est l'autre vedette incontestée du congrès. Menacé de mort à plusieurs reprises, il défend la forêt, les indiens, la liberté de parole et la justice sociale. En pleine campagne mondiale pour la sauvegarde des forêts, son message déterminé et ses appels à la solidarité ont été entendus par une salle bondée et enthousiaste. Les participants ont particulièrement applaudi à la mise en cause des élites des pays pauvres, principaux responsables, par la corruption et le gaspillage, de la dette énorme du tiers-monde; sans oublier la responsabilité conjointe des pays riches, qui consomment les ressources naturelles sans compter, en puisant largement dans le tiers-monde. Une autre grande nouveauté dans les congrès des Verts était la représentation équilibrée des sexes à la tribune des séances plénières et dans les groupes de travail :



Maria Santos (Portugal) à Heidi Hautala (Finlande) et Alena Anderlova, de la liste féminine d'Islande, en passant par Sara Parkin, Petra Kelly et Freda Meissner-Blau et tant d'autres, les prestations des femmes ont été très remarquées et très vibrantes, dans tous les domaines abordés lors du congrès : l'enjeu de l'Europe de l'est, nationalité et citoyenneté, les effets de la politique agricole commune, comment sortir du nucléaire... Sandra Postel (USA) était venue présenter le rapport du Worldwatch Institute sur les solutions aux crises majeures: ozone, effet de serre, famine, surpopulation. Chaque matin on s'arrachait les "Nouvelles Vertes", qui présentaient de manière très vivante débats et travaux de la veille, des interviews des personnalités présentes, des "indiscrétions"... Une manifestation symbolique rassembla une bonne part des délégués sur les marches de l'Opéra pour réclamer l'arrêt immédiat de Superphénix. Les prochains rendez-vous sont la manifestation de Serre-de-la-Fare et le congrès des élus écologistes (13 et 14 mai), et bien entendu les élections européennes du 18 juin. Tout le monde est reparti content et plein d'espérance, les carnets d'adresses remplis de contacts à travers l'Europe pour les prochaines vacances, les prochaines conférences (protection de la Mer Baltique...). A bientôt, Auf Wiedersehen, Bye... (Solange Fernex)

18 avril 1989..... Brice Lalonde toujours en traître : Le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et des risques majeurs, M. Brice Lalonde, a affirmé, samedi 15 avril à Lorient (Morbihan), qu'il était "prêt à soutenir, lors des élections européennes, une liste des Verts si elle est effectivement européenne". M. Lalonde a reproché à M. Antoine Waechter, candidat des Verts à la dernière élection présidentielle de récentes déclarations qu'il estime être «anti-européennes». "Si les Verts s'obstinent à être anti-européens, je ne les soutiendrai pas", a dit le secrétaire d'Etat, qui, à l'occasion de son déplacement, a été accueilli par une trentaine de manifestants venus protester contre les projets d'extraction d'uranium en Bretagne intérieure. «L'exploitation des mines d'uranium, lorsqu'elle est réalisée dans de bonnes conditions, n'a pas d'incidence grave sur la santé», a assuré M. Lalonde, qui veut «familiariser la population avec la radioactivité».

18 avril 1989..... Chez les trotskistes, on va vers une liste européenne conduite par Mme Laguiller et M. Krivine : Dix ans après la présentation d'une liste commune - Pour les Etats unis socialistes d'Europe - aux élections européennes de 1979, deux organisations trotskistes, Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), vont probablement se lancer, à nouveau ensemble, dans la course du 18 juin. Si l'organisation de Mme Arlette Laguiller (LO), qui estime que "l'unification de l'Europe (est) une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni ne veut réaliser", est très favorable à un tel accord, celle de M. Alain Krivine, en revanche, paraît plus partagée. Depuis les élections municipales, des délégations des deux organisations se sont rencontrées à plusieurs reprises pour mettre au point une plate-forme politique et résoudre les questions de financement qui auront une incidence sur la constitution de la liste. Dimanche 16 avril, le comité central de la LCR a eu connaissance d'un message de LO indiquant qu'il n'y a "pas d'obstacle pour un accord politique" que cette organisation juge "possible et souhaitable". Selon un membre du comité central de la Ligue, cette instance a approuvé le rapport favorable à la constitution d'une liste commune par trente-deux voix contre treize, bien que, comme sur chaque vote important depuis le dernier congrès de la LCR, aucune majorité ne se soit dégagée au sein du bureau politique. Il semble même que la coalition SPORT (mot composé à l'aide de la première lettre des pseudonymes de cinq dirigeants de l'organisation trotskiste, dont MM. Alain Krivine et Daniel Bensaïd), constituée pour contrer les partisans de M. Gérard Filoche, favorables à l'accord avec LO, a éclaté (vote contre et non-participation au vote). Sur le plan financier, l'hebdomadaire Rouge indiquait récemment que la LCR n'était «disposée à s'engager qu'à concurrence de 1 million de francs» sur un total estimé à 4 millions. La volonté des deux organisations serait maintenant de réduire l'écart de l'effort budgétaire de chacun. Sur le plan politique, alors que LO ne manifestait pas jusqu'ici un empressement à dénoncer "l'acte unique", car, selon elle, "la bourgeoisie ne fera pas l'Europe capitaliste", les deux organisations seraient d'accord pour dire que "ce n'est pas cet acte unique qui permet d'espérer l'Europe enfin unie et fraternelle". De nouvelles rencontres sont prévues cette semaine entre les délégations de LO et de la LCR pour formaliser l'accord et la liste, qui pourrait être conduite



par Mme Laguiller devant M. Krivine. En 1979, les trotskistes avaient obtenu 3,12% des voix en métropole.

20 avril 1989..... Pour la candidature de Djida Tazdaït sur la liste des Verts : Les soussignés appellent le collège exécutif des Verts, réuni les 22 et 23 avril à Paris, à retenir la candidature., en huitième position, de Djida Tazdaït, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et sa Banlieue, sur la liste présentée aux élections européennes du 18 juin. Nous tenons à préciser que cet appel ne sera pas rendu



public et qu'il est uniquement à usage interne, les signataires entendant respecter l'indépendance de la décision. Pourquoi soutenons-nous à titre personnel cette candidature ? • Elle illustrera une double volonté d'ouverture: ouverture des Verts aux problèmes liés à l'exclusion politique et sociale des immigrés et réfugiés et de leurs enfants; ouverture des réseaux de solidarité de l'immigration aux perspectives globales, planétaires et européennes. • Elle est susceptible d'augmenter le score électoral de la liste verte, par l'apport de voix émanant de localités et de milieux où Djida Tazdaït est connue et appréciée pour ses engagements et son activité de terrain. • La présence de Djida parmi les élus européens offrira une garantie que les minorités extra-territoriales ne seront pas oubliées dans les travaux de cette assemblée et aussi que le travail parlementaire de l'élue et de son groupe pourra se faire en liaison avec le terrain, ses militants et animateurs, bref ceux qui, par leur pratique, ont des idées sur les alternatives à l'exclusion et à la destruction des solidarités. En conclusion, nous estimons que la

candidature et l'élection de Djida Tazdaït sur la liste verte permettront d'avancer dans la création de conditions pour une participation des milieux issus de l'immigration aux mouvements verts. Elle donnera une expression politique à la maturation des mouvements sociaux et culturels de la jeunesse des zones urbaines.

20 avril 1989..... Pour la candidature d'Aline Archimbaud sur la liste des Verts : Aline a 40 ans, mariée - 2 enfants. "J'habite Paris (19ème arrondissement), quoique native du Doubs. Professeuse de Lettres (classiques !) au Lycée Jacques Brel - Ancienne élève de L'Ecole Normale Supérieure. L'association "SOLIDARITE EMPLOI" a été créée en décembre 1985, avec l'appui d'un large Comité de Parrainage comprenant notamment André GORZ, Yves COCHET, Alain LIPIETZ, Mgr Jacques



GAILLOT, Bernard LANGLOIS. Aujourd'hui "Solidarité Emploi, c'est 20 Collectifs - 40 Correspondants Locaux - 400 adhérents - 1000 souscripteurs réguliers (1500 occasionnels). * L'objets : - Cagnottes locales en vue de créer avec des chômeurs des emplois d'Utilité Sociale (100 projets réalisés, 100 en cours). - Filières allant de l'analyse des besoins aux montages permettant d'y répondre. (7 sites expérimentaux en France). * Divers : L' Association a été invitée, comme expérience phare - aux Assises sur les Nouvelles Solidarités ; - au groupe "Nouvelle Demande - Gisements d'Emplois" du Plan; - au Groupe Interministériel sur le Développement Economique Local; - elle dispose d'un compte à la "Fondation de France", - elle travaille en liaison très étroite avec de nombreuses organisations de la CFDT. * Projets : - Réflexion sur une Banque des Pauvres (ou Banque de la Solidarité) en France. - Montage de 21 Agences

Régionales pour une économie solidaire (si possible en lien avec la Fédération des élus écologistes). - Constitution d'un Bureau de Liaison Européen (Fondation ?) des entreprises alternatives (contacts avec l'Okobank et le Netzwerk). * POSITIONNEMENT POLITIQUE d'Aline : -I- Partisan du développement d'un courant vert-alternatif fort ; - indépendant de la Gauche comme de la Droite; - porteur à la fois d'une culture politique nouvelle, et d'un programme durci couvrant tous les aspects de la vie sociale; - décentralisé et capable de faire entendre une parole forte au plan national et européen. -I- La thématique de l'Europe des Régions dépassant les limites nationales, par en bas et par en haut, me convient parfaitement. * ENGAGEMENT PERSONNEL : Je connais les contraintes et les difficultés d'un travail européen (déplacements - isolement - éloignement). Avec l'appui de ma famille, je suis prête à y faire face, dans le cadre de l'Equipe des Verts.

Chers Messieurs, 20 avril 1989..... Candidature de Mamadou Traore, pour l'association ARDA (Association Internationale pour la Recherche et le Développement des cultures vivrières et maraîchères au Sud du Sahara) sur la liste des Verts. "Il serait bien difficile actuellement de ne pas sentir que le moment est venu pour les écologistes de passer à l'action. Il suffit pour s'en persuader d'écouter, de regarder les media. En effet, les résultats électoraux, en Europe et en France en particulier, ne peuvent que nous en persuader. Les réunions sur les problèmes de pollution, regroupant des chefs d'Etats, des économistes, des acteurs politiques, en somme, la partie la plus agissante de la société, nous démontrent l'importance que revêt pour l'humanité toute entière le combat des Verts. Les écologistes sont actuellement propulsés au-devant de la scène (médiatique) par une accumulation d'évènements qui les rendent aux yeux du monde plus proches des réalités de la vie (marée noire en Alaska, fût de Lindane perdu dans la Manche, déchets toxiques envoyés dans les pays du Tiers-Monde}. Aussi, c'est tout naturellement que je souhaite vous rejoindre en posant ma candidature aux élections européennes sur la liste des Verts. Convaincu de l'importance de la protection de la nature, je considère que mon association cherche à atteindre les mêmes buts que les Verts. De plus, l'ARDA est une association apolitique (tout comme le sont les écologistes); en effet, le contexte politique actuel montre que les citoyens aspirent au renouvellement des forces politiques autant que celles-ci



s'intéressent à ce qui les touche le plus, c'est-à-dire les problèmes planétaires concrets de cette fin du 20ème siècle. D'autre part, sur le plan économique et social, l'ARDA prône la solidarité sous forme d' ONG, de coopératives agricoles, et, sur le plan éducatif, sous forme de jumelage entre écoles européennes et africaines. Il s'agit, en somme, de créer un lien, un courant de solidarité économique et social. D'où mon action au sein de l'ARDA en tant que Président fondateur qui vise à : - trouver des solutions aux problèmes liés à la sécheresse, à l'avancée du désert, à l'abandon des terres productives, (exodes rural), - réaliser des études socio-économiques sur la production agro-pastorale et sur la commercialisation des denrées agricoles des pays africains, principalement sur ceux situés au Sud du Sahara, - mettre en oeuvre des expériences et des projets de développement des cultures vivrières et maraîchères, afin que ces pays soient en mesure de subvenir à leurs propres besoins alimentaires. - redonner une place aux jeunes paysans, spécialement aux jeunes exploitants agricoles. Leur offrir des programmes de formation agro-économiques adaptés à la réalité de leur région, afin qu'ils prennent en charge l'avenir agricole de leur pays. Voilà donc, en résumé, les raisons essentielles qui me poussent à déposer ma candidature aux élections européennes au sein du mouvement des Verts. De plus, ma personne, le cours de ma vie, mon parcours scolaire et professionnel expliquent aussi ma volonté de vous rejoindre. Immigré, bien intégré, donc partie prenante de deux cultures, européenne et africaine, je pense être à même de contribuer efficacement à la réflexion et aux solutions des problèmes auxquels est confrontée l'humanité entière en cette fin de siècle. Je suis persuadé de l'intérêt que ma candidature peut présenter au sein de votre mouvement et reste à votre entière disposition pour en discuter avec vous". Dans les documents fournis, on découvre qu'il est né au Burkina-Faso, qu'il a fait des études professionnelles à Bangui (République Centrafricaine) puis en France dès 1973, études axées sur la comptabilité et la gestion.

22 avril 1989..... La coordination générale de la Nouvelle - Gauche vote son soutien aux écologistes pour les élections européennes malgré l'opposition des courants trotskistes et communistes internes. Au cours d'une réunion de sa direction politique, le PSU a émis un vote indicatif favorable aussi aux Verts.

22-23 avril 1989..... CNIR à Paris: Elections aux postes d'ouverture sur la liste européenne. Le huitième poste échoit à Djida Tazdait, représentante des jeunes arabes de Lyon (JALB), qui attend son imminente intégration dans la nation française. Le treizième poste est donné à Jean-Pierre Raffin, ex FFSPN, animateur du groupe Ours. Aline Archimbaud (présidente de Solidarité - Emploi) prend la 18ème place. Mamadou Traore (Tiers - Monde) prend la 23ème. D'autres postes sont encore pourvus à des non - Verts et à des Verts. Le Conseil met ensuite en place l'équipe de campagne et discute des éléments du programme et le statut des futurs élus.

23 avril 1989..... Préparation des élections européennes : Les Verts pourraient profiter de la confusion qui règne à l'extrême gauche. Aller ou ne pas aller aux élections européennes, telle est la question shakespearienne que tout ce que la France compte à gauche de la gauche parlementaire devait «plancher» chacun dans son coin, samedi 22 avril, et même dimanche matin pour les plus "accros". Rapides comme le vent, les amis de M. Pierre Lambert, du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), ont désigné depuis longtemps leur tête de liste en la personne de M. Marc Gauquelin, membre du bureau politique du Parti communiste internationaliste (PCI). Le comité national du MPPT devrait ratifier, le 4 mai, la liste "Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie", qui aura, selon M. Gauquelin, des homologues portant le même intitulé et défendant le même programme dans quatre autres pays de la Communauté (RFA, Espagne, Portugal, Belgique). Conduite en 1984 par M. Gauquelin, la liste «Pour un parti des travailleurs», présentée par le PCI, avait obtenu 182 320 voix, soit 0,9%. Les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et ceux de Lutte ouvrière (LO) ont eu, semble-t-il, quelques difficultés à parler frais de campagne ces derniers jours. Sous l'influence des amis de M. Alain Krivine (LCR), le budget électoral aurait été diminué de façon importante (2,6 millions de francs contre 4 millions), ce qui n'aurait pas l'heur de plaire aux amis de Mme Arlette Laguiller (LO), dont une partie seraient, dit-on, beaucoup moins enthousiastes qu'à l'origine à l'idée de faire liste commune avec la Ligue. Quoi qu'il en soit, les deux organisations devaient réunir leur comité central respectif samedi, afin de prendre une position définitive. Faisant cavalier seul en 1984, la liste de LO, dirigée par Mme Laguiller, avait recueilli 417 702 suffrages, soit 2,06%. Encore indécis ces derniers jours, le Mouvement des renovateurs communistes (MRC) devait réunir son conseil national afin de se prononcer sur l'opportunité, tant politique que financière, de la présentation d'une "liste autonome" aux européennes. Une majorité de membres de la direction semblent y être favorables et au premier rang d'entre eux M. Claude Llabrès, coordonateur national du mouvement, qui pourrait être le chef de file de cette liste. En 1984, une liste présentée conjointement par le PSU et des "communistes unitaires" avait totalisé 146 238 voix, soit 0,72%. Ayant d'ores et déjà, faute de moyens, décidé de ne pas constituer de liste, la Nouvelle Gauche (NG) de M. Pierre Juquin devait réunir, elle, sa coordination générale afin d'arrêter sa position vis-à-vis des Verts. Si M. Juquin s'est rallié, après les élections municipales, à la bannière des Verts, tout en prônant la construction d'un "écosocialisme", un certain nombre de ses amis - anciens membres de la LCR ou du PCF - ne semblent pas prêts à lui emboîter le pas. Ces divergences internes, impossibles à quantifier ces derniers jours, et qui, selon un dirigeant, créent "une situation confuse et difficile", pourraient faire l'affaire des Verts. En effet, les écologistes, dont la liste sera conduite par M. Antoine Waechter, réunissent leur conseil national interrégional (CNIR) au même moment, afin de pourvoir les postes d'ouverture, laissés vacants sur leur liste européenne (huitième et treizième position). Si la Nouvelle Gauche considérait toujours que la huitième place est «inacceptable» pour elle et venait à ne pas soutenir prioritairement cette liste des Verts, ces derniers seraient fondés à ne pas trancher en faveur de Mme Nadia Amiri, une jeune infirmière, candidate patronnée par France-Plus et membre de l'exécutif de la Nouvelle Gauche, en compétition avec une autre candidate "beur", Mme Djida



Tazdait, appartenant au mouvement associatif lyonnais. Pour la treizième place d'ouverture, le nom du professeur Alexandre Minkowski est cité chez les Verts. Avec 680 080 voix en 1984, les Verts avaient réalisé un score de 3,36%. A l'évidence, les décisions qui vont être prises par les uns et les autres - liste commune LO-LCR ou liste unique LO, présence ou absence des renovateurs communistes, soutien de la Nouvelle Gauche aux seuls Verts ou à plusieurs listes - provoqueront certainement, dans les prochaines semaines et les prochains mois, une nouvelle accélération des reclassements politiques qui s'opèrent, depuis bientôt trois ans, dans cette partie de l'échiquier politique. Les Verts seront-ils, une nouvelle fois, les principaux bénéficiaires de ce remodelage ? Les autres organisations peuvent le craindre.

25 avril 1989..... Préparation du scrutin européen du 18 juin : La Nouvelle Gauche et le PSU soutiennent les Verts... Lors de la dernière élection présidentielle, M. Pierre Juquin rêvait d'être l'homme du renouveau "rouge et vert". Las ! Le mélange des couleurs n'a pas porté ses fruits électoraux : moins d'un an après cette consultation, une nouvelle clarification s'opère au sein des forces qui avaient soutenues la tentative de l'ancien dirigeant du PCF. Si les Verts apparaissent comme les premiers bénéficiaires de cette décantation, le Mouvement des renovateurs communistes (MRC) ne veut pas être en reste dans la compétition dont un des enjeux principaux semble bien être, implicitement pour les écologistes et explicitement pour le MRC, l'après-PCF. La fin de la semaine a été fructueuse pour les Verts. Les amis de M. Antoine Waechter, qui conduira une liste intitulée «les Verts Europe-écologie : pour une Europe des régions et des peuples solidaires », ont bénéficié du ralliement des deux organisations : la Nouvelle gauche (NG) de M. Juquin et le PSU de M. Jean-Claude Le Scornet. Pourtant, aucune des deux n'aura de représentant sur la liste des Verts. Réunie samedi 22 avril, la coordination générale de la NG a voté, après les quelques moments psycho-dramatiques habituels, son soutien aux écologistes : 37 voix pour, (?) voix contre, 9 abstentions et un refus de vote. Les "minoritaires" constitués, pour l'essentiel, par les anciens membres du PCF ou de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) n'ont pas réussi à faire avaliser un soutien indifférencié à la liste des Verts et à celle du MRC : 13 voix pour, 28 contre, 20 abstentions et 2 refus de vote. Enfin, par un troisième vote, les partisans de M. Juquin ont souhaité une participation à la liste verte, mais leur vœu est resté vain. Les Verts qui ont rassemblé leur conseil national inter-régional (CNIR), au même moment, ont, en effet, refusé de s'ouvrir à la Nouvelle gauche. A mi-chemin entre le tribunal populaire et le concours de beauté, ils ont fait passer un examen d'aptitude à six candidates sélectionnées parmi cinquante postulantes pour occuper les huitième et dix-huitième positions de la liste. Mme Nadia Amiri, infirmière présentée conjointement par France-Plus et la NG n'a obtenu que trois voix au CNIR. Une autre candidate «beur » **Mme Djida Tazdait**, représentant le mouvement associatif lyonnais, lui a été préférée. Un choix pour le moins curieux car Mme Tazdait n'ayant pas encore la nationalité française est inéligible, détail que connaissent parfaitement les Verts. La dix-huitième place est revenue à **Mme Aline Archimbault**, présidente de l'Association solidarité-emploi. Du côté de l'ouverture aux hommes, les Verts ont octroyé la treizième place à **M. Jean-Pierre Raffin**, ancien président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) qui s'appellera prochainement Fédération nature-environnement (FNE). Les écologistes ont préféré, selon M. Waechter, "donner un coup de pouce au monde associatif", plutôt que de choisir des sommités médicales comme les professeurs Alexandre Minkowski ou Georges Mathé. La vingt-troisième place a été attribuée à **M. Mamadou Traoré**, spécialiste de la lutte contre la désertification de l'Afrique noire. Au cours d'une réunion de sa direction politique, le PSU a émis un "vote indicatif" favorable aux Verts, alors que M. Le Scornet avait écrit récemment que le vote écologiste est une «expression de la dépolitisation de la société (qui) participe de fait à cette dépolitisation». Par 16 voix contre 10 - 7 en faveur des listes s'opposant à la droite et à l'extrême-droite et 3 pour un soutien indifférencié aux trotskistes, aux renovateurs communistes et aux Verts - les dirigeants du PSU se sont prononcés pour un soutien prioritaire aux Verts, sans méconnaître les «désaccords» qu'ils ont avec eux. Les expressions minoritaires au sein de la NG et du PSU se retrouveront peut-être sur la liste que les renovateurs communistes ont finalement décidé de constituer. Si toutefois les banques suivent ! Le conseil national du MRC a adopté, samedi 22 avril, par 34 voix contre 16 voix, 7 absentions et un refus de vote, le principe de cette liste qui sera conduite par M. Claude Llabrès, coordinateur national du mouvement. Le petit quart opposant a mis en évidence la cherté de la campagne européenne - le MRC table sur une dépense de 3 millions de francs - et le risque d'un très faible score dommageable pour l'avenir de cette mouvance communiste. Ceux qui se baptisent «les nouveaux communistes» et qui affirment leur attachement à la démarche de leurs camarades italiens du PCI ont livré une trentaine de noms, dont ceux de huit personnalités, qui forment le premier contingent de candidats. Parmi les candidats qui ne sont pas membres du MRC, M. Vincent Labeyrie, professeur d'écologie à l'université de Pau côtoie M. Gérard Tartagnac, fondateur du Mouvement de défense des exploitations familiales (MOFEF) en Midi-Pyrénées, M. Raphaël Garcia, membre de la commission exécutive de la fédération CGT des travailleurs de métallurgie, Mme Chantal Dieuzède, animatrice de la Maison des chômeurs, M. Christian Delacherie, cadre de la direction de la SNCF et ancien membre du cabinet ministériel de M. Charles Fiterman, M. Gérard Estragon, président du Mouvement Pluriel de défense des intérêts des immigrés et M. Jacques Brianti, sculpteur. M. Maurice Kriegel-Valrimont, connu tout à la fois chez les communistes dans le milieu de la Résistance, présidera le comité de soutien à cette liste, avec M. Jean-Pierre Vigier, physicien et ancien membre du comité central du PCF dans les années 60. La liste elle-même comportera une majorité de femmes (41 sur 81 candidats) dont Mme Josiane Rouzières, adjoint au maire PS de Fleury-sur-Orne et membre de l'exécutif de la Nouvelle Gauche. Le vice-président de la communauté urbaine du Mans, M. François Plet, y figure aux côtés de maires et de conseillers généraux renovateurs. Cette liste s'est adjointe la présence d'un M. Rigout, Alain, fils de Marcel ! Favorable à l'augmentation des prérogatives du Parlement européen, à la dissolution de la



Commission et à la transformation du conseil des ministres de la CEE en exécutif, cette liste sera définitivement constituée «en accord avec les organisations nationales et régionales ainsi que les personnalités qui souhaitent participer» aux objectifs du MRC. Chez les trotskystes, enfin, le mariage risque de rester blanc entre la Ligue de M. Alain Krivine et Lutte ouvrière (LO) de Mme Arlette Laguiller. Considérant que la dernière proposition financière de la LCR (2,6 millions à financer à deux pour la campagne) était «inacceptable », LO a donné sèchement une fin de non-recevoir à la Ligue, en rejetant sur elle «le choix (...) de ne pas être présente dans ces élections européennes », Même si certains dirigeants de la LCR ne désespèrent pas d'aboutir à un accord avec une organisation dont ils ne comprennent pas le revirement soudain, il semble que LO partira seule au combat emmenée par Mme Laguiller.

28 avril 1989..... Le scrutin européen : Les listes de MM. Fabius et Giscard d'Estaing font jeu égal selon le sondeur BVA . Pour M. Pierre Méhaignerie, 15% représenteraient un "bon score" pour la liste centriste... Les intentions de vote, mesurées par BVA (sondage sur 1059 personnes) sont bien loin de cet objectif : la liste de Mme Simone Veil arrive avec 7% en sixième position derrière celles de MM. Laurent Fabius et Valéry Giscard d'Estaing (31% pour chacune), des **Verts (12%)**, du FN (10%) et du PCF (8%), l'extrême gauche recueillant 1%. Interrogés sur l'avenir de l'opposition, 40% des Français (31% d'un avis contraire) se déclarent hostiles à la création d'un nouveau parti par les rénovateurs. Leur préférence va pour 42% (69% des électeurs de droite, 17% de ceux de gauche) à la fusion de l'UDF et du RPR, (16% des électeurs de droite, 42% de ceux de gauche y étant hostiles. Sceptiques sur l'objectif des "rénovateurs", (31% pensent qu'ils "cherchent à imposer de nouvelles idées", contre 51% estiment qu'ils «veulent remplacer leurs aînés »), les personnes interrogées jugent qu'au PS, il faudrait des rénovateurs: 61% sont de cet avis et 22% ne le partagent pas. Cette même enquête enregistre une progression de 4 points du pourcentage de bonnes opinions à l'égard de François Mitterrand (58% au lieu de 54% il y a deux mois) et une diminution de 1 point de mauvaises opinions (35% au lieu de 36%). M. Michel Rocard fait encore mieux : +7 points de bonnes opinions (52% au lieu de 45%) et -3 points de mauvaises (37% au lieu de 40%).

29 avril 1989..... Le CNIR (Conseil national interrégional) des Verts était réuni les 22 et 23 avril à Paris. Les élections européennes ont occupé l'essentiel des débats, nous ne reproduisons ici que les principales décisions prises. Composition de la liste Verte pour les européennes. Le CNIR avait déjà

désigné les 15 premiers de la liste, sauf les postes 8 et 13 réservés à l'ouverture. Cette fois-ci, les postes 8, 13, 18, 23 et 28 (réservés à l'ouverture), ainsi que les places 16 à 30 réservées à des Verts ont été attribuées. Cependant, la présentation officielle et publique de la liste complète, ainsi que la présentation des candidat-e-s d'ouverture, n'auront lieu que le 10 mai prochain. Place 8 : Djida Tazdait (ouverture, Rhône-Alpes) ; place 13 : Jean-Pierre Raffin (ouverture); place 16: Marianne Isler-Béguin (Lorraine); place 17: Yves Frémion (Midi-Pyrénées); place 18: Aline Archimbaud (ouverture, Ile-de-France); place 19: Bernard Devoucoux du Buysson (Auvergne) ; place 20 : Michèle Salotti (Corse); place 21: Michel Duchêne (Aquitaine); place 22: Nicole Stamm (Languedoc-Roussillon) ; place 23 : Mamadou Traore (ouverture, Ile-de-France); place 24: Guylaine Cozza (Provence-Alpes-Côte d'Azur); place 25: Jean-Pierre Lartige (Nord-Pas-de-Calais); place 26: Catherine Arribas (Picardie); place 28: Simone de Bollardière (ouverture, Bretagne) ; place 32 : Marie Legrand (Poitou-Charentes) ; place 34: Arlette



Dehlinger (Lorraine)... Titre de la liste pour les élections européennes : «Les Verts Europe-Ecologie, avec comme sous-titre: pour une Europe des régions et des peuples solidaires ».

29 avril 1989..... Courrier d'un écolo de Béziers qui ne va pas dans le même sens : "Europe : les écologistes contre l'écologie ?" Que tant d'écologistes soient favorables au Marché commun, à sa transformation prochaine en zone de libre échange et à un pouvoir politique supranational me stupéfie. * Les écolos veulent-ils la guerre économique ? En abattant les barrières douanières et autres protections nationales, le Marché commun expose chaque entreprise à la concurrence étrangère, crée ou aggrave la concurrence entre pays. Il n'en résulte pas seulement dépôts de bilans et chômage : plus la concurrence est dure, plus les entreprises, pour survivre, sacrifient l'environnement et les revendications des travailleurs. «L'économie a besoin d'une saine émulation », me dit-on. Quand la compétition n'oppose que des compétiteurs de force égale, il y a saine émulation. Mais l'égalité entre concurrents est l'exception, non la règle. D'ailleurs, la révolution technologique accroît l'écart entre les pays, entreprises et individus qui sont à la pointe de l'innovation, de la compétitivité, et les producteurs les plus archaïques. Dans chaque pays, la société se "dualise" en compétitifs et marginaux. A l'échelle mondiale, un gouffre se creuse entre le tiers-monde et économies d'avant-garde. Au sein de la CEE, les inégalités entre régions s'aggravent tout autant. Du coup, la « saine émulation » tourne au massacre. La concurrence est un mode de relations humaines de plus en plus meurtrier, donc inacceptable. Dire oui au Marché commun et plus encore à la jungle unique de 1993, c'est déchaîner la guerre économique et permettre à quelques-uns d'écraser tous les autres. Est-ce une attitude conséquente pour des écologistes qui disent aspirer à des relations humaines de solidarité et de coopération ? * Les écolos partisans d'un gigantisme industriel dépassé ? Tout vaste marché favorise la croissance d'entreprises géantes parce qu'il leur permet d'amortir d'énormes investissements grâce à de vastes débouchés. Or on a abondamment démontré que ces trusts, Etats dans l'Etat, sont un obstacle à toute démocratie. Les écologistes, qui se veulent démocrates, peuvent-ils se renier en disant oui au Marché commun ? On prétend que la concentration industrielle améliore la productivité. Rechercher à tout prix, quand on a déjà tant de chômeurs, une productivité qui permettra de supprimer de nouveaux emplois est irrationnel et



immoral. Par ailleurs, plus l'entreprise grandit, plus se manifestent en son sein des difficultés de communication, de mobilisation, d'adaptation, bref, le phénomène bien connu d'inertie bureaucratique qui nuit à la productivité. Passé un certain seuil, la concentration industrielle se retourne contre la productivité. Les performances économiques sont de plus en plus réalisées non par des trusts mais par des PME. Notons encore que ce sont les petites et moyennes entreprises qui sont créatrices d'emplois. Leurs succès sont à la fois économiques et sociaux. L'avenir n'est pas aux géants, dinosaures de l'économie, mais aux PME. * Les écolos peuvent-ils être colonialistes ? On nous répète, des larmes dans la voix, que la France est trop faible pour rester indépendante, qu'elle doit s'unir à ses voisins contre les super-grands. Les écolos qui, comme Brice Lalonde, souscrivent à ce raisonnement, se condamnent logiquement à refuser toute indépendance de nos colonies. Inversement, si l'indépendance est souhaitable pour la minuscule Nouvelle-Calédonie, pourquoi serait-elle irréaliste pour cette "puissance mondiale" qu'est la France ? * Les écolos pour le centralisme et la technocratie ? Affaiblir les 12 Etats nationaux en transférant une partie de leur pouvoir à un parlement et à un gouvernement européens, cela s'appelle centralisation. Par ailleurs, si les citoyens gèrent aisément une petite commune, il leur est difficile de gérer l'Etat d'intervenir dans les immenses et lointains rouages d'un Etat européen. Tout grand Etat est inévitablement technocratique. Comment des écolos, qui expriment en permanence leur refus du centralisme et de la technocratie en France, peuvent-ils envisager d'un bon œil un Etat européen encore plus technocratique et centralisé ? A vrai dire, les écolos ne sont pas les seuls à patauger dans l'incohérence. Il est de bon ton, depuis peu, de critiquer la lourdeur, l'inefficacité de l'Etat. Or les libéraux qui émettent ces critiques sont les plus ardents à vouloir accabler la CEE d'un Etat européen encore plus lourd et inefficace. Plus les entreprises, les Etats sont grands, plus ils sont bureaucratiques, lents et inertes. Notre époque est caractérisée entre autres par l'accélération de l'histoire. Ce phénomène exige souplesse et adaptation croissantes des entreprises et des institutions. Or, ces dernières, par leur dimensions grandissantes, sont de moins en moins capables de souplesse, d'adaptation. C'est un facteur de crise permanente. Les trusts, les grands marchés et l'Europe, c'est dépassé. * Les écolos pour le déracinement et la déculturation ? La culture d'un peuple est l'ensemble des inventions (outils, techniques, division du travail, modes de propriété, de consommation, de vie) faites par ce peuple pour satisfaire ses besoins dans le milieu naturel particulier où il vit. Chaque culture est une trouvaille écologique, une merveille d'adaptation qui témoigne de l'ingéniosité humaine. L'ensemble des cultures est la seule richesse de l'humanité. Le marché commun, par son âpre concurrence, ruine la plupart des productions régionales, aboutit à la standardisation des produits, à l'uniformité culturelle. C'est un intolérable appauvrissement du patrimoine humain. «Le marché commun permet du moins la libre circulation des travailleurs » entend-on parfois. Je réponds que ce sont les trusts qui exigent la mobilité de la main-d'œuvre pour accompagner les mouvements de capitaux. Pour les salariés, émigrer n'est qu'une pénible obligation. Leur aspiration, c'est de vivre et travailler au pays. Des écolos peuvent-ils revendiquer eux aussi le déracinement familial, social et culturel avec ce qu'il comporte de déchirures et de frustrations ? Les nombreux écolos qui aspirent à ressusciter la culture et l'autonomie de leur région seraient bien inspirés de lutter contre l'intégration européenne. Sinon, leurs enfants seront réduits un jour à rêver de ressusciter l'autonomie et la culture de la France. Si nous renonçons à défendre l'autonomie nationale, nous serons moins capables encore de recréer l'autonomie régionale, beaucoup plus difficile à réaliser. * Les écolos pour l'affrontement des peuples ? «La disparition des frontières, assurent les bons apôtres, rapprochera des peuples qui se sont trop souvent combattus. » J'objecterai d'abord que ce n'est pas en mettant des pays en concurrence qu'on les fera fraterniser. Naguère rien n'opposait les viticulteurs français et italiens : C'est l'Europe verte qui, en déchaînant la concurrence, a envenimé leurs rapports. J'objecterai ensuite que lorsque des pays forment une coalition, c'est toujours contre d'autres pays. Contre qui veut-on faire l'Europe ? contre les USA ? c'est douteux. Contre les pays de l'Est ? c'est plus probable. Contre les peuples du tiers-monde coupables d'indocilité envers l'impérialisme occidental ? Ce serait intolérable. Et comment des écolos peuvent-ils, en disant oui à «l'Europe », se faire complices d'une machine de guerre contre d'autres peuples ? * Pour conclure, on ne peut être écologiste et européeniste. La prétendue "construction européenne" n'est que la destruction des identités et autonomies de 12 pays. C'est une entreprise productiviste, centralisatrice, uniformisatrice, technocratique, impérialiste, dangereuse et ringarde. Affaiblir des Etats au profit des régions, des communes, oui. Affaiblir les Etats au profit d'un super-Etat supranational, non. Les écolos devraient être les champions de l'autonomie nationale, condition de toutes les autres autonomies. Malheureusement, ils hurlent avec les loups. Par quelle aberration, dès qu'il s'agit d'Europe, renient-ils toutes leurs convictions et aspirations ? Il serait temps de sortir d'incohérence et de mettre enfin nos actes envers l'Europe en accord avec nos discours d'écologistes.

30 avril 1989..... Antoine Waechter en visite à Saint-Etienne (Loire) : Un objectif pour les Verts, dix élus pour les Européennes. Pour les élections européennes, Antoine Waechter a donc l'espoir d'obtenir plus de dix élus et de pouvoir, avec les écologistes des autres pays, organiser un véritable groupe au Parlement de Strasbourg. La législation européenne prévoit qu'il faut au moins dix élus. Avec les Français, les Italiens et les Grecs, le pôle d'attraction des «Verts» sera aussi déplacé vers le Sud, car jusqu'à cette date, seuls les pays nordiques (Allemagne et Belgique) étaient représentés. Ensuite le leader des écologistes présentait son programme qui se développe autour de quelques axes essentiels : gérer les ressources naturelles en commun; réduire l'inflation des véhicules; lutter pour l'abandon de l'énergie nucléaire et trouver une solution économique pour le partage du travail et des revenus. Enfin, Antoine Waechter, souhaite que l'Europe devienne une force qui pèsera de tout son poids pour aider le tiers-monde à se développer et pour combattre la "déforestation". Il poursuit: "l'Europe doit servir la paix, et il faut veiller à ce qu'elle ne devienne pas une nouvelle puissance militaire. La tension Est-



Ouest est moindre, il faut poursuivre dans ce sens". En conclusion, et la présence de Max Siméoni (autonomiste Corse) sur la liste des écologistes en est la preuve, Antoine Waechter attache une grande importance à l'épanouissement des régions. "Il faut fonder l'Europe sur la montée en puissance des régions et favoriser l'épanouissement culturel de toutes les régions en leur donnant de réels pouvoirs". Au cours de cette réunion informelle, Antoine Waechter est apparu satisfait de la victoire remportée par les écologistes à propos de la construction du barrage de «Serre de la Fare », mais il trouve que la déclaration du ministre Brice Lalonde, tombe un peu comme un cheveux dans la soupe : "si le ministre a choisi d'annoncer la suspension des travaux, la veille de la manifestation prévue au Puy, c'est qu'il prend en compte le pouvoir des écologistes et qu'il pense déjà aux Européennes."

Mai 1989..... Propositions des Verts pour l'Europe : Les écologistes seront représentés en France par les Verts pour les élections européennes du 18 juin 1989. Cette liste est menée par Antoine Waechter et Solange Fernex. Ils espèrent nos suffrages. Pour vous convaincre, les Verts vous proposent leurs projets pour une Europe écologique. Nous présentons succinctement ces onze dossiers que vous pouvez commander directement à une antenne locale des Verts ou à «Combat Nature ». * LA NATURE. Agissons comme une espèce responsable pour gérer la nature. 1987 était l'Année de l'environnement, et l'on était en droit d'attendre des progrès dans la sauvegarde de la nature ainsi que dans la prise de conscience de la population. Malheureusement, par manque de moyens et de volonté de la part du ministère de tutelle, l'événement est passé inaperçu alors que les pollutions de toutes sortes continuent de ronger la planète. Il ne suffit plus de lancer ou d'écouter des cris d'alarme. En votant pour les Verts, vous votez pour la nature. * LES RISQUES TECHNOLOGIQUES. On entend encore quelquefois affirmer que les écologistes seraient «contre le progrès », qu'ils s'opposeraient par principe à la plupart des techniques modernes. En réalité, les écologistes proposent une autre conception du progrès et des techniques, fondée sur le respect des équilibres écologiques. Ils souhaitent une maîtrise collective des grands choix technologiques par l'ensemble de la population. * L'ÉNERGIE. Pour une politique cohérente de l'énergie, Le recours à l'énergie nucléaire dans les années 1970, considéré comme une solution miracle aux chocs pétroliers, a mené à une impasse et fait planer sur notre pays un danger constant avec sa cohorte de risques d'accidents et de déchets radioactifs, Extrêmement difficile à maîtriser, très coûteuse, l'énergie nucléaire n'a pas répondu aux fonctions que l'on attendait d'elle. Les Verts préconisent donc l'arrêt de la production nucléaire et la concentration de tous les efforts vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie. * LES TRANSPORTS. Il est urgent d'inverser les priorités, et de repenser les systèmes de transport. * LA SANTÉ: le droit et la responsabilité de chacun. * L'AGRICULTURE. Pour une politique agricole cohérente et une production de qualité. * L'ÉDUCATION. Donner à l'école les moyens de sa mission. * LE RÉGIONALISME. Pouvoir vivre dans la culture de son choix. * LA DÉFENSE. Vivre libres: une autre défense pour la paix. * L'ÉCONOMIE. Economie, quelle économie ? * LE TIERS-MONDE. Bras croisés ou coopération ?

Mai 1989..... Antoine Waechter : "Pour l'avènement d'une société écologiste". Objectifs annoncés : de nombreux élus et une dynamique pour gagner les élections européennes. Objectifs atteints: au lendemain du second tour des élections municipales, les Verts comptent plusieurs centaines d'adjoints et de conseillers municipaux dans les communes de plus de 3500 habitants, là où ils n'en avaient que huit. Le décompte dans les petites communes n'est pas encore fait, mais il devrait révéler de 1000 à 2000 élus écologistes (un peu moins de 300 conseillers sortants). Quant à la dynamique, chacun peut la mesurer. Dans les communes de plus de 3500 habitants, 176 listes étaient présentes (dans 151 communes), douze ont réalisé moins de 5%; soixante-quinze ont obtenu entre 5 et 10% et 89 ont obtenu plus de 10% des suffrages. Quarante-huit listes ont eu des élus dès le premier tour, cinquante et une listes au second tour de manière autonome. Cinquante et une se sont retirées après le premier scrutin du 12 mars 1989 sans donner de consigne de vote et douze ont fusionné. Les Verts ont ainsi renoncé à environ 150 élus supplémentaires, mais ils ont affirmé avec éclat leur indépendance. Quelques politologues déboussolés ont analysé la situation comme un effet de mode. Il faut décidément être aveugle pour ne pas voir la généralisation du vote vert en Europe et son amplification à chaque scrutin. Véritable phénomène de société, il échappe aux influences conjoncturelles et ne peut s'éteindre que dans deux cas de figure : la disparition de l'espèce humaine ou l'avènement d'une société écologiste. Les Françaises et les Français ont toujours marqué leur sympathie pour les écologistes, mais de la sympathie à l'urne le fossé était grand. La campagne présidentielle et la clarification du positionnement des Verts a réduit ce fossé. Les élections cantonales de septembre montraient une réelle progression: 6,8% des suffrages pour les 330 cantons pourvus d'un candidat Vert. En portant cette moyenne à plus de 9% aux élections municipales, les écologistes confirment qu'ils sont en phase ascendante. **Il reste maintenant à placer quatre à six élus au Parlement de Strasbourg.** L'échéance est cruciale : l'assemblée issue des urnes le 18 juin 1989 aura la charge de faire l'Europe de 1993. L'affaire de la chasse aux oiseaux migrateurs (opposition des chasseurs aux directives européennes), l'impasse de la politique communautaire en matière agricole et son impact désastreux sur l'espace rural, pour ne citer que deux exemples, illustrent l'enjeu. Il nous faut arracher quelques résultats concrets immédiats. Les 17% de la liste municipale au Puy-en-Velay devraient conduire le gouvernement à surseoir à l'aménagement de la Loire, les 18% à Istres à annuler le projet de stockage de produits faiblement radioactifs, les 19,6% à Champ-sur-Marne et les 15,8% à Noisiel, la réalisation du Disneyland en région parisienne. L'histoire de l'écologie politique ne fait que commencer. (Antoine WAECHTER)

Mai 1989..... Solange Fernex : "Tout ne fait que commencer". Les Verts peuvent se réjouir de leur succès. La ligne d'indépendance de la droite et de la gauche a été comprise des électeurs, rebutés par les phrases creuses et les combats de chefs, inquiets des ravages opérés sur le terrain par les municipalités de tous les bords. La présence de femmes à parité a été



un atout certain et dont l'effet d'entraînement et de promotion va s'exercer encore longtemps. Andrée Buchmann, conseillère régionale, avec 66% de femmes à Strasbourg, égale les scores de son collègue Antoine Waechter à Mulhouse. **Gagner les élections européennes** : Face à l'Europe dure, froide et calculatrice de l'Acte unique et des marchands, y compris des marchands de canons, face à une Europe violente et destructrice qui écrase le tiers-monde, accepte le chômage et secrète l'exclusion, empoisonne l'air, l'eau, les sols; les Verts veulent construire avec les écologistes de toute la Communauté une Europe des régions, belle, saine, propre, qui respecte notre petite planète bleue et tous ses habitants. Après l'intense activité électorale de cette année, les Verts, dont les positions sont considérablement renforcées, auront à unir toutes leurs forces vives pour infléchir la course destructrice qui fait de notre pays l'un des plus rétrogrades, alors même qu'il s'apprête à célébrer le bicentenaire des Droits de l'Homme. Le premier Droit de la Personne, le plus fondamental, est le droit à la vie. Non, messieurs les politiciens de droite et de gauche, le vert n'est pas un maquillage dont la mode surgit au printemps, notre combat est un combat pour la vie. Et c'est à la défense de la vie que les Verts veulent, comme par le passé, consacrer une énergie décuplée au lendemain de cette échéance historique pour la France: l'installation définitive des Verts dans le paysage politique français. (Solange Fernex)

Mai 1989..... Les Verts, pouvoir et non-violence. Vague verte aux élections municipales, euphorie au 5ème congrès des Verts Européens (plus de 1500 personnes - 20 pays représentés), sondages optimistes pour les prochaines échéances électorales (de 10 à 17%), et demandes d'adhésion de tous les côtés, les Verts et les proches d'Antoine Waechter peuvent se féliciter de l'option d'indépendance, prônée depuis 1986, et dont les fruits sont aujourd'hui apparents. Mais après le 18 juin, date des élections européennes, que se passera-t-il ? Les Verts en se définissant comme un parti non-violent vont devoir assumer la contradiction d'une prise de pouvoir progressive (notamment au Parlement Européen où ils peuvent espérer un groupe parlementaire uniquement écologiste) avec la doctrine non-violente qui privilégie la résolution des conflits sans perdants ni gagnants et la recherche de consensus. Si cette approche non-violente peut se retrouver dans l'acceptation de postes d'adjoints dans des conseils municipaux de gauche ou de droite... que dire de la concurrence entre Verts français et allemands pour être à la tête du groupe parlementaire européen, ou des luttes intestines aux Verts français qui, bien que masquées dans la vague actuelle, continuent d'exister non seulement entre tendances politiques - ce que l'on peut comprendre - mais entre personnes pour essayer d'avoir sa parcelle de pouvoir ? Comment les Verts pourront-ils gérer la volonté d'adhérer d'un grand nombre de sympathisants écologistes de terrain, enfin convaincus de l'utilité d'une structure politique stable, et résoudre l'inévitable entrisme des pires arrivistes ? On peut prévoir - au vue du développement des problèmes environnementaux - une montée progressive de l'électorat écolo. Si les Verts ne trouvent pas une méthode de travail, tant interne qu'externe pour résoudre ces inévitables problèmes de pouvoirs, à quoi cela servira-t-il ? Nous risquons de devenir une énorme baleine verte échouée sur une plage. En mai 81, nombreux étaient ceux et celles qui avaient voté pour la gauche en croyant que le PS allait changer quelque chose ; il ne faudrait pas que dans les années à venir on refasse le même parcours stérilisant. "Silence" a choisi d'ajouter à son sous-titre, aux côtés d'écologie et de non-violence, le terme d'"alternatives". Plutôt que de développer une énorme machine de guerre électorale, les Verts ne devraient-ils pas investir dans la création d'entreprises différentes, mettant en valeur et en pratique les idées que nous défendons ? En décentralisant ainsi le pouvoir à travers de multiples pôles d'intérêt (solaire, papier recyclé, presse, instituts de recherche : voir le programme des Verts !), ne diminuons-nous pas de manière sensible les risques d'un dérapage vers des professionnels de la politique au détriment des bâtisseurs d'une nouvelle société ? (Michel Bernard pour la revue "Silence")

Mai 1989..... La Corse pour l'Europe des régions : A l'ouest comme à l'est, le ton monte chez les Corses, Basques, Bretons, Catalans, Sud-Tyroliens. Irlandais comme chez les Baltes, Arméniens, Serbes, Croates et autres Hongrois de Roumanie. Et on apprend que l'URSS, malgré une certaine de nationalités, ne compte qu'un non-russe parmi les 31 membres du gouvernement central à Moscou ! Le découpage artificiel et autoritaire des frontières, les annexions «manu militari», le nivellement culturel, la domination économique avec des écarts grandissants entre les niveaux de vie du nord et du sud du continent, voilà le lot de nombreux peuples et régions d'Europe. Y remédier devrait être l'un des enjeux de l'élection européenne du 18 juin 1989. L'exemple de la Corse prouve qu'il reste en effet beaucoup à faire. "Le problème existe depuis le XVIIIème siècle". Dominique Ghisoni, membre de la commission internationale de la «Cuncolta naziunalista» parle en militant mais aussi en historien, sa profession. Et il ne manque pas une occasion d'évoquer l'annexion de la Corse "qui fut dure contre un Etat novateur". En effet, dès 1755, vingt-deux ans avant les Etats-Unis, vingt-six ans avant la France, la Corse indépendante adopte une Constitution plus démocratique que ne le seront celle de ces deux pays, et cela dans un pays en guerre, assiégé. La Révolution corse rebondit en 1789 et 1796. Pascal Paoli est encensé par les révolutionnaires français : on le fait revenir d'Angleterre où il était exilé. Hélas, contrairement à ce qui avait été promis en 1791, les terres sont redistribuées à des notables, type famille Bonaparte. Celui-ci sera l'instigateur d'un système colonial avec une répression sanglante jusqu'en 1816 : des centaines de Corses meurent à Toulon, des milliers d'autres sont exilés. Le terme "prendre le maquis" naît à ce moment-là. Entre les deux guerres de 1914 et 1940, un fort mouvement national renaît. La Résistance ce sont 10 000 Corses en armes sur 150 000 habitants, dont Jean Nicoli l'un de ses héros assassinés par les fascistes italiens en 1943. Le sentiment nationaliste persistera, jusqu'à ces derniers temps où «M, Joxe, ministre de l'Intérieur, essaie de gagner du temps», estime la «Cuncolta naziunalista». Plusieurs dizaines de Corses restent en prison, d'autres sont recherchés pour faits politiques ou libérés sous caution (vingt millions de centimes perçus, un «racket judiciaire» selon les Nationalistes), 64 militants «sont pris en otage» (inculpations, contrôles judiciaires). Pourtant l'Etat



français a dû effectuer des concessions : la création de l'Assemblée régionale élue à la proportionnelle, par exemple, qui compte six élus nationalistes : trois pour la Cuncolta dont Léo Battesti, trois pour l'Union du Peuple Corse (UPC) dont Max Simeoni. Deux mouvements qui travaillent de concert pour «décoloniser la Corse ». Qui, en France, connaît cette situation ? Par exemple le clanisme : deux «clans» se partagent le pays, chacun englobant tous les partis, communistes compris. Outre le "vote des morts", aux élections il est, en maints endroits, plus prudent de ne pas passer par l'isoloir et de présenter ostensiblement au président du bureau son bulletin, celui d'un des candidats «investis» par le clan... Celui-ci tente de tout régir : tel employeur métropolitain récemment implanté en Corse était surpris de devoir passer par le clan pour affilier un employé à la sécurité sociale... Copinage, truquage, tout y passe. Seuls les nationalistes font exception à la règle : qu'ils obtiennent 10% ou plus lors des élections relève de l'exploit ! Volontairement sous-développée, l'île voit sa population contrainte à l'exil, comme le montre Francescu Alfonsi, Conseiller Régional UPC et ingénieur à l'AFME, l'un des intervenants au colloque de novembre 1987 à Lyon qui établissait un parallèle entre les situations de Corse, Kanaky et Guadeloupe. De 330 000 habitants en 1914, la population tomba à 160 000 en 1960 : c'est la seule île de la Méditerranée qui s'est dépeuplée et sous-développée, «alors que, du point de vue de ses ressources, elle était la plus armée pour faire face à ses besoins ». Le retard est inquiétant dans tous les domaines : communications internes et externes, maîtrise de l'eau, formation, tissu coopératif agricole, tissu Industriel. L'abandon des activités traditionnelles a favorisé les incendies, détruisant l'environnement naturel. Après 1945, près de 100 000 hectares furent mis à la disposition de gros colons, dont ceux rapatriés d'Algérie. «Le plan de 1971 que nous avons combattu comme plan de déménagement des Corses consacrait les nouveaux principes qui devaient régir la Corse. A savoir une zone de consommation et de captation de devises au profit de l'Etat français par un tourisme hypertrophié et la maîtrise du modernisme par une population extérieure à l'île (pieds-noirs, continentaux). Tout est fait afin de déséquilibrer les échanges : quand la Corse exporte un, elle importe dix» (Francescu Alfonsi), avec notamment la «continuité territoriale» qui incite les grandes surfaces du continent à envahir l'île de produits métropolitains au détriment des productions locales. Ce système bénéficie de 250 millions de francs de subvention annuelle : quarante centimes par kilo transporté; pour les fruits et légumes c'est une catastrophe ! 60% du commerce alimentaire est couvert par les grandes surfaces. Privant l'agriculteur corse de son marché, on tenta de le lancer dans le vin. Mais quand l'Europe contraignit la France à l'arrachage, au lieu du Languedoc-Roussillon (qui était visé par la CEE) sur 35 000 ha on en supprima 20 000 en Corse. Une industrie presque inexistante et un artisanat faible complètent ce sombre tableau. La Corse est un château-d'eau avec un sommet à 2709 m et de la neige en hiver. Or son potentiel hydroélectrique sauvage est exploité à 4% au lieu de 26% dans l'Hexagone et 20% en moyenne en Europe. «Et avec le câble Italie-Corse (câble ICO) la situation est bloquée pour des décennies », ajoute Francescu Alfonsi. Contrainte d'exporter par suite de sa surproduction, EDF vend de l'électricité nucléaire à l'Italie : «Mais celle-ci rechigne à compromettre son indépendance. En négociant l'approvisionnement de la Corse à partir du réseau italien par l'intermédiaire du câble ICO, EDF entend donner des garanties à l'Etat italien afin qu'il accepte des contrats plus importants en volume ». Par cinq fois l'Assemblée corse rejeta l'ICO "jusqu'à ce que, sous la pression de l'Etat, une majorité se dégage pour l'avaliser moyennant quelques concessions subalternes", Francescu Alfonsi. Donc pas de production autonome d'électricité et pas de schéma de maîtrise de l'eau, "avec comme corollaire la menace de sécheresse sur toutes ses productions agricoles de plaine". Et les transports ? Les chemins de fer corses «utilisent un matériel vétuste et inconfortable (autorails Renault d'avant-guerre). Il faut quatre heures entre Ajaccio et Bastia contre 2h 30 par la route. (...) Rien n'est entrepris pour rentabiliser le réseau ferré corse » (Avvene, revue du STC, octobre 1988). La Corse simple zone de consommation, son identité dissoute (évoquons la formule "Défense de parler corse et de cracher par terre" !), son littoral livré aux bétonneurs, voilà le rêve de certains. Les écologistes se trouvent donc au cœur du problème, comme le souligne Norbert Laredo, porte-parole des Verts-Corse. Le mouvement nationaliste est, depuis le début, en pointe contre les pollutions (boues rouges de Montedison, entre autres), les incendies de forêt, la radioactivité (création d'une CRIIRad corse avec le Docteur Fauconnier). Quant au Syndicat des Travailleurs Corses (STC), second syndicat (et parfois premier comme dans l'université de Corte), il met l'accent sur la concordance de vue entre écologistes et syndicalistes d'accord pour condamner les démarches productivistes (Jean-Pierre Arrighi, (Avvene, octobre 1988). Pour la Cuncolta, comme pour l'UPC, l'Europe en gestation peut être l'occasion d'un grand débat et de vraies transformations. Mais, comme le souligne Dominique Ghisoni, «si Ecosse et Catalans vont profiter de l'Europe pour acquérir plus d'autonomie grâce à une riche bourgeoisie locale, la Corse, à base plus populaire devra miser sur un développement alternatif et autocentré ». Dans ce cadre, les mouvements corses cherchent le contact avec les écologistes de l'Hexagone et d'autres pays européens, avec les autres îles de la Méditerranée et les mouvements autonomistes d'autres pays d'Europe, ainsi qu'avec les DOM·TOM. Tous se retrouvaient l'été dernier, devant plusieurs milliers de personnes, aux Journées internationales de Corte, Ce n'était pas un hasard : Charles Pasqua ne déclara-t-il pas un jour «la défense de Bastia passe par Nouméa » ? A croire qu'il existe une relation entre le non ou le mal développement de la plupart des possessions françaises d Outre-Mer.

Ch4- 22, vlà les chasseurs qui débarquent !

EUROPEENNE 1989



Mai 1989..... Elections européennes : création d'une association de soutien aux chasseurs, le CPNT. Jean-Pierre Lalitte, président de la FDC (fédération départementale de chasse) du Cantal et vice-président de l'UNDCTF a annoncé qu'il venait de créer une association "chasse-pêche-traditions-nature" (CPNT). Son but est de réunir en vue des élections européennes de juin prochain tous ceux préoccupés au niveau de l'Europe par la défense de la chasse et de l'environnement. Cette structure espère rassembler dans les semaines à venir de nombreux chasseurs, pêcheurs, mais aussi des agriculteurs, des sportifs de renom et des responsables des différents milieux socio-professionnels. Cette association de soutien serait une première étape à la constitution d'une liste chasse aux européennes. « Cette liste, a indiqué Jean-Pierre Lalitte, n'a rien d'une lutte contre les partis politiques puisque chaque chasseur a son propre parti. Elle veut combattre à la fois le parti pris et l'intolérance de groupuscules aux décisions européennes, cela pour l'avenir d'une Europe fraternelle ».

Mai 1989..... Les chasseurs de Dordogne pour une liste chasse au Parlement européen : Les 1200 délégués des 36 000 chasseurs du département venus à l'assemblée générale de la fédération de la Dordogne ne s'attendaient peut-être pas à être mis au courant d'un aussi grand projet les concernant. Un projet destiné à défendre l'exercice de leur sport, menacé par les directives de la Commission de Bruxelles. Ces directives, ils les connaissent puisque en février, ils se sont rassemblés par dizaines de milliers dans les rues de Périgueux pour manifester leur mécontentement. C'est le président André Goustat qui, au terme du rapport de gestion qu'il venait de présenter, posa la question suivante: « Etes-vous d'accord, pour que nous présentions une liste de candidats, toutes opinions confondues, aux élections européennes en juin prochain ? ». L'impact sur l'assemblée fut immédiat. Aussi n'eut-il pas besoin d'attendre longtemps pour connaître l'avis de son auditoire. Quelques courtes questions posées par des délégués et à l'unanimité moins quatre abstentions et une voix contre, le projet fut adopté. Pour en savoir davantage, nous avons interviewé le président Goustat dès la fin de la réunion. - Pourquoi une liste de chasseurs aux prochaines élections européennes ? - André Goustat : « Je crois que, ce matin, au cours de l'assemblée, la démonstration a été faite. Les chasseurs ne sont pas satisfaits, ne font plus confiance aux hommes politiques pour les défendre. Ils souhaitent vraiment que leurs intérêts soient défendus à Strasbourg par des chasseurs authentiques. - Quelles seront les composantes et les tendances politiques de cette liste ? - Il n'y aura pas de composante, ni de tendance politique. Ce sera une liste de chasseurs et nous ferons en sorte que ce soit d'authentiques défenseurs des chasseurs qui soient présents, toutes opinions ou conceptions philosophiques confondues. - Vous y adjoindrez aussi des agriculteurs ? - Nous souhaitons y associer tous ceux qui sont ennuyés par Bruxelles, c'est-à-dire chasseurs, pêcheurs, agriculteurs, etc. - Comment financerez-vous cette liste ? - Ce matin, les chasseurs ont tous dit, sur les 1200 délégués présents dans la salle sauf quatre qui se sont abstenus, qu'ils étaient d'accord pour qu'au niveau de leurs associations, ils lancent une souscription tout de suite, d'un minimum de 10 F par chasseur, pour financer la liste des chasseurs aux européennes. - Vos élus se joindront-ils aux écologistes, aux verts ? - Nos élus se joindront certainement aux verts lorsqu'ils défendront la nature, mais ils seront contre eux quand ils frapperont sur la chasse. - Pensez-vous ainsi faire revenir le Parlement européen sur ses décisions ? - Je crois que le Parlement, lui, n'a pas de pouvoirs directs en ce qui concerne les directives européennes, c'est la commission qu'il faudra faire revenir sur ses décisions. Nous avons espoir parce que je crois que nous avons fait une démonstration de force et nous allons la poursuivre. Nous pensons avoir des élus.



2 mai 1989..... Les chasseurs en tenue de campagne : Attention, les chasseurs sortent du bois. Réunies samedi 29 avril à Bordeaux, dix-sept fédérations départementales du grand Sud-Ouest et de la Somme ont annoncé la constitution d'une liste autonome "Chasse, pêche, environnement" à l'occasion des prochaines élections européennes. Après les imposantes manifestations de février et mars (près de 100 000 chasseurs à Périgueux, 30 000 à Marseille et Amiens), les chasseurs entendent ainsi montrer leur défiance vis-à-vis des formations politiques coupables à leurs yeux de n'avoir montré que peu d'enthousiasme à la défense de leurs intérêts. « Il faut voir les comptes rendus des travaux en commission. Les hommes politiques qui devaient nous représenter ont en fait brillé par leur absence », affirme André Goustat, président de la fédération des chasseurs de la Dordogne. « Nous avons pourtant essayé de placer un représentant des chasseurs sur chaque liste, mais les négociations ont échoué. » Autre préoccupation des chasseurs : ne pas laisser la place libre aux écologistes. Ils semblent excédés par l'opposition systématique de ces derniers à leur égard. Dernier avatar en date, l'abolition de la chasse à l'arc obtenue par la très verte Ligue française des droits de l'animal. « Nous ne sommes pas contre les écolos mais quand on nous attaque, on se défend », affirme André Goustat. « Nous ne pouvons être anti-écologistes puisque nous investissons et défendons les milieux naturels. » La composition définitive de la liste devrait être connue avant la semaine prochaine. Elle comporterait des représentants des chasseurs et des pêcheurs mais aussi certains sportifs de renom appartenant aux milieux du rugby et du cyclisme notamment. Fort du soutien du puissant lobby de la chasse en France, André Goustat, qui devrait diriger la liste le 18 juin prochain est résolument optimiste: « Nous devrions obtenir 5 à 6% des voix. » Malgré le fait que les fédérations départementales regroupent près de 2 millions d'électeurs potentiels et les pêcheurs plus du double, le défi des 5%, score qui permettrait l'élection d'élus, semble néanmoins difficile à tenir.

4 mai 1989..... Quand sort le journal "Politis", Jean-Marie Tjibaou est en principe vivant : "Tjibaou choisit Waechter". Tjibaou candidat aux européennes ? Peut-être et peut-être pas là où on l'attend, Les animateurs de la gauche des quatre départements français d'outre-mer (Guadeloupe,



Guyane, Martinique, la Réunion) redoutent les effets négatifs du grand marché. Aujourd'hui, même frappées d'une taxe en théorie dissuasive, les exportations en provenance d'Europe sont quatre fois supérieures au total des exportations des DOM vers le continent. La suppression de toute protection fiscale qu'implique l'acte unique pourrait ruiner une industrie locale déjà extrêmement fragile. Constatant que son représentant Yves Dalleau, de la Réunion, ne figure qu'en 27^e position sur la liste Fabius, les alliés des socialistes dans les DOM menacent de constituer une liste pour faire valoir leurs intérêts spécifiques lors de la campagne européenne. Aimé Césaire, député apparenté PS de la Martinique, et Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais, animent cette fronde. Ils souhaiteraient associer à leur combat Jean-Marie Tjibaou, en lui confiant la tête de liste. Contacté, ce dernier a fait savoir que sa préoccupation fondamentale résidait dans l'indépendance de son pays et que l'Europe était bien loin du Pacifique. Il a cependant précisé que la liste qui recueillerait ses

suffrages serait celle d'Antoine Waechter. En effet, les Verts sont les seuls qui réclament l'arrêt des expériences nucléaires dans le Pacifique, vieille revendication des indépendantistes kanaks. Le tout est formulé sur le ton mi-sérieux mi-ironique qui caractérise Tjibaou. Enfin, Antoine sondera peut être le terrain... Pour ceux des DOM, aucune décision définitive ne sera prise avant la mi-mai. Claude Cheysson, troisième sur la liste Fabius, a été chargé d'entretenir le dialogue. Les termes de la négociation sont simples. Les responsables des îles souhaitent préserver un système fiscal protecteur, tout en bâtissant un réel plan de développement de l'économie. Ils attendent de leurs homologues français que leur dossier soit plaidé à Bruxelles et que la Commission accepte une dérogation. Côté PS hexagonal, évidemment, on souhaite trouver une solution. Le 18 juin, pas une voix ne doit manquer à l'appel.

4 mai 1989..... Assassinats de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené, responsables du FLNKS, en Nouvelle-Calédonie sur l'île d'Ouvéa lors d'une cérémonie rituelle. L'assassin est un extrémiste canaque qui est abattu par un garde du corps. Il était alors question que Tjibaou soit candidat aux européennes, et c'est la liste des Verts qui recueillait ses suffrages.

5 mai 1989..... Ecologie - Avec 12 ou 13% d'intentions de vote aux élections européennes, les écologistes posent un sérieux problème à la gauche : les trois quarts d'entre eux, en effet, ont choisi François Mitterrand à l'élection présidentielle. Dès lors, parmi les trois hypothèses possibles - force politique autonome, tendance du PS, puissant lobby - quant à l'avenir du mouvement écologiste en France, on voit bien celle qui aurait la préférence des dirigeants socialistes. Jacques Julliard « Le Nouvel Observateur » du 13 avril) va un peu loin quand il analyse la percée des Verts comme étant la naissance, à la place du

communisme, du socialisme et du syndicalisme, de la "première force anticapitaliste" de notre pays. Julliard a, pourtant, raison sur un point essentiel. L'écologie constitue probablement, au-delà de la réaction aux dégâts industriels, une tentative de transformation des rapports sociaux, une volonté de changer la politique. Mauvais réflexe, en revanche, chez certains socialistes qui reprochent aux Verts leur volonté de s'organiser de façon indépendante, sous le prétexte qu'ils n'apporteraient pas de réponse à toutes nos difficultés économiques ou sociales. Que le mouvement écologiste ne définisse pas immédiatement, qu'il ne définisse même pas demain, de position sur la TVA européenne, l'âge de la retraite ou le statut des bouilleurs de cru, est-ce réellement inadmissible ? Au nom de quoi, d'ailleurs, un mouvement politique ne pourrait-il se construire que, d'emblée, sur une vision totale de la société ? Sans doute la politique reste-t-elle l'art de diriger la Cité - la

Election des représentants au Parlement Européen (18 juin 1989)

LES VERTS - EUROPE ECOLOGIE

Pour une Europe des régions et des peuples solidaires



En 1974, René Dumont lançait un cri d'alarme. Aujourd'hui, la crise écologique est une évidence universellement reconnue. Négliger la disparition des forêts, la destruction de la couche d'ozone, les risques accumulés par notre technologie ou la misère des peuples du Tiers-Monde, c'est compromettre l'avenir de nos enfants.

Avec l'enlaidissement de nos paysages, la pollution de nos fleuves, l'asphyxie de nos villes, l'abandon de nos campagnes, l'affaiblissement de nos identités régionales, l'émergence d'une nouvelle pauvreté... la crise écologique imprègne notre vie quotidienne.

Notre ambition est de réconcilier notre civilisation avec la Terre qui nous porte.

L'Europe est un enjeu capital : elle vous apportera le pire ou le meilleur selon la couleur que vous donnerez au Parlement européen.

Vous nous avez fait confiance lors des dernières élections. Dans les conseils municipaux, les élus Verts sont déjà au travail.

Le 18 juin, le scrutin proportionnel vous permettra d'avoir des députés écologistes au Parlement européen. Donnez vous, donnez nous les moyens d'être efficaces.

Antoine Waechter

VOTEZ LES VERTS



Cité dans tous ses aspects. De ce point de vue, le mouvement écologiste n'est pas mûr, et l'attitude radicale qu'il adopte dans le domaine de la défense ne le rapproche pas de l'objectif. Qui prétendrait aujourd'hui que l'action humanitaire ne s'apparente pas à la politique étrangère d'un pays, n'est pas une facette de la politique étrangère conçue autrement ? De la même manière, l'écologie, en gênant les structures traditionnelles, en les culpabilisant, fait évoluer la politique, l'oblige à une autre conception. Peu importe qu'il faille, ou non, en passer par ce qui ressemblerait à un parti sans avoir tout à fait le goût d'un parti. De la droite à la gauche, décidément, les rénovateurs ne plaisent guère. (Editorial de Yann de l'Ecotais dans l'Express).

5 mai 1989..... Alain Richard : Waechter s'égare. Député du Val-d'Oise, rapporteur général du Budget, le rocardien Alain Richard, 43 ans, refuse catégoriquement de céder à la mode écologiste. Q L'Express: Beaucoup de socialistes souhaitent l'ouverture d'un dialogue avec les Verts... R Alain Richard: Moi, je souhaite d'abord qu'on dise la vérité à leur propos. Les Verts ont eu des voix, lors des derniers scrutins: 8% en moyenne. J'ai l'impression qu'ils ont aussi «eu des voix» à la façon de Jeanne d'Arc, à Domrémy : ils croient avoir reçu du peuple de France l'appel à former un parti, un vrai. Q: - Vous leur refusez ce droit ? R: Pas du tout, mais je n'aime pas le flou. Que constate-t-on ? Les écologistes esquivent les questions qu'on leur pose et débitent les réponses qui les arrangent. Ils organisent leur direction en circuit fermé et, par exemple, font sortir d'un chapeau des listes de candidatures européennes toutes faites. Ils passent plus de temps à démolir les autres partis qu'à argumenter en faveur des réformes qu'ils proposent eux-mêmes. Ils brandissent l'excommunication... Q: C'est une exécution sommaire ! R: Non. Je dis simplement qu'ils ont réalisé le plus gros du travail pour entrer au club des «appareils verticaux ». Leur soif de proportionnelle, si elle était satisfaite, ferait le reste. Ils ne sont pas «à part» : ils ressemblent déjà beaucoup à ceux qu'ils stigmatisent ! Q: Il n'y a, à vos yeux, rien à sauver dans leur démarche ? R: - Qu'est-ce que la démocratie peut gagner, en France et en Europe, au développement d'un parti protestataire de plus, centré sur une seule question de société au détriment de toutes les autres ? Le sens de leur protestation est reconnu comme positif par tout le monde. Mais qui ne voit que, «au service de la cause », comme on dit, la recherche d'efficacité dans la concurrence avec les autres partis entraîne les Verts dans une démarche purement politicienne ? On a déjà entendu à satiété les écologistes proclamer : «Tous les politiques sont pareils. » Ne s'agit-il pas du décalque du slogan trop connu de la propagande communiste : «Tous complices », prélude au «Tous pourris » des droites populistes d'hier et d'aujourd'hui ? Q: Quel jugement portez-vous sur Antoine Waechter ? R: Sur la personne, aucune réserve; sur la démarche politique, il aura du mal à rester «authentique », s'il continue d'ignorer que près des trois quarts de ses propres électeurs, le 8 mai 1988, ont voté François Mitterrand au second tour, malgré son curieux mutisme face à ce qu'eût représenté une présidence Chirac. Antoine Waechter ne gagnera pas à fabriquer une fausse symétrie. Qu'il médite l'exemple d'Andrée Buchmann, à Strasbourg : aux municipales, elle n'a pas voulu choisir entre Catherine Trautmann et Marcel Rudloff. Apparemment, elle préférerait six ans de plus de municipalité RPR-UDF à six ans de gestion rénovatrice et progressiste. Eloquent... Q: Pourtant, tous les sondages concordent : les Verts devraient obtenir un très bon résultat aux élections européennes, le 18 juin ! R: Ils brandissent le thème de la «bande des quatre » et exposent de stimulantes généralités sur le désarmement, le développement «autrement », le partage du travail. Ils vont caracoler, le temps de la campagne. Sans avoir à nous expliquer, d'ailleurs, ce qu'ils voteront ou ne voteront pas au Parlement européen, puisque celui-ci n'exerce pas de pouvoir de décision sur les choix fondamentaux de la société européenne. Ils auront, pour un bref printemps, les avantages d'être un parti sans en avoir les inconvénients. S'ils obtiennent un bon résultat, expression de sensibilités et de protestations diverses, ils affirmeront mordicus que leur grand parti est lancé. Il faudra pourtant que les Verts nous disent s'ils sont pour ou contre des choses très «modestes », comme la consolidation financière de notre protection sociale, la réorganisation des pouvoirs d'aménagement dans la région parisienne, la nouvelle orientation de l'Education nationale et quelques autres «brouilles» - par exemple, les trois budgets qui prépareront 1993. Je crois que, par rapport à une démarche réformiste, concertée, de changement social. le lancement fracassant d'un parti vert ne serait, pour paraphraser Clausewitz, que la poursuite de la politique politicienne par d'autres moyens.

6 mai 1989..... M. Waechter : «la main tendue ». M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, en faveur desquels Jean-Marie Tjibaou s'était prononcé pour les élections européennes, a salué "un homme de valeur, un homme de paix," qui avait eu le courage de "rompre le cercle infernal de la violence et tendre la main à son adversaire". "Ceux qui, aujourd'hui, refusent la main tendue de Yasser Arafat ne devraient pas oublier cette tragique leçon : les volontés de dialogue tiennent parfois à de fortes personnalités qui s'engagent au péril de leur vie ", a déclaré M. Waechter.

9 mai 1989..... M. Brice Lalonde refuse de choisir entre la liste du PS et celle des Verts : Interrogé dimanche 7 mai lors du "Grand Jury RTL-le Monde", M. Brice-Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a refusé de choisir entre les listes en présence aux élections européennes : «Je suis indépendant, a-t-il dit, et j'attends de voir les programmes (...). Partout, il y a des manques. Je suis légèrement inquiet des surenchères d'ordre écologique (...). M. Fabius a déjà organisé, en tant que président de l'Assemblée nationale, des réunions sur l'écologie, ce qui montre l'importance qu'il lui accorde (...), mais je trouve que devraient figurer sur la liste un peu plus d'écologistes. » Comme on lui demandait si, en n'appelant pas à voter pour la liste conduite par M. Fabius, il n'avait pas l'impression de rompre la solidarité gouvernementale, M. Lalonde a répondu : "C'est comme ça". S'agissant des Verts, le ministre a eu cette réponse : «Je suis un peu inquiet d'une dérive des Verts, notamment dans le domaine de l'environnement, où il y a un côté un peu contestataire (...). Il ne faut pas que les Français croient que c'est un retour en arrière (...). Sur le plan de la politique, je ne voudrais pas que s'opère une dérive



gauchiste, extrémiste, du Parti des Verts, car cela découragerait beaucoup de Français (...). Chez Waechter, il y a un petit côté "Ah, qu'elle était bonne la civilisation agricole !" (...) M. Waechter m'inquiète un peu car il se prononce contre l'Europe." Interrogé au même moment au "Club de la presse d'Europe I", M. Waechter a répondu que les Verts "sont pour l'Acte unique, à condition que, préalablement, soient harmonisées un certain nombre de normes et de règles dans les domaines de l'environnement et du social". Selon lui, les Verts ne sont pas contre la constitution d'une Europe de l'économie, pourvu que cette économie soit "au service de la personne". Interrogé le même jour au "Forum RMC", Daniel Cohn-Bendit, actuellement conseiller municipal de Francfort, a annoncé qu'il allait se présenter sur une liste des Verts en Italie. "Mais, a-t-il dit, c'est une candidature symbolique. Je n'ai aucunement l'intention de siéger".

10 mai 1989..... Les Verts présentent leur liste européenne "pour une Europe des régions et des peuples solidaires". La liste comprend 33 femmes (sur 81 places), 20 personnalités d'ouverture non vertes et la moyenne d'âge est de 42 ans. Voici le texte d'introduction à la conférence de presse de présentation de la liste Verte : Les écologistes sont européens lorsqu'il s'agit de l'Europe de la solidarité, des peuples et des régions, des défis planétaires et de la paix. Ils sont inquiets lorsque l'Europe se réduit au marché unique, c'est-à-dire à sa logique économiste. Les disparités entre les différents pays de la communauté sont telles que la compétition intra-communautaire se traduira par une montée du chômage et un lourd tribut pour la nature, les paysages, les cultures et l'environnement, si nous ne modifions pas l'ordre des choses. Le nuage radioactif de Tchernobyl contaminant tout le continent ou la pollution du Rhin qui implique cinq pays riverains ont montré que la protection de l'environnement ne supporte pas les frontières. Tous les Européens sont solidaires lorsqu'il s'agit de l'atmosphère, des mers et des fleuves, des oiseaux migrateurs. L'avènement de la voiture propre, toutes cylindrées confondues, dès 1991, un vaste programme de protection des nappes d'eau souterraines et des écosystèmes fluviaux, la maîtrise de l'urbanisation, notamment sur le littoral, dans la montagne et dans les régions à forte densité de population, la création d'une législation européenne de protection des paysages, des milieux naturels et des espaces de valeur internationale, la réhabilitation de la mer du Nord et de la Méditerranée, la réduction, la neutralisation et la valorisation des déchets ménagers et industriels, constitueront des programmes prioritaires. Nous chercherons à promouvoir une stratégie européenne de réduction du transport routier, dont la responsabilité dans l'asphyxie des villes, l'effet de serre, la consommation d'énergie et le massacre de nos paysages est considérable : transfert sur le rail, développement des transports ferroviaires et des nouvelles technologies de communication, aménagement du territoire favorisant une répartition équilibrée des personnes et des activités. Nous entendons développer une politique de l'énergie à deux objectifs : l'abandon du nucléaire et l'abaissement global de la demande énergétique, en misant essentiellement sur la relance des économies d'énergie dans tous les secteurs (transport, industrie, agriculture, locaux) et le développement des énergies renouvelables. La politique agricole commune, qui vide nos campagnes et pollue les eaux et les sols devra être revue. Elle sera adaptée aux réalités de chaque région : * Substitution aux quotas d'un contrat de production avec garantie de prix assurant un revenu suffisant à l'agriculteur ; * Réforme de la fiscalité foncière et de la protection sociale pour permettre l'extensification dans les terroirs à faible productivité, dans les zones inondables, les marais et au-dessus des nappes phréatiques. * Orientation vers des productions de qualité, et notamment développement de l'agriculture "biologique". Cette démarche s'inscrit dans une volonté de sauvegarde de l'espace rural, avec l'organisation de solidarité entre les villes et les campagnes, entre les régions fortes et les régions faibles. L'Europe peut dégager des marges d'autonomie économique plus facilement que les pays membres. La réduction de la durée du travail, la réforme de la protection sociale, l'amplification des moyens de lutte contre les pollutions, ne se heurteront plus à l'argument de la compétition des entreprises. Car l'Europe doit être le moyen d'atténuer les effets néfastes de la compétition économique, en adoptant des règles communes en matière de normes anti pollution, de durée du travail, de protection sociale, des règles alignées vers le haut. Nous entendons faire de l'Europe le laboratoire d'un nouveau modèle de développement, compatible avec les équilibres de la planète et l'épanouissement des personnes. Notre logique est celle du partage du travail et des revenus. Par son poids économique et politique, l'Europe sera plus efficace que chacun des pays pris isolément pour contribuer au développement du Tiers-Monde, freiner la démographie mondiale, faire face aux menaces qui pèsent sur la planète (effet de serre, déforestation tropicale...) et faire respecter les droits de la personne humaine. L'institution européenne doit résolument relever les grands défis planétaires de cette fin de siècle, en mobilisant des moyens financiers et diplomatiques. Enfin, l'Europe doit être un acteur au service de la paix, qui fut sa première ambition. Elle doit contribuer au désarmement, et notamment à la disparition des armes atomiques, chimiques et biologiques. Elle servira la paix en favorisant l'émergence de la démocratie à l'Est, en s'engageant dans la réduction des déséquilibres Nord-Sud et la résolution de la crise écologique, qui est la vraie menace aujourd'hui. La construction européenne ne doit pas se traduire par une fusion des cultures régionales dans un moule culturel unique. La nécessité pour le parlement de Strasbourg de dégager un véritable pouvoir législatif ne doit pas éloigner le centre de décision des citoyennes et des citoyens. Des régions plus autonomes, dotées de pouvoirs réglementaires, espaces où s'enracinent l'identité des peuples, constitueront la trame institutionnelle de l'Europe. Critiques et inquiets face au marché unique, face à l'Europe des capitaux et, des marchands, les Verts affirment leur volonté de construire l'Europe des régions et des peuples solidaires.

10 mai 1989..... Le Canard Enchaîné : "Brice Lalonde perd-ses-Verts". La sauce verte est à la mode. Et tant mieux : on lui trouve bon goût. Mais tout de même ! Vous avez un pépin ? Vous tombez sur un os ? Hop ! trois gouttes de coulis d'écologes. C'est l'huile de sésame-ouvre-toi des temps modernes. A force d'en fourrer dans tous les plats, quelles drôles de coloration elle prend ! On finit par se demander si elle a grand chose à voir avec le produit d'origine. A la base, la bonne



pâte Waechter, une espèce de soupe où nagent des grumeaux divers, hétéroclites, pas toujours solubles dans les eaux polluées de la politique. Lui-même, l'Antoine, à l'entendre dimanche soir au «Club de la presse» d'Europe 1, représenterait plutôt le courant sopo-écolo. La langue de bois, il connaît. D'ailleurs, le bois, c'est écolo. C'est le chantre d'un soup-opéra confus, où pataugent, parmi des babas cool aux idéaux fins comme du gros sel, des grosses légumes locales en robe des champs, assaisonnées de vieux gamins prolifiques aux visages herbues. Mais enfin ces fans de la fane de carotte poussent comme du chiendent : ils comptent pouvoir prendre 9 à 12 couverts à l'auberge espagnole du Parlement européen de Strasbourg, le mois prochain. En face, honni, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat jugé crapuleux par les naturalistes scrupuleux : un ministre environ de l'Environnement. Ils lui reprochent de jouer les planétaires pour mieux oublier les problèmes hexagonaux. Ils l'ont hué et sifflé ce week-end à Bordeaux, au cours de leur 21e Congrès, mettant en garde les vrais Verts, durs et drus, ceux du cru qui ne prennent jamais de cuite, contre "ceux qui s'introduisent par le trou de l'ozone sur des listes que nous ne maîtrisons pas". Ah ! le culte de ce trou - qu'il ne faut pas confondre... A travers ce trou-là, c'est du côté des Fabius qu'il convient, semble-t-il, de lorgner, soupçonnés qu'ils sont de vouloir procéder à des cueillettes de voix sauvages sur les branches verdoyantes... Il a eu beau, Brice, sortir de sa poche quelques grigris: l'annulation d'une ligne à haute tension entre la France et l'Espagne; la création, après le parc naturel de Guadeloupe, d'un autre, au mont Blanc; l'appui par la France d'une résolution visant à interdire tout à fait avec la chasse à l'éléphant, le commerce de l'ivoire - les chlorophiles pur teints n'avaient en bouche que la protection des tourterelles -, et de faire le mur contre le barrage de Serre-de-la-Fare, cette grosse baignoire qui, pour mieux bétonner le cours de la Loire, noierait toute une vallée, jetant l'enfance des prairies avec l'eau du grand bain. Cela coule de source. Quoi? Brice approuverait ? Fleuve au fusil, les pacifistes sont partis en guerre contre lui... Menant leur guérilla entre les frangins ennemis, n'oublions pas dans le tableau les Verts teintés de rouge, façon sauce tartare : les écolos-cocos. Ce lundi, ils ont frappé deux grands coups dans «L'Huma ». La première fois, en page 4, «Economie et luttes », pour clamer contre "le déclin des capacités nucléaires françaises" sous prétexte d'une "crise de surcapacité obligeant à des restructurations de taille". Bien au contraire, tonne vertement «L'Huma », "la réponse aux besoins nationaux en énergie implique la relance de l'équipement nucléaire" ! Qui est, c'est évident, écologique. Mais c'est pour aussitôt, re-vert de la médaille, s'en prendre en dernière page à Waechter, pourtant premier sur les gradins à épier les cris du rad : dans sa rayonnante causerie contre les rayonnements, à la radio, le futur député, tout obsédé de nucléaire civil, a, paraît-il, omis de condamner Mururoa et ses engins explosifs. Sans vouloir prendre sa défense, même nationale, on peut dire, il me semble, que la chose allait de soi, et que les rouges cherchent là à l'Alsacien une querelle d'Allemand. Il aura fallu toutefois «Libé» du même jour pour prendre la mesure des problèmes auxquels les collègues de Brice s'attellent dans les hautes sphères ozonées. Loin de la zone infime des salades bio des Papets 68, ils en sont bel et bien à l'écologico-business, Après l'affaire Greenpeace, vive les affaires green-biz! C'est, nous dit-on, "Le grand boum du business vert". Allez vous étonner que Lalonde ait traité ses copains archéo-écologues d'«orphelins du marxisme qui attendent l'autobus de la Révolution » ! Planétaires de tous les pays, unissez-vous ! Envolez-vous, mes tourterelles, "pour la premières fois dans l'histoire de la lutte contre la pollution, des gouvernements envisagent de consacrer d'énormes budgets à l'environnement, C'est le cas des Pays-Bas, de Taiwan et de la Californie. Première conséquence de ces investissements : le développement des éco-industries, aussi internationales que rentables. La course est ouverte pour les firmes qui attaquent ce nouveau gisement de croissance"... Des mines d'air pur à ciel ouvert ! Des gisements d'eau claire ! C'est vrai, c'est la révolution ! En somme, jusqu'à présent, le dilemme était simple : le progrès, avec l'effet pervers des pollutions - ou rétro-pédalage. l'histoire à l'envert. Désormais les éco-industries seront rentables. On aura le bio-beurre - et l'argent du beurre. Comment se fait-il, dans ces conditions, que le budget du ministère de l'Environnement, pour l'année qui vient, soit inférieur de 60%, en francs constants, au montant qu'il aurait atteint en 1975 - ce qui fait de Lalonde, l'homme qui perd-ses-verts, la risée de ses petits camarades ? Chevènement n'a tout de même pas autant à se plaindre ! Et si, justement, Chevènement expliquait la part de Brice si réduite ? Si l'on ne pouvait à la fois fabriquer des majestueux porte-avions comme le «Charles-de-Gaulle» (coût prévu : 13,9 milliards de francs), des avions Rafale en rafales, des chars Leclerc comme s'il en pleuvait au clair de lune et de l'éco-business ? Si l'on ne pouvait avoir à la fois le beurre, l'argent du beurre, plus des canons ? Ce qui fait de nous les derniers en Europe dans la course au pot d'échappement catalytique. A moins, évidemment, de confier chez nous cette industrie naissante à l'armée. Un protocole d'accord a bien été conclu entre l'armée et l'Education nationale pour refiler à celle-ci des enseignants kakis surnuméraires : pourquoi pas le troufion écolo? Le soldat gazouilleur. le soldat gazonneur, le soldat catalyseur, le soldat laboureur ? Il y a si peu de différence entre vert et kaki... Là, le budget de Lalonde deviendrait vraiment explosif.

10 mai 1989..... L'Union des fédérations de chasse, qui a fait le tour des fédérations, décide de ne pas présenter de liste «Chasse » aux élections européennes. Le lendemain, Le président de l'Union des fédérations de chasse prend acte de la constitution d'une liste «Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT)» par certains présidents de fédérations. L'Union fait preuve d'une «neutralité bienveillante ». Il s'agit de créer un lobby chargé surtout de défendre l'exercice de la chasse, menacé par les directives de la Commission de Bruxelles. On défendra aussi des loisirs populaires comme la tauromachie. On met en avant la lutte contre les divers mouvements écologistes.

11 mai 1989..... Trente-trois femmes sur la liste des «Verts » : En 1992, tous les élus écologistes céderont leur place à Strasbourg à leurs suivants de liste pour permettre une rotation des postes. "Les Verts-Europe-Ecologie: pour une Europe des régions et des peuples solidaires". Tel est l'intitulé de la liste conduite par Antoine Waechter aux élections du 18 juin.



Sur cette liste, rendue publique hier, seule la 77e place n'a pas encore été attribuée. Les "verts" s'accordant un temps de réflexion avant de choisir la personnalité d'ouverture qui viendra sous peu rejoindre leur équipe. Formation "différente", voulant "pratiquer la politique autrement", les "Verts" ont établi une régie du jeu fort originale. Au 1er janvier 1992, tous leurs élus européens démissionneront de leurs mandats pour céder leurs sièges strasbourgeois aux suivants de listes. Une telle pratique assure "la continuité" et "la formation des militants", explique Antoine Waechter. Quant à la liste, elle ne manque pas moins d'originalité: elle sera sans doute la plus féminine de toutes. Y figurent pas moins de trente-trois femmes. Solange Fernex, qui a conduit les écologistes aux élections européennes de 1979, est en seconde position. Derrière elle, toutes les places paires éligibles sont réservées au "deuxième sexe". La moyenne d'âge est de quarante-deux ans. "Notre liste est la plus jeune, et aucune liste rénovatrice n'aurait pu la concurrencer", s'est félicité Antoine Waechter. Augmentant cette moyenne, l'octogénaire René Dumont, le père fondateur de l'écologie à la française, candidat à l'élection présidentielle de 1974, ferme la marche en 81e position. Vingt "personnalités d'ouverture" ont été retenues. Max Siméoni, le secrétaire général de l'"Union du Peuple Corse", à la troisième place, représente les intérêts des régionalistes. Se déclarant «en accord avec tous les grands principes des écologistes», il veut être le porte-parole de toutes les sensibilités autonomistes et indépendantistes qui se manifestent sur l'île de beauté. Une fois élu au parlement de Strasbourg, il abandonnera, "pour des raisons pratiques", son mandat de conseiller municipal de Bastia, mais continuera de siéger à l'assemblée régionale et au parlement de Strasbourg. Il sera la seule personne non touchée par la rotation du 1er janvier 1993. Djida Tazdait, en huitième place, compte, elle, plaider la cause des enfants issus de l'immigration. Celle qui, comme l'indique son curriculum vitae, a été élue par le journal Marie-Claire "femme de l'année 1986", avec Cary Aquino et Simone de Beauvoir, est une candidate particulière. Elle n'est pas française et donc non éligible. Un problème qui ne semble pas insurmontable à Mlle Tazdait. Elle assure que Claude Evin, le ministre de la Solidarité, par décret, lui attribuera sous peu la nationalité française. Comptons donc sur le ministre socialiste pour être agréable à des écologistes qui mordent sur l'électorat du PS. Parmi les autres personnalités d'ouverture, on note la présence de Simone de Bollardière, veuve du général du même nom, et adhérente du "mouvement pour une alternative non violente". La comédienne Mylène Demongeot participe également à cette aventure. Sa camarade Anémone et le photographe Henri Cartier-Bresson ne figurent point sur la liste des "verts", mais les soutiendront dans leur campagne européenne.

11 mai 1989..... Les Verts présentent une liste melting pot pour l'Europe : Antoine Waechter a dévoilé hier sa liste pour le 18 juin. Aux côtés des candidats de stricte obédience écolo, figurent des militants régionalistes, naturalistes, tiers-mondistes. Un parti pris «d'ouverture» que symbolise notamment le militant corse Max Siméoni, en position éligible. "Non, les écologistes ne sont pas anti-européens". Antoine Waechter a trop entendu dire le contraire : avant de présenter la liste des Verts, avant même d'exposer leur programme pour l'Europe, le porte-parole national tenait à mettre les choses au point. Sur les quatre-vingt-une places de la liste, vingt ont été attribuées à des représentants «d'ouverture» (des militants naturalistes, tiers-mondistes, régionalistes, du monde coopératif ou des médecines douces), deux ou trois de ces personnalités «d'ouverture» pourraient rejoindre Strasbourg. Parmi eux, Max Siméoni, secrétaire général de l'Union du peuple corse, presque assuré de devenir député européen étant en troisième position. Grâce à cette alliance, explique Max Siméoni, les Corses ont enfin l'espoir de s'insérer dans la construction européenne. «Je représente ici toutes les composantes corses, et aussi tous les mouvements régionalistes de France.» C'est sans doute pour cette raison que Max Siméoni sera le seul parlementaire Vert européen à ne pas céder, en 1991, son poste de député à son attaché parlementaire, en vertu du principe de rotation adopté par les écologistes. La seconde candidate d'ouverture a donné quelques sueurs froides aux Verts : lorsqu'elle a été choisie, le 22 avril, pour occuper la huitième place, Djida Tazdait, présidente de l'Association Jeunes Arabes de Lyon, n'avait pas la nationalité française. Le décret devrait être signé dans deux ou trois jours, et la jeune femme, qui déteste l'appellation de «beurette», sera alors éligible. Elle explique ainsi son engagement européen: «L'Europe est un terrain vierge pour les enfants de l'immigration. Nous n'avons pas encore de contentieux avec elle, alors que nous en avons déjà un avec la France.» Djida Tazdait a déjà un comité de soutien national derrière elle. Restent les écologistes, officiellement représentés par Jean-Pierre Raffin, ancien président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, mais aussi ceux qui ont élaboré les propositions européennes des Verts. Un programme qui reprend les thèmes écologistes traditionnels, de l'abandon progressif du nucléaire à la défense civile non violente, du «partage du travail et des revenus» (les 35 heures) à la «restauration de la qualité de l'air, des sols, des paysages». Mais les Verts enfourchent deux nouveaux chevaux de bataille. Désireux de «lutter contre les tensions sociales», les Verts proposent la «création de conseils d'insertion et de dialogues interculturels dans les villes de plus de 10 000 habitants». Le nouveau maire adjoint de Francfort, en RFA, le Vert Daniel Cohn-Bendit, vient de créer exactement ce type d'institution dans sa ville. Enfin, point clé de leur profession de foi, les Verts veulent accroître les pouvoirs des actuelles régions françaises. Et, ambitieuse perspective, réformer la Constitution en transformant le Sénat en Conseil des régions. «Pour une Europe des régions et des peuples solidaires», une Europe «qui ne privilégie pas la dimension économique»: ainsi se présente la plateforme électorale de la liste verte.

12 mai 1989..... Tête d'affiche : Djida Tazdait. Cette jeune beur lyonnaise figure en position éligible sur la liste européenne des Verts. Huitième sur la liste d'Antoine Waechter, Djida Tazdait a toutes les chances de se retrouver députée européenne si les écolos décrochent les 10% de voix que les sondages leur prédisent. Cette élection constituerait un joli pied de nez et une consécration pour cette jeune beur qui, depuis Lyon, porte la voix de la «seconde génération». Beur, le mot, elle n'aimait pas



trop au début : trop lié selon elle à une mode venue de Paris. Depuis l'apparition de ce terme - à peu près au moment où les Minguettes de Vénissieux occupaient le devant de l'actualité -, Djida s'est résolue à l'endosser : elle en était à Lyon devenue un symbole, comme Toumi Djaidja. La reconnaissance pour elle était encore plus ardue à obtenir que pour les leaders de la grève de la faim de Vénissieux ou de la marche antiraciste de 1983 : être une femme dans un milieu où la culture fait la part belle aux leaders hommes l'a obligé à crier souvent très fort pour se faire entendre. Elle y a pourtant réussi. D'abord au sein de la seconde génération, où à chaque crime ou agression raciste elle organisait la protestation avec son association Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB). Ensuite au sein des institutions : le préfet de police de Lyon avait su trouver en elle l'interlocuteur qu'il cherchait chez les jeunes immigrés, Ainsi, cette «reconnaissance» a permis d'éviter que certaines manifestations très tendues ne dégénèrent. C'est en 1986 que sa notoriété est devenue nationale lorsque, pour protester contre la loi Pasqua, elle fit 22 jours de grève de la faim, soutenue par le cardinal Decourtray et Cheikh Abbas. Le 14 juillet de cette année-là, François Mitterrand l'invitait à sa traditionnelle réception. Du coup, Charles Pasqua et Robert Pandraud, boudeurs, n'étaient pas venus. En 1987, elle était auditionnée par la Commission des Sages planchant sur la réforme du code de la nationalité. Si Djida Tazdait devient députée européenne, elle serait du coup une des très rares élues lyonnaises à aller siéger à Strasbourg. Une perspective assez stupéfiante pour cette ville conservatrice.

12 mai 1989..... Sondage sur les Européennes : La liste Fabius devancerait d'un point la liste Giscard, 28% contre 27%. la liste Veil serait à 13%, un point devant les Verts d'Antoine Waechter (12%), selon un sondage Sofres-la Tribune de l'Expansion, réalisé du 3 au 6 mai sur un échantillon représentatif de 1000 personnes. Jean-Marie Le Pen recueillerait 9% des suffrages et le PCF 7,5%.

12 mai 1989..... Antoine Waechter connaît la solution pour régler le problème des crottes de chien qui parsèment les trottoirs. «Il suffit de diminuer la solitude dans les villes en créant des espaces verts, en installant des bancs pour favoriser les rencontres. Ainsi, les gens seront moins tentés d'avoir des animaux de compagnie.» Brice Lalonde, qui dînait mercredi avec le porte-parole des Verts au restaurant «L'Événement du jeudi », est resté sans voix devant la simplicité de la suggestion. Jean-François Kahn a discrètement rigolé.

13 mai 1989..... Un colloque à l'Assemblée nationale : Soutien unanime à l'Agence européenne de l'environnement préconisée par M. Delors. La poussée "verte" en Europe donne des ailes à ceux qui, depuis plusieurs années déjà, se battent pour la promotion de l'environnement. On parle d'une agence européenne de l'environnement inspirée de l'EPA américaine (Environnement Protection Agency). Cette proposition de M. Delors a reçu un soutien unanime. On parle même d'inspecteurs européens chargés de surveiller l'application des directives de Bruxelles. Depuis que l'Acte unique a intégré l'environnement dans les préoccupations européennes, les idées foisonnent. On en a eu un échantillon lors du colloque organisé à l'Assemblée nationale les 10 et 11 mai par l'Entente européenne pour l'environnement, plus connue aujourd'hui sous le sigle EEE. Un colloque qui s'est achevé par un plateau de choix, le 11 mai : M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés, Mme Simone Veil, présidente du Comité français pour l'environnement, Mme Huguette Bouchardeau, présidente de la section française de l'EEE, M. François Roelants du Vivier, président de l'EEE, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, et M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts pour les prochaines élections européennes... "L'environnement est devenu un thème porteur, a constaté Mme Huguette Bouchardeau avec un plaisir non dissimulé, mais nous ne voulons pas qu'il se transforme en phénomène de mode qui retombe ensuite aux oubliettes". L'ancien ministre de l'environnement approuve le débat planétaire actuel, mais elle ne voudrait pas qu'il devienne "éthéré", au point qu'on en oublie le concret, c'est-à-dire les budgets consacrés par chaque pays à la défense de l'environnement, notoirement insuffisants (applaudissements nourris dans la salle). Son collègue belge Roelants du Viver plaide, lui, pour les inspecteurs européens, car "on ne peut plus badiner avec l'environnement". M. Antoine Waechter, moins à l'aise que les autres orateurs étant donnée la position très réservée des Verts à l'égard de la CEE, ne croit pas à cette politique de l'environnement "plaquée" par la seule vertu de l'Acte unique. "Il faut sortir de la logique économiste", dit-il. Mais il reconnaît que la dimension européenne, seule, peut venir à bout des deux fléaux qui pèsent sur le tiers-monde : la dette et la démographie galopante. Comme dopée par sa position de tête de liste, M^{me} Simone Veil ne mâche pas ses mots : «Les associations ont secoué l'apathie des pouvoirs publics, je dirais même leur totale inconscience. » Elle met en garde les pays qui se contenteraient des normes européennes: «L'Acte unique permet à chaque Etat membre d'avoir des normes supérieures à celles du voisin, rappelle-t-elle. La prime ira au plus audacieux ! » Pour elle, il ne s'agit pas seulement de "respect" de l'environnement, mais de "reconquête". Pour cela, elle voudrait que l'Agence européenne de l'environnement, proposée par M. Jacques Delors le 17 janvier dernier, ne dépende pas de la Commission, toujours très modérée, mais du Parlement européen, beaucoup plus en pointe. Et elle suggère que le ministre de l'environnement soit un ministre d'Etat, capable d'imposer son point de vue aux autres (applaudissements nourris). Brice Lalonde, secrétaire d'Etat rattaché au premier ministre, ironise : "Rocard est le ministre et je suis son secrétaire". Mais il en profite pour rappeler que, alors qu'il n'était que directeur de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement, il avait porté l'EEE sur les fonts baptismaux. «Certains boudent l'Europe, jette-t-il à l'adresse d'Antoine Waechter, heureusement placé à l'autre extrémité de la tribune, moi, non. C'est l'Europe qui est le leader en matière d'environnement". Et il plaide pour la "voiture très propre", celle qui combinerait le pot catalytique cher aux Allemands et une moindre consommation de carburant - notamment en allant moins vite - comme le prônent les Français. Lui aussi plaide pour un inspectorat européen. A son habitude, Jacques Delors ne cherche pas à flatter son public, tout acquis à l'écologie. "L'environnement est sans doute une des clés de l'avenir, mais ce



n'est pas la seule ", dit-il. Pour les inspecteurs européens, "c'est trop tôt. Dans dix ans, peut-être..." A l'adresse de ceux qui réclament toujours plus de réglementation et un durcissement des normes, il répond : "Nous ne pouvons pas trop réglementer au stade où nous en sommes. L'Europe, de toute façon, est pluraliste et doit le rester". Le président de la Commission, toutefois, glissera quelques formules douces à l'oreille des «environnementalistes : «Il faut rompre avec le productivisme... Je ne suis pas amoureux d'un grand marché sans frontières... Le Parlement européen s'est beaucoup occupé d'environnement, pas la Commission...» Et il ne voit pas de raison de refuser que l'Agence européenne qu'il préconise soit placée sous le contrôle du seul Parlement européen et, pourquoi pas, ait son siège à Strasbourg...

- 14 mai 1989..... Brigitte Bardot annonce qu'elle parrainera une liste apolitique pour la protection des animaux et leur environnement aux élections européennes. Jean-Pierre Hutin, le producteur de l'émission TV "Trente millions d'amis" apporte également son soutien. C'est une liste qui regroupe plusieurs associations anti - vivisection.
- 15 mai 1989..... Tract des Verts-Ile-de-France - Le 18 juin 1989, faites entrer les Verts au Parlement européen. Avec la candidature de René Dumont à la présidentielle, le mouvement écologiste a fait son apparition sur la scène politique : il a déclaré la Nature en danger, dénoncé le saccage de la planète et proposé une alternative nouvelle, écologie contre productivisme. allant au-delà des clivages politiques traditionnels droite-gauche. Aujourd'hui que les événements nous donnent malheureusement trop souvent raison. les gouvernements successifs ont prouvé leur incapacité à réagir efficacement. La liste des catastrophes est longue ! Les résultats des municipales et les 10 à 15% d'intentions de vote aux européennes, soit 8 à 12 sièges, prouvent que les Français, eux, commencent à comprendre l'importance de la préservation de la nature et font confiance aux Verts pour la défendre. * LA POLLUTION ET LES NUISANCES N'ONT PAS DE FRONTIÈRES : La destruction de la couche d'ozone, les pluies acides, les marées noires, les risques chimiques et nucléaires, les pollutions fluviales et marines. tous ces phénomènes sont multinationaux. L'Europe est un cadre à peine suffisant pour lutter sur un terrain, la nature, où les égoïsmes nationaux et financiers doivent s'effacer devant la réalité physique des risques. Les Verts demandent une harmonisation européenne vers le haut des lois sur l'environnement. * SORTIR L'EUROPE DU NUCLÉAIRE : La France est le seul pays d'Europe à avoir choisi un programme nucléaire aussi ruineux et périlleux: (Nogent, Creys-Malville, etc.). La politique énergétique de l'Europe doit être fondée sur un développement ambitieux d'économies d'énergies et de remplacement progressif des énergies classiques (charbon, pétrole, nucléaire) par les énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, hydraulique...). Il est possible de se passer du nucléaire en dix ans, et de libérer des capitaux inutilement gelés au profit d'autres secteurs de l'économie. * UNE PRODUCTIVITÉ INUTILE, LE GASPILLAGE ORGANISÉ, UN CHÔMAGE STRUCTUREL : Ce n'est pas le progrès technique qui a engendré le progrès social. Crises de surproduction, gaspillage des ressources voisinent avec le chômage et la misère. En effet une activité n'est justifiée que par l'utilité de sa production ou des services qu'elle propose et non par les emplois qu'elle peut créer. Pour réduire le chômage, les Verts proposent une réduction significative (35 heures dans une première étape) de la durée du travail par une loi-cadre. Mettre les gains de productivité au service du partage du travail et des richesses, et du respect de l'environnement. est une nécessité prioritaire. * LES PAYS PAUVRES : PLUS NOUS LES "AIDONS", PLUS NOUS LES ENDETTONS : Les relations Nord-Sud sont plus proches du pillage que de la coopération. Nous exportons nos déchets et nos industries polluantes. imposant aux populations du Tiers-Monde des conditions de travail, de salaires et d'environnement dignes du 19^e siècle. La famine côtoie encore les cultures d'exportation. et le rééchelonnement de la dette ne finance que des ventes d'armes. * EST-OUEST : LES MISSILES SONT PARTOUT, LES PACIFISTES AUSSI ! Les Verts veulent la paix, ils préparent la paix. Le dernier congrès des Verts Européens a accueilli à Paris des mouvements écologistes des pays de l'Est qui luttent dans des conditions difficiles pour les mêmes objectifs : une Europe sans armes nucléaires, chimiques ou biologiques, et la mise en place d'une défense civile non-violente. Le dialogue entre les peuples par-delà le rideau de fer. la guerre à la guerre. Le mouvement est amorcé : aux dirigeants de suivre cet exemple... * LA DÉMOCRATIE : UN PRIVILÈGE ENVIÉ QUI DONNE DES DEVOIRS : Partout dans le monde, des hommes et des femmes se battent pour accéder à la démocratie. Par respect pour eux, les pays dits libres se doivent de faire eux aussi leur perestroïka: plus de pouvoirs aux régions, instituer le référendum d'initiative populaire, faire la lumière sur les finances des partis, assurer la prééminence d'un parlement issu du suffrage universel sur les technocrates, c'est le moins que nous puissions faire... * LE VOTE VERT, DES ÉLUS VERTS : UN CHOIX UTILE, UNE FORCE D'AVENIR : Depuis l'existence du Parlement Européen, les représentants de tous bords n'ont fait que prolonger vers l'Europe les incapacités des gouvernements à faire face à la crise écologique. Décidés à faire des propositions imaginatives et audacieuses, les Verts appliquent à leur liste le reflet de ce qu'ils souhaitent pour l'Europe : • Elle comporte une parité hommes-femmes sur les places éligibles; • Des places d'ouverture représentent les mouvements régionalistes (Max SIMEONI, 3^e), les immigrés de la deuxième génération (Djida TADZAIT, 8^e), les associations de protection de la nature (Jean-Pierre RAFFIN, 13^e), l'économie sociale et d'aide aux chômeurs (Aline ARCHIMBAUD, 18^e), la solidarité avec le Tiers-Monde (Mamadou TRAORE, 23^e), etc. • Les Verts français ont organisé le dernier congrès des Verts Européens et retrouveront à Strasbourg des élus Verts allemands, belges, italiens, et peut-être beaucoup d'autres si le succès est contagieux. Des élus Verts, nombreux et indépendants, auront l'occasion idéale de faire avancer cette idée simple et pourtant novatrice: garder la planète en bon état pour les générations futures. VOTEZ POUR LA LISTE CONDUITE PAR ANTOINE WAECHTER.
- 16 mai 1989..... Le congrès des élus écologistes à Strasbourg : Des Verts très appliqués. Quelque trois cents adjoints ou conseillers municipaux pour la plupart membres du parti des Verts, se sont retrouvés à Strasbourg les 13 et 14 mai pour le



deuxième congrès de l'Association nationale des élus écologistes. Session de formation, aussi bien que d'organisation, ce congrès a permis aux nouveaux élus de faire connaissance et de partager leur expérience - très courte pour la plupart. Les témoignages se suivent, mais ne se ressemblent pas. "Je suis exclu de toutes les commissions, est-ce normal ?" , demande Philippe Guinet, conseiller municipal Vert de Six-Fours (Var), élu au deuxième tour, après avoir fait alliance avec une liste "divers droite". «On me flatte, on me tente avec des propositions alléchantes », avoue, au contraire, Marc Saumureau, élu Vert de Beaumont (Puy-de-Dôme). "Dès qu'on marque notre opposition, ils retirent le projet", disent les écolos lillois, intégrés au deuxième tour dans la liste Mauroy. "Lecanuet n'aime pas qu'on s'occupe des finances, ni du social", se plaignent les trois élus Verts de Rouen. «On veut nous cantonner dans l'environnement, c'est-à-dire les tulipes. Mais nous voulons mettre notre nez partout», précise l'un, professeur agrégé de sciences sociales, et l'autre, agent des impôts. Les Verts, nouveaux venus dans les conseils municipaux, sont-ils bien ou mal reçus ? Peuvent-ils prétendre à un rôle dans leur commune autre que «le gravier dans la chaussure» ? selon une formule qui a fait florès à Strasbourg. Autant de cas de figure, autant de réponses. Avec cinq élus au conseil municipal de Lorient, les écolos ont l'impression de ne pas peser lourd au sein de la municipalité socialiste. «Ils m'ont proposé de m'occuper de l'opération «ville fleurie», explique Renée Conan, la tête de liste. Pour eux, nous ne sommes bons que pour les pots de fleurs. J'ai naturellement refusé». A Limoges, autre municipalité socialiste, cinq Verts ont fait leur entrée au conseil, à la surprise générale, y compris des intéressés, avec 19% des voix au deuxième tour. On a d'abord proposé un poste d'adjoint "assez flou" à la tête de liste, une chercheuse en sciences sociales peu au fait des problèmes d'environnement. C'est finalement une écolo confirmée, Aline Biardeaud, qui a pris le poste d'adjoint à l'urbanisme et à l'environnement, mais elle le partage avec deux socialistes. "On a gardé notre indépendance de vote, bien que nous ayons un pied dans l'exécutif." A Dôle (Jura), les deux conseillers écolos s'opposent souvent entre eux lors des votes. L'écologiste qui a accepté le poste d'adjoint vote tous les textes, tandis que l'autre élue, Dominique Voynet, porte-parole national des Verts, n'hésite pas à les rejeter ! A Aix-en-Provence, où les écolos n'avaient fait que 6,68% des voix et s'étaient alliés à la liste Majorité présidentielle au deuxième tour, les Verts se retrouvent en position de gérer le deuxième budget de la ville. La municipalité de gauche a, en effet, confié le poste d'adjoint à l'environnement à un ingénieur de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, M. Yvon Roche, qui dispose de 80 millions de francs pour gérer l'eau, l'assainissement, les espaces verts, les déchets et les risques majeurs. L'autre élue verte, simple conseillère municipale, est chargée de la jeunesse, et le troisième de liste, militant occitan, n'a pas de délégation particulière. "On a voté blanc pour l'élection du maire et refusé de voter pour le classement d'un terrain agricole en zone industrielle, précise Yvon Roche. On n'a encore jamais voté contre, mais on le fera, si nécessaire". Yves Cochet, porte-parole national des Verts, reconnaît qu'il n'y a pas à s'opposer souvent aux projets du maire socialiste de Rennes, M. Edmond Hervé. «Sur quatre-vingt-deux propositions nous en avons approuvé soixante-dix huit, précise-t-il. On ne s'oppose pas aux travaux de voirie, d'adduction d'eau et à la construction de crèches. Les seuls projets qui nous arrêtent sont les opérations immobilières ou les achats de terrains non expliqués. » A Plougastel-Daoulas, dans la banlieue de Brest, les Verts ont fait un malheur au premier tour (24% des voix), en s'opposant à l'implantation d'un centre commercial à côté d'un calvaire classé. Alliés au deuxième tour à une liste de gauche, ils ont débarqué à quinze - dont seulement deux Verts estampillés dans le conseil municipal. Les galeries marchandes du centre commercial déjà vendues resteront, mais la grande halle de béton, à moitié construite, devra disparaître. Quelles que soient leurs positions dans leurs conseils municipaux respectifs, les nouveaux élus font une constatation unanime : «On a grandi trop vite...». «Nous avons été dépassés par notre succès. » Au premier congrès de l'Association, des élus écologistes, en janvier 1988 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), ils étaient... 34. L'association, fondée en 1984, regroupait 150 membres, sur un total d'environ 700 élus, dont 300 membres du parti des Verts. Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur crédite les écologistes de 1368 élus, dont 600 Verts «pur jus ». Les effectifs ont donc doublé. Le succès allant au succès, les adhésions se multiplient. "Nous étions trois adhérents des Verts à Poitiers l'an dernier, nous sommes une centaine aujourd'hui", affirme un nouvel élu. Cette explosion rend prudent leur chef de file Antoine Waechter. «Notre électorat nous attend à l'œuvre, dit-il; il nous faut faire la preuve que nous sommes capables de faire avancer les choses, de pousser les dossiers. Nous devons montrer que la conviction, jointe à la compétence, peut être efficace». Comme conseiller régional, il a appris ce qu'est une «opposition constructive» dans une assemblée. Pour lui, le parti des Verts cherche moins à s'emparer d'une mairie qu'à emporter une décision. Les élus Verts réunis à Strasbourg semblaient résolus à marcher dans cette voie. Ils ont aujourd'hui le sentiment non seulement d'être sortis du tunnel, mais d'aborder une période faste. "Cela me fait chaud au cœur de nous voir si nombreux ici", avouait, rayonnante, Andrée Buchmann, la rivale Verte du nouveau maire de Strasbourg, Catherine Trautmann, lors d'une réception dans le salon d'honneur de la mairie. Le salon d'honneur ! les Verts, aujourd'hui, ont droit au tapis rouge.

18 mai 1989..... Sondage : La liste UDF-RPR de Valéry Giscard d'Estaing et Alain Juppé pour les élections européennes arrive en tête des intentions de vote des Français avec 35,5%, devant la liste socialiste de Laurent Fabius qui recueille 28%, selon un sondage BVAParis-Match. Ce sondage, réalisé du 2 au 6 mai auprès d'un échantillon national de 1939 personnes inscrites sur les listes électorales, comptabilise seulement les intentions de vote des personnes «tout à fait sûres d'aller voter », soit 57% de l'échantillon. La liste centriste de Mme Simone Veil est créditée de 8%, celle du Front national de Jean-Marie Le Pen de 8%, celle des écologistes conduite par Antoine Waechter de 10%, celle du PCF conduite par Philippe Herzog de 9,5% et celle de l'extrême gauche d'Arlette Laguiller de 1%.

18 mai 1989..... Le Mouvement des rénovateurs communistes a présenté hier sa liste pour les européennes. Parmi des



personnalités issues de la Nouvelle Gauche de Pierre Juquin, du PSU, de syndicalistes et d'écologistes, figurent également quatre reconstruc-teurs communistes - qui entendent rester à l'intérieur du PCF -, tous marseillais. Une présence dont s'est félicité Claude Llabrès en n'excluant pas une «fusion» avec les reconstruc-teurs qui ont décidé, au niveau national, de soutenir «avec des réserves» la liste du PCF.

Ch5 Inviter ou pas à la télé ?

- 19 mai 1989..... La question du jour à François-Henri de Virieu, responsable de "L'Heure de vérité" à la télévision - Q: Vous refusez d'inviter Antoine Waechter au motif qu'il ne tient pas la route. L'Heure de vérité. est-elle réservée aux spécialistes du showbiz ? R: Il est faux de dire que je refuse d'inviter Antoine Waechter. Mais j'ai des problèmes de calendrier : je ne peux pas faire «L'Heure de vérité» tous les soirs sous peine de lasser, de voir notre audience réduite. Antenne 2 a beau être une chaîne publique, elle fonctionne tout de même à l'audimat, et 67% de ses recettes proviennent de la publicité. En ce qui concerne le choix des invités de l'émission, durant la campagne pour les élections du 18 juin, j'ai retenu le critère politique suivant : qu'ils appartiennent à une formation qui dispose d'un groupe politique homogène à Strasbourg. Il existe en effet un groupe européen à coloration écologiste, baptisé Arc-en-ciel. Il a fallu pour le constituer trouver une vingtaine d'élus (sur 518) issus de six partis différents ! Sur le plan général, je pense que l'écologie et l'environnement ne doivent pas être cantonnés dans tel ou tel ghetto politique. Quant aux Verts français, il me semble en effet que, pour le moment, leur tête de liste n'est pas en mesure de tenir une heure et demie d'antenne sur des sujets généraux. «L'Heure de vérité » viendra pour les écologistes. Elle n'est pas encore arrivée, mais elle viendra.
- 20 mai 1989..... Européennes : participation d'Antoine Waechter, Claire Joanny-Schlecht, Yves Cochet, Marie-Christine Aulas et Dominique Voynet au congrès des Grunen à Münster. En Corse, après avoir assisté à la fête du journal "U Ribumbu" à Bastia, les 19 et 20 mai, Andrée Buchmann sera aux côtés de Max Simeoni pour lancer la campagne à Ajaccio au cours d'une réunion publique, le soir du 23 mai.
- 21 mai 1989..... Sondage : Les listes conduites par MM. Fabius et Giscard d'Estaing sont à égalité selon IPSOS. En recueillant 27% des intentions de vote, la liste UDF-RPR emmenée par M. Valéry Giscard d'Estaing arriverait en tête à égalité avec celle du Parti socialiste conduite par M. Laurent Fabius. Selon cette enquête réalisée par ISPOS et publiée. lundi 22 mai dans le Point, la liste des Verts serait créditée de **14%** des suffrages des mille quatre personnes, interrogées les 16 et 17 mai, tandis que celle emmenée par Mme Simone Veil obtiendrait 13% des intentions de vote. Enfin, les listes du Front national et du Parti communiste rassembleraient, chacune, 8% des voix.
- 23 mai 1989..... Elections européennes : Antoine Waechter invité des "5 premières minutes" à 7h 30 sur TF1, à 18h sur Radio-Beur (Paris) et à 20h 30 à un débat sur la dissuasion nucléaire sur FR3 ; Solange Femex sera à Beauvais, à propos en particulier du plan autoroutier.
- 23 mai 1989..... Elections européennes : Un point d'avance pour Fabius. La liste PS conduite par Laurent Fabius arrive en tête avec 29% des intentions de vote et devance d'un point celle de l'UDF-RPR conduite par Valéry Giscard d'Estaing (28%), selon un sondage SOFRES que publient les Dernières Nouvelles d'Alsace et la Nouvelle République du Centre-Ouest. La liste du Centre conduite par Mme Simone Veil recueille 12% des suffrages devançant les Verts d'Antoine Waechter (**11,5%**) et la liste du Front national (10%). Le PCF n'obtient que 7%. (Sondage réalisé du 12 au 15 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes.)
- 23 mai 1989..... Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) a présenté hier sa liste «pour l'Europe des travailleurs et la démocratie », que conduira Marc Gauquelin, un architecte parisien de 48 ans, aux élections européennes.
- 25 mai 1989..... Elections européennes : Plus de femmes que d'hommes sur la liste de Lutte ouvrière. Comme en 1984 où elle avait obtenu 2,06% des suffrages exprimés, Mme Arlette Laguiller conduit, une nouvelle fois, une liste LO homogène aux européennes du 18 Juin. Cinq ans plus tôt, elle avait dirigé une liste trotskiste qui unissait son organisation à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de M. Alain Krivine et qui avait recueilli 3,08% des voix. L'union n'a pu se réaliser en 1989 en raison de divergences, essentiellement financières, entre les deux organisations. La liste de LO, la seule avec celle du centre à être conduite par une femme, compte quarante et une femmes pour quarante hommes. Tous les candidats, sans exception, sont des salariés travaillant généralement dans les plus grandes entreprises du pays, du privé ou du public, de l'industrie ou des services », indique cette organisation. Il y a trente-deux ouvriers. Les deux tiers des candidats sont des «militants syndicaux» et quatorze appartiennent au personnel hospitalier. La moyenne d'âge est inférieure à quarante ans.
- 25 mai 1989..... Sondage : La liste de M. Fabius devance d'un point celle de M. Giscard d'Estaing. Sur les neuf listes proposées par la SOFRES, à l'échantillon de mille personnes qu'elle a interrogées entre le 12 et 15 mai pour les Dernières Nouvelles d'Alsace et la Nouvelle République du Centre-Ouest, trois enregistrent un progrès par rapport au début mai. Les listes de MM. Fabius, Giscard d'Estaing et Le Pen gagnent chacune un point et obtiennent respectivement 29%, 28%, et 10% des intentions de vote. Mme Veil, qui passe de 13% à 12%, perd un point, tout comme la liste des rénovateurs communistes de M. Llabrès, créditée désormais de 0,5%, MM. Waechter avec **11,5%** et Herzog avec 7,5% perdent chacun un demi-point. Mme Laguiller et M. Touati restent stables avec 1% chacun. Ce même sondage indique que 56% des Français ont l'intention d'aller voter.
- 25 mai 1989..... Chasseurs et pêcheurs : Une campagne à gros budget. Déçus par les partis politiques "qui n'ont pas voulu



prendre en compte leur identité, les chasseurs et pêcheurs français ont présenté mardi 23 mai au cours d'une conférence de presse la liste «Chasse, Pêche Tradition» qu'ils conduiront aux élections européennes du 18 juin et sur laquelle devraient figurer en dernières positions trois sportifs de renom, le rugbyman Jean-Pierre Bastiat, le cycliste Gilbert Duclos-Lassale et le pilote automobile Henri Pescarolo. Revendiquant cinq millions d'adeptes, les candidats se présentent comme «le plus grand parti de France» et se définissent, dans une grande envolée lyrique, comme des «hommes et des femmes de la terre et de l'eau», «enracinés dans la culture rurale», «premiers défenseurs de l'environnement et qui tiennent à le rester parce que seuls à y mettre, en sus des idées, des moyens financiers considérables». Les deux têtes de liste, M. André Goustat, président du Syndicat national des chasseurs de France, et M. Pierre Brunet, président de la Fédération de pêche, se targuent d'avoir participé, à travers leurs associations, à la protection de la nature par l'achat de territoires abandonnés, par le débroussaillage des terres menacées par des incendies, par le nettoyage de bras de Seine à Guernes dans les Yvelines. Interrogé par M. Alain Bougrain-Dubourg sur le point de savoir si «la chasse au printemps et la chasse aux tourterelles étaient conformes à la tradition dont il se revendique», M. Goustat a répondu qu'il «défendait tout mode de chasse et de pêche, quelle que soit la période» et qu'il ne souhaitait pas «faire d'un fait divers une affaire nationale», reprochant au journaliste d'Antenne 2 "d'être présent pour faire la promotion de son émission". M. Goustat a affirmé «avoir l'assurance de franchir la barre des 5%, et annoncé qu'il travaillerait à la commission de l'environnement, à côté des Verts, ceux-là mêmes qu'il qualifié de «marchande de chansons». Les responsables de la liste ont avoué avec réticence qu'ils disposent d'un budget d'environ six millions de francs, «le même que celui des Verts», qui devrait leur permettre de confier leur communication à M. Jacques Séguéla et d'organiser une série de meetings; le premier est prévu à Amiens le 5 juin. S'il n'est pas certain que cette liste puisse envoyer des représentants siéger à Strasbourg, elle pourrait cependant améliorer le taux de participation électorale en encourageant le vote des... pêcheurs à la ligne.

25 mai 1989..... L'ancien ministre et député européen Alain Bombard dit que "La liste des Verts est un ramasse-miettes". Q: Vous avez été l'un des pionniers en matière d'écologie. Pourtant, vous n'êtes pas candidat sur la liste de Waechter, mais n°4 sur celle de Fabius. Pourquoi ? R: Les écologistes français sont très limités. Leur projet, c'est d'être "anti". C'est court et peu créatif. Ce qui me choque aussi, c'est qu'Antoine Waechter est un homme de droite, un peu dictatorial, un peu sectaire, alors que les écologistes devraient être ouverts à toutes les tendances. Q: Leur liste est très ouverte... R: Elle serait plutôt un ramasse-miettes. Je ne crois pas que ce soit dans la vocation d'un parti écologiste de mettre en troisième position un autonomiste corse. Leur liste a dû décevoir l'espoir que leurs électeurs avaient mis en eux aux municipales. Q: Combien feront-ils de voix ? R: Je pense qu'ils auront au moins douze députés, c'est-à-dire entre 12 et 15% des voix qu'ils prendront autant à la droite qu'à la gauche. Q: C'est beaucoup, non ? R: J'attendais depuis longtemps cette poussée verte. J'avais prévenu le président de la République qu'elle arriverait un jour. Elle a atteint la France avec retard parce qu'à chaque élection, il y a eu des rivalités de personnes et que les Français sont moins sensibles aux problèmes d'environnement. Il y a chez eux plus de verdure, moins de population et d'industries. Quand j'étais conseiller de François Mitterrand pour l'Environnement, de 1974 à 1981, j'avais du mal à le convaincre que cette donnée devait être concomitante aux autres. Un exemple : construire une usine avec épuration d'eau, d'air et des déchets coûte 2 à 3% de plus; rajouter ces éléments à une construction où cela n'était pas prévu entraîne un surcoût de 60%. Q: Les Verts européens vont-ils représenter un véritable pouvoir ? R: Je ne suis pas sûr qu'ils soient d'accord sur une politique. Les Verts belges sont les plus raisonnables : pour eux, l'écologie doit être compatible avec le progrès et ils ont d'ailleurs quitté le groupe des Verts. Les Verts allemands sont des irresponsables qui profitent de la civilisation mais veulent la stopper. Ils dénoncent la pollution par les carburants mais circulent tous en voiture. Actuellement, ils fascinent leurs collègues car ils détiennent la clé de la prochaine majorité législative en Allemagne et arrivent à faire voter leurs amendements; ce n'est pas dangereux en soi car nous n'avons pas de pouvoir législatif, mais il ne faut pas non plus que le Parlement européen se ridiculise en soutenant des textes irréalistes. Je crains d'ailleurs que les Français s'alignent sur des positions semblables si j'en juge par l'affaire du barrage sur la Loire qui ne devait pas fournir de l'énergie mais préserver la population des inondations. Les écologistes doivent être consultés mais non décider. L'important, c'est que la dimension écologique soit de plus en plus prise en compte. Q: Faut-il renforcer les pouvoirs du Parlement européen ? R: Il faut d'abord que le Parlement digère bien l'Acte unique mais d'urgence, il devra devenir supranational dans trois domaines : l'environnement, la recherche scientifique, les transports. Je pense que c'est faisable. Q: Pourquoi les échos de Strasbourg parviennent-ils très amortis à Paris ? R: C'est un peu la faute de la presse latine. En étant le voisin de Willy Brandt pendant trois sessions, j'ai pu voir que tous les journaux allemands faisaient un compte-rendu de quatre pages après chaque session. En France, personne n'en parle, à part "Les Dernières Nouvelles d'Alsace". Q: Etre à Strasbourg, comme vous, c'est faire le deuil de sa carrière ? R: C'est vrai que pour certains, c'est l'enterrement de première classe. Le Parlement européen se vend très mal. Il aurait fallu acheter des minutes de télévision et demander à des gens qui passent bien de faire le point après chaque session. Q: Avoir choisi Fabius comme tête de liste, est-ce une bonne chose de ce point de vue ? R: D'abord, Laurent Fabius est l'un des rares à avoir suivi les problèmes de l'environnement et de l'Europe. Il n'est pas devenu écologiste et européen pour la circonstance. Ensuite, l'un des problèmes est d'établir une liaison efficace entre les députés européens et les députés nationaux. Il nous faut un médiateur qui soit capable de réunir les deux groupes à Paris. C'est comme ça qu'on progressera, comme l'ont fait les Italiens. Il est probable que Laurent Fabius ne restera pas à Strasbourg cinq ans, il restera sans doute six mois, au moins, mais son rôle de fédérateur sera essentiel. Q: Qu'est-ce qui vous sépare de Simone Veil ? R: Elle a confiance dans l'autodiscipline des industriels. Moi



pas. Q: Et de la liste Giscard-Juppé ? R: L'environnement, ils n'en parlent pas. Leur attelage éveille amusement et tristesse. Chirac européen, c'est tout de même extraordinaire, lui qui a saboté le Parlement européen avec son système de tourniquet. Quant à Giscard, qu'est-ce qui a bien pu le persuader que le Parlement l'attendait avec espoir ? Je peux vous prédire qu'il n'y aura pas de président français dans les cinq ans qui viennent.

25 mai 1989..... Sondage BVA : Liste UDF-RPR (VGE) 35,5% - Liste PS (Fabius) 28% - Liste Verts (Waechter) **10%** - Liste PCF (Herzog) 9,5% - Liste Centre (Veil) 8% - Liste FN (JM Le Pen) 8% - Liste extrême-gauche (Laguiller) 1%.

26 mai 1989..... Elections européennes : Les femmes sont rouges et vertes. "C'est une liste avec beaucoup de femmes. Je pense que c'est la liste la plus féminine". Ce jugement un peu hâtif - a été prononcé sur TF1, jeudi 18 mai, par Mme Sylviane Ainardi, deuxième sur la liste conduite par M. Philippe Herzog. Certes, le PCF a fait une bonne place à ses militantes, mais il est largement devancé par les trotskistes de Lutte Ouvrière. Non seulement LO fait conduire sa liste par "Arlette", mais ses militantes occupent toutes les places impaires, ce qui fait un total de quarante et une candidates sur les quatre-vingt-un postulants. La liste des rénovateurs communistes du MRC est dirigée par un homme, M. Claude Llabres, mais elle compte également quarante et une femmes occupant les places paires ainsi que la vingt-troisième. Les Verts s'attribuent la troisième place. Ils ont réservé trente-trois postes aux femmes, qui occupent les positions paires jusqu'à la soixantième place et trois places parmi les vingt et un derniers candidats. Puis vient le PCF, avec vingt-trois femmes, dont six parmi les vingt premiers candidats, devant le PS, qui en propose vingt et une, dont huit dans les vingt-six premiers postulants. L'extrême gauche, les «écologistes», et la gauche sont plus féministes que la droite, l'extrême droite et le centre. Cependant, les trotskistes du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) de M. Pierre Lambert sont plus près du second groupe que du premier. Avec dix-sept femmes, dont une militante parmi les cinq premiers, cette organisation se place en sixième position de ce palmarès. Elle devance la liste UDF-RPR, qui mériterait une palme spéciale pour n'avoir retenu que deux "anciennes" ministres dans les vingt-six premiers candidats : Mme Michèle Barzach (4e) et Michèle Alliot-Marie (6e), les deux "Michèle" du RPR. Il y a quatre femmes parmi les quarante-cinq premiers candidats. Douze autres se trouvent dans la seconde moitié de la liste. Avec quinze femmes sur les listes qu'ils conduisent, Mme Simone Veil et M. Jean-Marie Le Pen sont huitième ex aequo, ce qui ne les ravira ni l'une ni l'autre. L'ancienne présidente (CDS) du Parlement européen possède l'avantage, pourtant, sur le président du FN, d'être tête de liste. De plus, la liste centriste comporte quatre femmes dans les vingt premiers alors que celle d'extrême droite n'en compte que deux. La palme de la misogynie ? Actuellement, la lanterne rouge de la féminisation - mais ce n'est pas vraiment une surprise - revient aux chasseurs-pêcheurs, champion de la misogynie, qui sont dixièmes, et bons derniers avec seulement deux femmes pour soixante-dix neuf hommes. Encore sont-elles mal placées.

28 mai 1989..... La nature du vote écologiste : La montée du vote écologiste va modifier les structures de notre vie politique, tout comme en 1984 la percée du Front national a brutalement interrompu le cours paisible de la "bande des quatre". Jusqu'à aujourd'hui jamais dans un scrutin national, les écologistes n'ont réussi à passer la barre des 5% : 4,5% aux européennes de 1979; 3,4% à celles de 1984; 3,9% à la présidentielle de 1981, 3,8% à celle de 1988. Or, cette fois-ci, sur la base des sondages pré-électorales, les Verts peuvent nourrir l'espoir de passer la barre des 10% des suffrages exprimés. Le caractère européen du phénomène - l'Allemagne déjà, le Benelux, la France aujourd'hui, - les préoccupations du public en matière d'environnement, son souhait d'une politique commune pour en assurer la protection, conduisent à expliquer pour l'essentiel cette progression du mouvement écologiste par l'écologie. Mais il n'est pas inutile - en s'appuyant sur les plus récentes enquêtes de la SOFRES - de connaître l'origine de ces électeurs verts et d'étudier la signification politique de leurs suffrages. Sur le plan électoral, le phénomène écologiste n'est pas neutre. Il n'emprunte pas également à la gauche et à la droite. Certes, une partie de ses électeurs proviennent de l'abstentionnisme : 25% d'entre eux n'ont pas pris part au premier tour de l'élection présidentielle, 29% à son second tour et 42% au premier tour des élections législatives. Mais parmi les votants la majeure partie proviennent de la gauche. Le 24 avril 1988, 37% des Verts d'aujourd'hui ont voté pour un candidat de gauche, 18% seulement pour un candidat de droite. On discerne au demeurant une influence significative du vote d'extrême gauche puisque 10% ont porté leurs suffrages sur Pierre Juquin, Arlette Laguiller, ou Pierre Bousset. Le choix du second tour entre François Mitterrand et Jacques Chirac accentue le phénomène : 57% pour le président sortant, contre 14% seulement pour son premier ministre d'alors. La sociologie du vote écologiste s'en trouve partiellement renouvelée. On retrouve maintenues certaines de ses caractéristiques habituelles : un vote jeune (47% de ses électeurs ont moins de trente-cinq ans contre 40% des socialistes et 27% des électeurs Giscard d'Estaing et Veil); - un niveau d'instruction élevé : (25% ont atteint l'enseignement supérieur contre 20% des fabusiens, et 18% des électeurs de la droite modérée). Mais, conséquence sans doute de l'apport de la gauche, l'électorat écologiste de 1989 est plus populaire que par le passé. Il compte dans ses rangs 53% d'ouvriers, employés et professions intermédiaires, soit une proportion supérieure à celle de la liste socialiste. Parmi les actifs, on relève 43% de salariés du secteur public. Avec cette présence d'ouvriers et de fonctionnaires, le vote écologiste de 1989 est d'une nature nouvelle. Aux élections législatives de 1978, on comptait dans ses rangs 21% d'ouvriers et d'employés. Ils sont aujourd'hui 35%. A l'heure actuelle et malgré les intentions de vote déclarées, ces électeurs ne manifestent qu'un attachement limité à l'écologie politique. Seulement la moitié d'entre eux citent ce mouvement comme la formation dont ils se sentent le plus proches; un peu plus de 50% déclarent qu'en cas d'hypothétique présidentielle ils voteraient pour Antoine Waechter. Seule une minorité d'environ 30% refusent le clivage gauche-droite, pourtant pierre de touche du discours politique des Verts. Et quand ils se classent sur l'échelle habituelle de la SOFRES, 54% se situent à



l'extrême gauche ou à gauche, un tiers choisissant le centre et à peine plus d'un dixième la droite ou l'extrême droite. L'écologie de 1989 n'est plus un centrisme de substitution, comme cela pouvait être le cas aux municipales de 1977, mais plutôt un choix alternatif au sein du système politique, particulièrement pour les électeurs de gauche. S'agit-il pour autant d'un phénomène similaire à celui des "dégus du socialisme" dont la gauche a tant souffert de 1983 à 1986 ? Les sondages d'opinion permettent de répondre clairement par la négative. En réalité, les électeurs écologistes applaudissent des deux mains à la présence de la gauche au pouvoir et ils maintiennent leur confiance aux dirigeants du pays. 72% des Verts jugent positif le bilan présidentiel de M. Mitterrand et 70% déclarent lui faire confiance pour l'avenir; pour le premier ministre, le niveau de confiance atteint 71%. Parmi les personnalités politiques les plus populaires aux yeux des Verts figurent aux sept premières places six leaders socialistes et seulement un leader du centre, Simone Veil. Enfin, chez les électeurs écologistes, la cote de popularité du Parti socialiste s'élève à 70% de bonnes opinions, celle de l'UDF à seulement 34% et celle du RPR à 27%. Pourquoi donc voter écologiste si l'on est un électeur de gauche qui demeure fidèle à son camp ? A l'examen des chiffres, il apparaît que ce vote écologiste plus populaire a une signification de contestation sociale à l'égard d'une gauche jugée trop gestionnaire. Une majorité des électeurs écologistes estiment leur vie matérielle peu satisfaisante (58% contre 42%), la moitié d'entre eux déclarent avoir subi depuis un an une perte de leur pouvoir d'achat contre le tiers des socialistes. Dans cet électorat, l'approbation du développement de la Bourse est plus chichement mesurée : 37% contre 46% parmi les socialistes et 58% au sein de la droite modérée. 47% estiment que les efforts entre Français sont demandés surtout aux défavorisés. Dans le bilan détaillé de François Mitterrand, quatre domaines sont particulièrement critiqués : le chômage, le pouvoir d'achat, la politique sociale et la lutte contre les inégalités. Ce n'est pas en se souciant seulement d'environnement que les socialistes feront diminuer le vote écologiste mais en répondant aussi à ces préoccupations-là. Un électorat plutôt à gauche, hostile à la droite, assez populaire, critique à l'égard de la politique sociale menée. On retrouve dans ces indications l'écho des luttes sociales et des "affaires" de l'hiver dernier, L'environnement et la contestation sociale forment les deux éléments fondateurs du vote écologiste de 1989, qui paraît ainsi beaucoup plus proche des Verts allemands que par le passé. Autant d'enseignements qui peuvent poser demain en termes nouveaux les problèmes de l'"ouverture" politique et des alliances entre partis.

30 mai 1989..... M. Antoine Waechter à l'"Heure de vérité" : "Renforcer la crédibilité du mouvement écologiste". Invité de "L'Heure de Vérité" demain sur Antenne 2, Antoine Waechter va tenter de montrer que les Verts "ne sont pas un simple syndicat de l'environnement", mais un véritable parti politique qui peut s'exprimer sur tous les sujets. C'est précisément le fond de la polémique qui l'a opposé, ces dernières semaines, à François-Henri de Virieu. Le producteur et animateur de l'émission a longtemps refusé d'inviter la tête de liste des écologistes aux élections européennes au motif qu'il ne tiendrait pas la distance d'une grande émission politique et que les Verts ne disposaient pas d'un "groupe homogène" au Parlement de Strasbourg. Mais M. Waechter a demandé son entrée dans le "club des Grands" en faisant valoir notamment que les sondages le plaçaient devant la liste de MM. Le Pen (FN), Herzog (PCF), et même, à un moment, devant la liste du Centre conduite par Mme Simone Veil, qui tous ont été invités à "L'Heure de Vérité". Le dernier sondage IPSOS-JDD paru le 28 mai accordait 12% de voix aux Verts. Invité de la dernière heure, M. Waechter ne s'est soumis à aucun entraînement au magnétoscope, à aucune étude de look" pour remédier à son image un peu austère. Il veut être plus simplement "le plus précis et le plus sérieux possible sur tous les sujets", et pas seulement sur le dossier de l'environnement. Il réaffirmera que les Verts ne sont pas "anti-européens", tout en soulignant leur hostilité à "une construction de l'Europe à partir du seul marché unique"

31 mai 1989..... Le Canard Enchaîné dézingue des candidats aux Européennes : * Antoine Waechter, des Verts, a précisé qu'il ne s'afficherait pas sur les panneaux, étant donné le niveau des campagnes de pub des listes rivales (peut-être aussi n'a-t-il pas de sous). Il a tort. Il y a au moins une campagne qui tient la route, et même le caniveau : La liste "Europe et patrie" affiche "RPR, PS, UDF, etc, dites-leur les cinq lettres de LEPEN". Et le Canard de conclure "Et merde pour ceux qui l'élimineront ! (M.E.R.D.E. le Mouvement Énormément Réactionnaire Droite Extrême). * Le maire de Valenciennes, Jean-Louis Borloo, est le numéro deux de la liste de Simone Veil. Ça n'a pas l'air de l'enchanter puisqu'il déclare au «Monde» : «J'ai le sentiment d'être un légume.» Il aurait dû aller voir du côté de la liste des Verts ! Puis, à cette question : «La politique manquerait-elle d'iconoclastes ? », il répond : «Absolument. Il faut dans tout système organisé 15% de gens qui soient les bulles d'oxygène dans le bocal. Les fouteurs de merde sont indispensables. » C'est logique, il faut du fumier pour faire pousser les salades. * Mais le Canard s'attaque aussi au ministre de l'environnement : Et Brice Lalonde, dans tout cela ? Les prétentions de la populace à gérer de près l'environnement lui donnent des boutons. Les Verts, de l'urticaire. On n'a pas oublié l'énorme succès de la manif organisée le 30 avril contre le projet de barrage du Serre-de-Ia-Fare, en Haute-Loire. Peu auparavant, un conseiller technique de Lalonde, Bertrand Lefebvre, adressait une note à Odile Vadot, chargée de mission au cabinet de Rocard. Après avoir stigmatisé "l'incompréhension persistante de l'opinion publique", il insiste sur l'importance de "conforter le comité Loire vivante, très représentatif et très modéré, afin d'éviter que, mis sous pression, il ne rejoigne les positions des Verts et des militants suisses et allemands de plus en plus actifs en Haute-Loire". Aux oubliettes, le Larzac et Plogoff. Lalonde veut aujourd'hui marginaliser les Verts. Lesquels cotent 10% à la Bourse des intentions de vote du 18 juin. Pourquoi pas un appel de Lalondres ?

31 mai 1989..... Il sera ce soir à «L'Heure de vérité», Antoine Waechter et la «constellation verte». Le leader des «écologes» veut démarquer son parti de la gauche. Mais il n'est pas toujours suivi sur ce terrain par ses troupes... Dans la formation



d'Antoine Waechter, il y a de la place pour tout le monde. Les adhérents des autres partis sont certes, rejetés, mais les anciennes amours de certains, avec le PS notamment, sont souvent pardonnées. En fait, le vert peut se teinter de rose ou de rouge, mais doit garder sa couleur primaire. Telle est aujourd'hui la règle. Il existe deux "tendances" actuellement, celle, d'un parti uniquement vert incarnée par Antoine Waechter, et celle défendue par Yves Cochet, d'une formation pluraliste ouverte sur la gauche. Le rapport de force entre ces deux sensibilités étant favorable aux amis de Waechter - ils représentent environ 60% des "verts" - Andrée Buchmann a été élue présidente de l'association des élus écologistes. Son heure de gloire avait sonné en mars, lorsqu'elle avait failli faire trébucher Catherine Trautmann, la candidate socialiste. Cette dernière a finalement réussi à conquérir l'hôtel de ville de Strasbourg, mais n'a toujours pas pardonné à Andrée Buchmann de s'être maintenue au second tour. Issue d'une famille d'agriculteurs, Andrée Buchmann, une jeune femme souriante de trente-trois ans, professeur de français à l'université de Strasbourg, a très tôt attrapé le virus de l'écologie. Au lycée, elle rencontre les Jeunes amis de la nature d'un certain Antoine Waechter. Après bon nombre de manifestations antinucléaire, elle adhère aux "Verts" dès la constitution du mouvement en 1984. C'est en 1986, à l'issue d'un Conseil national inter-régional, qu'Antoine Waechter en prend la tête. Les partisans d'un parti indépendant de la gauche se regroupent derrière ce docteur en biologie, spécialiste de la marmotte, de la musaraigne et de la fouine vosgienne. «C'était lui, ou les krypto-socialistes », sussurent certains, qui n'ont toujours pas été conquis par l'austérité de ce personnage. Le costume cravate, l'inamovible mèche sur le front, le parler technocratique, manquant parfois de diplomatie, ce quadragénaire détonne dans l'ambiance joviale de cette formation. Personne, cependant, ne conteste la sincérité de son engagement pour l'écologie et le succès obtenu aux dernières municipales, qui est pour beaucoup son œuvre. Plus "cool" qu'Antoine Waechter, toujours "beau gosse" à quarante-trois ans, Yves Cochet, en cinquième position sur la liste verte aux européennes, est le chef de file des adversaires de la ligne Waechter, qu'il qualifie en bon Breton de «vert pur porc ». Président de la "Corpo" sciences à l'université de Rennes il s'était, à l'inverse de son rival - investi dans le mouvement étudiant de 1968. Ayant fleurté à cette époque avec divers groupes gauchistes, il les a quittés pour s'engager dans le combat contre l'énergie nucléaire, le passage obligé pour l'entrée en écologie. Les "verts" sont de gauche, rappelle-t-il. D'ailleurs, assure-t-il, "tous les dirigeants des Verts, comme 90% des écologistes ont voté François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle". Et il se refuse à couper les ponts avec la Nouvelle Gauche de Pierre Juquin. Michel Duchène, en devenant adjoint de Jacques Chaban-Delmas, le maire RPR de Bordeaux, est le premier à avoir transgressé les tabous. Grâce à lui, les écologistes ont pris conscience que l'alliance avec le PS n'était pas obligatoire, et qu'un "vert" peut aujourd'hui travailler avec des hommes de droite. Dans les années 70, Michel Duchène ouvre à Bordeaux la librairie "vent debout". "Ce lieu d'échanges m'a permis de rencontrer des intellectuels de tous horizons, tout en me familiarisant avec le monde de l'entreprise", se satisfait-il. Une entreprise qui existe toujours, et qui a créé des emplois... A trente-sept ans, marié, père de trois enfants, Michel Duchène, ancien du mouvement Libertaire n'est pas pour autant un "libéral". Il ne veut être classé ni à gauche ni à droite. Comme, en fait, la plupart des jeunes qui rejoignent aujourd'hui les "verts", et qui aspirent à une autre pratique de la politique.

Début juin 1989..... Chasse pêche tradition, liste européenne pour la liberté de chasse et de pêche. Hommes et femmes de la Terre et de l'Eau, la Nature est notre Culture. Que chasseurs et pêcheurs sollicitent aujourd'hui une place au Parlement Européen peut surprendre. Même si nous représentons le plus grand "parti" de France avec des structures associatives uniques en Europe, regroupant plus de cinq millions de citoyens, rien ne nous prédisposait à cet engagement. Or, depuis dix ans et dans l'indifférence des décideurs, l'Europe de l'Environnement se construit exclusivement sur un modèle anglo-saxon qui fait fi des diversités régionales, des cultures et traditions des premiers utilisateurs de la nature que sont les 22 millions de pêcheurs et chasseurs européens. Les partis politiques (qui découvrent aujourd'hui tardivement l'écologie) n'ont pas, malgré nos démarches, voulu prendre en compte notre identité. C'est pourquoi nous avons décidé de gérer nous-mêmes nos destinées. Chasseurs et Pêcheurs sont les premiers défenseurs de l'environnement et tiennent à le rester parce qu'ils sont les seuls à y mettre, en sus des idées, des moyens financiers considérables. Nous sommes des hommes et femmes de bon sens, enracinés dans notre culture rurale. Nous pensons que demain l'Europe de la Qualité de la Vie remportera sur celle de l'Economie et de la Politique. Nous croyons à une Nature construite harmonieusement avec l'Homme et non contre lui; à une utilisation judicieuse et prudente des ressources naturelles, source de valorisation de l'Espace rural, menacé dans de nombreuses régions de France. Nous croyons aux activités de nature génératrices de cohésion sociale, de convivialité, et d'une vie associative intense dans tous les villages et les villes de notre pays. Ensemble, préservons la Nature et les Animaux, sans lesquels notre passion ne pourrait exister. Ensemble, préparons pour nos enfants un avenir fait d'équilibre et de bon sens pour conserver notre culture et notre patrimoine intacts. Ensemble, donnons-nous les moyens de nous faire entendre par des députés actifs à l'Assemblée Européenne, capables de défendre nos identités et nos racines. Pour cela, VOTEZ massivement pour la liste : «CHASSE PECHE TRADITION» le 18 juin 1989. Voici une partie de la liste : 1 **GOUSTAT** André Président Syndicat National Chasseurs de France - 2 **BRUNET** Pierre Administrateur Conseil Supérieur de Pêche et Président Fédération de Pêche - 3 **SAINT JOSSE** Jean Président Fondateur de l'Union Nationale de Défense des Chasses Traditionnelles Françaises - 4 **BALEDENT** Hubert Président Fédération des Chasseurs Somme - 5 **PRADEAUX** Pierre Président Fédération des Chasseurs - Association Communale Chasse Agréée - 6 **BENOIT** Jean Vice-Président des Chasseurs Gibier d'eau - 7 **SEINLARY** Jean Président Fédération des Chasseurs Gironde - 8 **FUZIES** Pierre Président Fédération des Chasseurs Haute-Garonne - 9 **Dr ALLIOT** Jacques Médecin Chasseur Grand Gibier Moselle - 10 **HERON** Claude Président Fédération de Pêche Yvelines (...) 78 **SCIPION** Marcel Ecrivain - 79 **BASTIAT** Jean-Pierre



Ancien Capitaine Equipe de France de Rugby - 80 DUCLOS LASSALLE Gilbert Coureur Cycliste professionnel - 81 PESCAROLO Henri Pilote automobile Journaliste.

1 juin 1989..... Waechter gagne ses galons d'animal politique : Attendu au tournant de sa première "Heure de vérité", la tête de liste des Verts a montré hier qu'il était capable de répondre, sans trébucher, aux questions les plus diverses. Il n'a pas exclu l'idée de participer aux affaires, mais sur la base d'un rapport de force parlementaire et d'un contrat de gouvernement. François-Henri de Virieu, pour justifier son refus d'inviter la tête de liste écologiste à l'Heure de vérité, disait en substance: «Il ne tiendra pas quatre-vingt dix minutes sans ennuyer ». Antoine Waechter a tenu. Il s'est même montré plutôt intéressant. L'oeil brillant assorti à son éternel costume bleu acier, un peu raide, un léger sourire aux lèvres (depuis ses premières prestations télévisées, Waechter a appris à sourire), le leader des Verts n'a pas été ridicule lorsqu'il lui a fallu s'aventurer au-delà des sacro-saints problèmes d'environnement. «L'Europe s'organise sur le mode du productivisme et nous sommes sur cela en désaccord complet (...) Un désaccord équidistant entre une Europe sociale et une Europe libérale». Tel a été le credo initial du leader des Verts. Longtemps prié par les journalistes de «faire court », il n'a pas l'habitude d'étirer ses réponses. C'est un handicap. Lui demande-t-on la position des écologistes en Europe sur la Communauté ? Il répond en quatre mots: Nous sommes tous pour.» En une phrase, il résume les inquiétudes des Verts européens sur le marché unique. Puis attend la question suivante. Il lui manque encore le liant qui fait l'ontion des vrais pros. Il lui faudrait aussi ce rien d'assurance indispensable pour conserver la parole face à des journalistes qui égrènent les thèmes sans toujours laisser à Waechter le temps de développer ses thèses. C'est dommage, surtout lorsque l'interview porte sur les questions d'environnement ou de pauvreté du tiers-monde, que l'ingénieur écologue maîtrise particulièrement bien. La chasse aux éléphants en Afrique, la conservation du patrimoine naturel des pays pauvres ? Sur tous ces sujets abordés hier, l'ombre de l'écologiste historique René Dumont plane. Les nitrates polluent-ils les nappes phréatiques bretonnes, à cause des élevages porcins en surnombre ? «On entre au coeur de la philosophie écologique», dit Waechter ravi de cet exemple qui lie à merveille le respect de la nature et les contingences économiques: «A quoi sert de limiter le prix du kilo de porc, si c'est pour augmenter celui du litre d'eau ? » Les grands triomphateurs de l'Heure de vérité ont été Harlem Désir et Léon Schwarzenberg, parce qu'ils avaient su entrer au coeur des préoccupations des téléspectateurs. Dans un registre plus laborieux, l'écologie concrète d'Antoine Waechter captive, à défaut d'avoir convaincu l'échantillon de la Sofres. Certes il ne peut réprimer des accès de langue de bois, y compris quand il aborde (à son grand désespoir, car il redoutait par dessus tout qu'on lui pose cette question) le délicat problème des crottes de chien en ville: "C'est une question de conscientisation des populations", répond-il sans sourire. Son public, composé de l'état-major des Verts au complet, de la conseillère municipale de Strasbourg, Andrée Buchrann à Solange Fernex en passant par les représentants du courant écologiste "dur", comme Yves Cochet, René Conan, Dominique Voynet, lève alors les yeux au ciel... Antoine Waechter souhaitait mettre à profit cette émission pour prouver que les Verts s'intéressaient à autre chose qu'à l'environnement. De ce point de vue l'opération n'est pas ratée : tout y passe. L'armée de métier ? "Nous sommes contre. C'est une dérive naturelle liée à la sophistication toujours plus grande des armées, qui ne permet pas une transition en douceur vers moins d'armée". Les écologistes sont-ils pacifistes ? Tout dépend de la signification du terme: "Si le mot signifie que les Verts français veulent désarmer la France tout de suite, non, nous ne le sommes pas. Nous remettons en cause le principe de la dissuasion, mais en trois étapes : d'abord on arrête de filin des essais d'armes nucléaires; ensuite la France doit participer aux négociations internationales de désarmement, enfin un certain nombre de mesures unilatérales doivent être prises", explique-t-il avec le sérieux imperturbable qu'il met dans chacune de ses réponses. Le hic, c'est que sur les problèmes de défense les écologistes allemands ne sont pas du tout sur les mêmes positions. N'est-ce pas un handicap pour une stratégie verte européenne ? Antoine Waechter tient mordicus à cacher les dissensions qui existent entre les Verts français et les Grünen d'outre-Rhin: «Mais non, il y a unité de vue entre nous. Simplement, les conditions historiques font que nous avançons à des rythmes différents. » Sur les chaises réservées aux invités, Djida Tazdait, 8e sur la liste européenne des Verts, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon, s'agite, attendant visiblement que l'immigration arrive dans la conversation. «Si vous étiez député, demande Albert Du Roy, de l'Expansion, auriez-vous voté la motion de censure contre le gouvernement ?» Antoine Waechter hésite une seconde: "Non. Car il était nécessaire de modifier la loi Pasqua". Le chef de file des écologistes a beau nier que l'écologie penche à gauche, ses réponses sont sans ambiguïté. De même, quand il parle des «exclus du système », de «l'Europe des groupes industriels », il donne raison aux sondages qui situent l'électorat des Verts pour deux tiers à gauche, un tiers à droite. "Enfin...", module Waechter qui refuse d'admettre l'évidence : "au second tour des présidentielles, une grande partie de notre électorat s'est abstenu". Est-ce une façon d'enfoncer le clou ? Lorsqu'on lui demande: "Si vous aviez à choisir entre Laurent Fabius et Valéry Giscard d'Estaing pour débattre, dans le cadre de cette campagne, qui choisiriez-vous ?", Antoine Waechter répond: "Fabius. Parce que c'est lui qui, aujourd'hui, participe à l'exercice du pouvoir". La question d'éventuelles alliances politiques devait arriver sur le tapis. Le porte-parole des Verts, qui avait soigneusement dû peser ses mots à l'avance, en compagnie de son état-major, ne les exclut pas, martelant d'abord le credo des écologistes politiques: "Nous ne constituons pas un simple groupe de pression, Nous avons vocation à participer au pouvoir". Il ne repousse pas le principe d'une participation aux affaires, mais "à deux conditions", premièrement, sur la base d'un "rapport de force à l'intérieur du parlement". Par conséquent, avant d'envisager des alliances, il faudra attendre, à défaut d'un changement de mode de scrutin, du moins les prochaines élections législatives. Deuxièmement: "Sans désigner la force politique en question, cette alliance sera basée sur un contrat écrit de gouvernement. Il n'est pas question de vendre notre âme contre des postes ministériels. Nous ne serons



jamais des ministres-caution". Au bout d'une heure et demie, le porte-parole de l'écologie hexagonale avait réussi à passer l'épreuve. Une impression confirmée par le sondage Sofres réalisé au cours de l'émission : de 47% au début les bonnes opinions étaient passées à 59.

1 juin 1989..... Des amis des bêtes dans l'arène : Des amis des bêtes ont présenté hier, avec l'appui de Brigitte Bardot, une liste de candidats pour le 18 juin, en regrettant que "malgré les promesses faites à chaque élection. les animaux continuent d'être victimes de toutes sortes de mauvais traitements". Dans leur programme, les protecteurs des animaux demandent que les chiens et les chats soient acceptés dans les maisons de retraite et réclament l'arrêt des corridas et de la chasse à courre ainsi que l'interdiction de "l'emprisonnement » des animaux dans les cirque" et les zoos.

1 juin 1989..... Guy Cambot, l'ours d'Uzès : Silhouette épaisse, démarche lourde, voix grave et accent rocailleux, Guy Cambot, directeur de campagne des Verts aux européennes, semble avoir beaucoup de points communs avec les ours qui peuplaient autrefois les Pyrénées non loin desquels il est né, il y a soixante et un ans. Se décrivant volontiers «indépendant et bourru », ce natif de Bayonne va même jusqu'à partager certains traits de caractère avec l'aimable plantigrade. Mais la comparaison s'arrête là, car il y a belle lurette qu'il a décidé de quitter la quiétude de sa tanière basque... Pour la faculté de droit de Bordeaux dans un premier temps, où il acquiert une solide formation de juriste. Pour l'Afrique noire et la Côte-d'Ivoire ensuite où il exerce plusieurs professions, avant de participer en 1963 à la création d'une société nationale de financement, qu'il dirigera jusqu'à son retour en France, en 1965. Sa rencontre avec l'écologie politique date de 1975 à Uzès, sa ville d'adoption. Après quelques années passées à défendre à la tête d'une association, le cœur de la vieille cité, Guy Cambot comprend que "le combat associatif est un combat difficile et peu payant, d'où la nécessité d'avoir aussi une organisation politique". Il participera donc à toutes les étapes de la création d'un véritable parti vert en France : candidat écologiste aux législatives de 1978, puis secrétaire national du "Mouvement d'Ecologie Politique (MEP)", il entre au collège exécutif des Verts nouvelle formule, après leur création en 1984. Il y exercera la fonction de délégué aux élections jusqu'en novembre 1988, date de son élection au poste de secrétaire national du mouvement. Partisan de l'indépendance politique des Verts (il a lui même refusé un poste de conseiller municipal à Uzès car la liste qu'il conduisait en 1983 avait fusionné entre les deux tours avec la liste UDF locale...), cet amateur d'Histoire espère bien que les européennes seront marquées par une nouvelle poussée de sève verte en France : Une perspective qui n'a pas fini de faire s'activer «l' ours d'Uzès », dans le nouveau repère parisien des écologistes, rue Titon, juste en face de l'église protestante du Bon-Secours. De bon augure pour le 18 juin... ?

2 juin 1989..... Selon un sondage BVA, baisse des listes pour les européennes de MM. Giscard d'Estaing et Fabius : Selon un sondage de BVA pour Paris-Match, la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, si elle arrive toujours en tête, subit un recul de 2,5 points par rapport à une enquête similaire réalisée entre les 2 et 6 mai. Avec 33% au lieu de 35,5%, elle devance les listes de MM. Laurent Fabius (27% moins 1 point), Jean-Marie Le Pen (10%, +2 points), **Antoine Waechter (10%, sans changement)**, Philippe Herzog (9%, -0,5 point), Mme Simone Veil (9%, +1 point), Arlette Laguiller (2%, +1 point). Parmi les instituts de sondage, BVA est le seul à placer M. Giscard d'Estaing aussi haut et Mme Veil aussi bas. Par rapport au mois dernier, les indices du tableau de bord de BVA évoluent de façon positive pour MM. François Mitterrand et Michel Rocard : le Président de la République avec 6% de bonnes opinions gagne 3 points, le premier ministre avec 55% de bonnes opinions enregistre la même amélioration. Parallèlement, le nombre des mauvaises opinions baisse de 4 points pour les deux hommes: 31% pour le chef de l'Etat, 33% pour le chef du gouvernement. En outre, 45% (au lieu de 41%) sont satisfaits de la façon dont la France est gouvernée contre 47% (au lieu de 52%) d'un avis contraire. Sur les vingt personnalités politiques proposées à la cote de confiance, M. Giscard d'Estaing est celle qui enregistre la progression la plus forte avec +7 points. Avec 46%, il est devancé par M. Mitterrand (56%, +2), et par M. Rocard (49%, +1).

3 juin 1989..... La campagne pour les élections européennes : Mme Veil s'en prend à la «politisation » des Verts à Strasbourg. Rude journée pour la caravane de la liste centriste ! Mme Simone Veil et ses colistiers ont, en effet, commencé jeudi 1er Juin un voyage dans l'ouest de la France qui a commencé par la visite d'une vente de poissons à la criée, à Saint-Guénolé (Finistère), et s'est achevée par celle d'une exploitation agricole en Vendée. Tout au long de ce périple la nouvelle vague d'affiches de l'équipe du centre a salué le passage de la petite troupe, dont la liste a été officiellement déposée mercredi au ministère de l'intérieur. Mme Veil a pu vérifier que " l'Europe bleue " faisait d'ores et déjà partie de la vie quotidienne des pêcheurs. La Commission de Bruxelles a en effet la complète maîtrise de cette activité, depuis la réglementation de la taille des mailles des filets jusqu'à celle des quotas de zone et d'espèces. En réponse aux porte-parole de la profession qui se sont plaints du "pouvoir supranational sans contrepartie suffisante" de cette instance communautaire, Mme Veil a reconnu que celle-ci était "un peu livrée à elle-même à l'image de ces administrations privées des orientations données par un pouvoir politique". Il conviendrait selon elle de revenir à l'esprit du traité de Rome, qui prévoyait d'accorder des responsabilités politiques à une commission devenue par la suite trop technocratique, sous la pression du Conseil européen. A Ploudamezeau, commune devenue célèbre dans le monde entier en une seule nuit avec le naufrage de l'Amoco Cadiz en 1978, les goémons ont repris possession des rochers à marée basse et les enfants des classes de mer peuvent de nouveau "faire du vélo" et "pêcher les huîtres et les raies". Pourtant, le 16 mars 1978, à 22h 30, 220 000 tonnes de pétrole que l'on n'attendait pas ont envahi la plage, a rappelé M. Alphonse Arzel (UDF-CDS), sénateur, maire de ce village "agressé par sept catastrophes pétrolières en vingt ans". Mme Veil a rappelé que si «notre patrimoine, la planète, est fragile, nous devons le laisser intact aux générations futures ». «Tous les partis politiques assument, selon elle, plus ou moins bien ce



combat qui doit être mené dans tous les domaines de la vie quotidienne. » Mais il convient d'y «travailler tous ensemble et non dans une situation d'affrontement ». Pour Mme Veil «il n'y a pas de contradiction entre le souci de l'environnement et une capacité économique satisfaisante et même en progression ». Les chefs d'entreprise eux-mêmes ont pris conscience de la nécessité de la protection du cadre de vie, mais il faut «éviter, a-t-elle affirmé, toute démagogie, en leur laissant le temps de s'adapter» à cette réalité. Le chef de file centriste a, en outre, violemment critiqué «la politisation » des Verts européens à Strasbourg qui, en fonction d'une «conception différente de notre société », sont par exemple en train de «tuer le génie génétique en Europe », ce qui aboutit à «stopper la progression dans la recherche contre le cancer ou le SIDA ».

3 juin 1989..... Le bulletin "Vert-Contact" présente Jean-Pierre Raffin : Quoi de plus "naturel" pour les Verts que de proposer une place éligible à un défenseur de la nature ? Et quel défenseur ! Jean-Pierre Raffin, que sa modestie n'en souffre pas trop, est un des membres les plus actifs et les plus connus de la lutte

associative pour la protection de l'environnement. Après avoir étudié la médecine, présenté une thèse d'histochimie, pratiqué la neuro-embryologie expérimentale, il s'oriente vers l'écologie (au sens scientifique du terme) en étant, avec François Ramade, à l'origine de l'enseignement de l'écologie à la faculté de Jussieu en 1970. Ses activités associatives deviennent alors prépondérantes : membre du conseil d'administration de la FFSPN (fédération française des sociétés de protection de la nature) en 1970, secrétaire générale de cette fédération de 1972 à 1982, il en est le président entre 1982 et 1986. Il a siégé dans de nombreuses instances : le Haut comité de l'environnement où il préside la commission de travail intitulée "équilibre des espèces et des milieux", le Conseil national de protection de la nature. De 1978 à 1989, il est membre du Conseil d'administration du Parc naturel des Ecrins. Ces dernières années, il s'est beaucoup occupé du sauvetage des derniers ours des Pyrénées. Jean-Pierre Raffin est le

responsable du groupe Ours, une sorte de "lobby" de sensibilisation, qui compte à son actif quelques succès (avec le journal "la Maison de Valérie", et surtout via le film "l'Ours" de Jean-Jacques Annaud et l'exposition du muséum d'histoire naturelle) mais piétine devant l'absence de volonté des pouvoirs publics.

3 juin 1989..... Il y aura quinze listes aux élections européennes: PCF (Herzog), PS (Fabius), CDS (Veil), UDF-RPR (Giscard d'Estaing), FN (Le Pen), les Verts (Waechter), LO (Laguiller), MPPT (Gauquelin), MRC (Llabres), POE (Cheminade), Défense de la chasse (Goustat), défense des animaux (Alessandrini), défense de la famille (Joyeux), démocrates européens (Biancheri), Génération europe (Touati).

6 juin 1989..... Fabius fait feu sur les écologistes : M. Fabius a appelé les militants à «donner un dernier, un puissant, un victorieux coup de reins ». Il a reproché, notamment, aux écologistes de «s'attaquer aux symptômes et non à la cause» de la dégradation de la nature ; il les a mis en garde à propos d' «un combat contre la croissance, qui serait un combat contre l'emploi ». Pour M. Fabius, les socialistes, qui, historiquement, ont combattu les "risques sociaux" et les inégalités, sont les mieux placés, aujourd'hui, pour lutter contre les risques industriels induits par le "capitalisme sauvage" à l'Ouest ou par la "bureaucratie" à l'Est. Le chef de file socialiste s'est prononcé pour une «véritable stratégie européenne de réduction du temps de travail ». Il a fait une large part, dans son propos, à l'évolution des pays de l'Est, en rappelant le discours de Léon Blum qui, au congrès de Tours, en 1920, avait dit que les socialistes garderaient la «vieille maison» quittée par ceux qui choisissaient la voie soviétique. «La vieille maison, c'est celle de la croissance économique, de la liberté et des droits sociaux, et nous voulons la partager avec vous », a affirmé M. Fabius à l'adresse des peuples de l'Est européen. Au "Club de la presse" d'Europe 1, dimanche, comme au meeting de Montagnac, le même jour, M. Fabius a développé l'idée d'un «pilier social» européen, afin de faire contrepoids à "l'Europe des financiers".

7 juin 1989..... Européennes : La chasse et la pêche aux voix. De quoi parle-t-on dans un meeting de chasseurs et de pêcheurs ? De chasse, de pêche, mais aussi... des Verts. Pour leur première réunion électorale, les candidats de la liste CPNT "chasse, pêche, nature et tradition" avaient choisi, lundi 5 juin, un lieu symbolique de leur combat, Amiens. Le 18 février dernier, la première manifestation de masse des chasseurs avait été organisée dans cette ville pour exiger l'abrogation de la directive européenne fixant les dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau. Entre deux «chants rabelaisiens» repris en chœur par les quelque deux mille chasseurs et pêcheurs présents, les deux têtes de liste, M. André Goustat et M. Pierre Brunet, ont réitéré cette demande au nom d'une "liberté acquise sous la Révolution". Se définissant comme les seuls vrais écologistes, par opposition aux Verts qu'ils appellent les "escrolos", les candidats veulent "apporter de l'oxygène dans le débat européen", confié jusqu'à présent à des "technocrates trop éloignés des réalités quotidiennes", et "mettre en place une Europe du bon sens, qui respecte les traditions". Représentants d'une liste thématique et parce que "la nature est leur culture", les candidats ont développé exclusivement les thèmes de la chasse et de la pêche, n'osant s'aventurer sur d'autres terres.

8 juin 1989..... Les têtes de liste des six principales formations politiques (RPR-UDF, CDS, PS, PCF, FN et les Verts), se confrontent lors d'un débat télévisé exceptionnel sur TF1. De l'aveu même de l'un de ses participants, Valéry Giscard d'Estaing, cette émission fut "peu passionnante" et même "un peu contraignante". Elle n'aura pas aidé les Français à prendre le chemin des urnes.



- 10 juin 1989..... Selon la SOFRES, la liste de M. Giscard d'Estaing est en hausse : Le dernier sondage publiable de la SOFRES et publié vendredi 9 juin par les Dernières Nouvelles d'Alsace et la Nouvelle République du Centre Ouest accordent 28% des intentions de vote à la liste de M. Giscard d'Estaing (contre 25 % il y a quinze jours) tandis que celle de M. Fabius perd un point avec 25%. Mme Veil et **la liste des Verts sont au même niveau (11%)**, M. Le Pen est stable à 10,5% tandis que M. Herzog atteint 7%. L'une des raisons de la progression de M. Giscard d'Estaing tient sans doute à sa prise de position en faveur d'une armée de métier qui impliquerait la suppression du service national, réforme approuvée par 53% des personnes interrogées (59% chez les gens âgés de dix-huit à vingt-quatre ans) contre 36% qui y sont opposés.
- 12 juin 1989..... Les amis des bêtes cherchent une niche à Strasbourg : Ils veulent aussi s'opposer à la liste des chasseurs. Evidemment, si les quelques quinze millions de chiens et chats domestiques français votaient, la Liste Apolitique pour la Protection des Animaux et de leur Environnement (LAPAE) aurait déjà son groupe au Parlement de Strasbourg ! Pour l'instant, elle se contente de proclamer : "Votez, nous les défendrons". Le discours de la Lapae n'en est pas moins combatif. "Les gouvernements et toutes les formations politiques promettent et ont promis, mais l'absence de motivation sincères qui ont présidé jusqu'alors eux décisions", font des animaux «les innocentes victimes de pratiques engendrées trop souvent par l'inconscience ou par l'intérêt ». Tel est le constat dressé par "ces amis des bêtes", qui se présentent aux élections européennes pour exercer une pression sur nos responsables et s'opposer à la liste des chasseurs. Siégeant dans une commission consultative du ministère de l'Agriculture, Arlette Alessandri qui conduit le Lapae dans sa croisade électorale souligne qu'en règle générale, les textes de loi concernant les animaux de "bric et de broc" et suivent les directives venues de Bruxelles. "Il serait plus utile de travailler en amont", explique ainsi celle qui est aussi la présidente française d'Assistance aux animaux, une mère de deux enfants et protectrice de trois chiens, cinq chats et un âne. Seconde sur la liste, Liliane Sujansky (mariée, deux chiens, trois chats, un pigeon), ajoute que les députés strasbourgeois ne sont guère renseignés sur les lois qui décident du sort des animaux, et qu'il serait bon que des personnes qualifiées prennent en charge ces dossiers. La directrice de la fondation Brigitte-Bardot assure qu'avec une meilleure information certains progrès pourraient être réalisés. Preuve en est, qu'après la première émission de l'actrice sur le massacre des éléphants, la France vient d'interdire sur son sol l'importation de l'ivoire. Mme Sujansky espère donc que les actions conduites par Brigitte Bardot, qui soutient ardemment la Lapae, et celles de tous ses colistiers apporteront rapidement des résultats. La Lapae propose notamment des programmes scolaires d'éducation humanitaire, la fin de l'emprisonnement des animaux dans les cirques et dans les zoos, la substitution des fourrières inutiles et la mise en place d'une politique de stérilisation, l'application stricte des textes sur le parcage, le transport et l'abattage des animaux de boucherie... Autant de mesures en conformité avec cette phrase de Pythagore, mise en exergue par la Lapae : «Tant que les hommes massacreront les bêtes, ils s'entretueront. »
- 13 juin 1989..... Européennes : "Il faut réduire à 35 heures la durée du travail" estime M. Waechter au «Grand Jury RTL-le Monde». M. Antoine Waechter, qui conduit la liste des Verts à l'élection européenne, invité du «GrandJury RTL-Le Monde » dimanche 11 juin, a déclaré : «Aujourd'hui, les modèles économiques se montrent incapables à la fois de résorber le chômage et d'éviter la crise écologique. Il faudrait 8% de croissance pour résorber les deux millions et demi de chômeurs en France. Nous proposons une réduction de la durée du travail de manière généralisée, néanmoins négociée par branche d'activité, mais sans compensation salariale, sauf pour les plus bas revenus, et cela de manière dégressive au fur et à mesure qu'on monte dans l'échelle. La réduction de quarante à trente-neuf heures n'a pas résolu grand-chose. Elle a permis d'absorber environ 40 000 chômeurs. Si elle s'était faite sans compensation salariale, en tout cas selon les estimations de l'INSEE, elle aurait permis d'en intégrer trois fois plus, ce qui est encore très faible. Si l'on passait à trente-cinq heures, par contre, c'est environ un million de personnes que l'on pourrait réintégrer. • On pourrait très bien imaginer, par exemple, d'investir l'indemnité du revenu minimum d'insertion dans des entreprises intermédiaires qui embaucheraient justement ces personnes et qui essaieraient de compléter le reste par leurs activités. • A propos de la défense, M. Waechter affirme : La défense que nous concevons pour l'Europe est bâtie essentiellement sur une offensive dans le domaine économique et dans le domaine diplomatique. Car nous pensons que les véritables menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'humanité, c'est la crise écologique et c'est la disparité entre le Nord et le Sud. Je vous dis clairement que nous sommes opposés à la force de frappe. Nous proposons l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa, ce qui signifie que l'on gèle en l'état cette force. Le maintien de la défense conventionnelle est important. Dans le même temps, nous souhaitons que se développe dans ce pays une initiation à la défense populaire non armée ou en tout cas une expérimentation de cette formule.
- 14 juin 1989..... Parmi les petites listes : * Rassemblement pour une France libre : La liste Rassemblement pour une France libre (RFL) est conduite par M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen (POE). Composée de socio-professionnels. Cette liste s'oppose à «l'Europe des cartels financiers dominée par la Bourse de Londres», et propose une «Europe construite autour de grands projets». * Alliance : La liste de l'alliance, conduite par le chirurgien Henri Joyeux, est composée de socioprofessionnels et de mères de famille. «Plaçant la famille en tête de leur programme, les candidats proposent de «donner un soutien financier équivalent au SMIC au père ou mère d'un enfant» et de «remettre en honneur notre héritage judéo-chrétien ». * Génération Europe : La liste Génération Europe est conduite par M. Gérard Touati, chef d'entreprise et candidat aux élections européennes de 1984. Cette liste composée de socioprofessionnels se donne cinq objectifs : construire l' Europe des régions unies, l'Europe des chances, l'Europe des libertés, l'Europe des croissances et l'Europe des espaces. * Protection des animaux et de leur environnement : La Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement, conduite par deux femmes, Mme Arlette Alessandri et Mme Liliane



Sujansky, est un regroupement de plusieurs associations protectrices des animaux, dont la Fondation Brigitte Bardot. Considérant que les limites de l'inacceptable ont été franchies dans la plus totale indifférence des gouvernements et des formations politiques, cette liste propose notamment «la création d'un comité d'éthique pour lutter contre la vivisection et l'expérimentation médicale» et la mise en place de programmes d'éducation humanitaire dans les écoles.

- 15 juin 1989..... M. Waechter : message reçu. M. Antoine Waechter a déclaré, mardi 13 juin à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), qu' au soir du 18 juin [son] message serait immédiatement entendu par les dirigeants actuels. S' exprimant devant une assemblée de deux cent cinquante personnes dans un gymnase de la ville du premier ministre, le chef de file des Verts a ajouté: "Le scrutin du 18 juin aura, au niveau interne, une conséquence immédiate car si, comme les sondages semblent l'indiquer, les écologistes représentent la troisième ou quatrième force politique de ce pays, le message sera immédiatement entendu par l'ensemble de la classe politique, y compris par ceux qui sont, à l'heure actuelle, au pouvoir, et des mesures immédiates seront alors vraisemblablement prises dans bien des domaines".
- 15 juin 1989..... Elections européennes en Grande-Bretagne : La droite de Margaret Thatcher subit une défaite électorale avec 34,15% des voix (32 sièges) contre 40,23% des voix aux travaillistes (45 sièges). Le spectaculaire succès des Verts, avec 14,99% des voix, ne leur permet pas, en raison du système électoral, d'enlever un seul siège.
- 15 juin 1989..... Elections européennes aux Pays-Bas : L'alliance arc-en-ciel (écologistes) réussit avec 7% des voix à emporter deux sièges.
- 16 juin 1989..... Les Grünen soutiennent... les Verts français. La décision de Mme Dorothee Piermont, tête de liste des Grünen, les Verts allemands, aux élections européennes, de participer à un meeting commun, jeudi 15 juin à Metz, avec M. Claude Llabres, tête de liste des renovateurs communistes, a mis les Verts français en colère. Ils ont demandé des éclaircissements à leurs homologues : «Dorothee Piermont est-elle mandatée par les Grünen pour soutenir la liste des communistes renovateurs ? S'agit-il d'une initiative personnelle ? Si oui, quelle suite les Grünen comptent-ils donner à cet acte que nous considérons comme très inamical et très regrettable à trois jours des élections européennes ?» Visiblement irrités, les amis de M. Antoine Waechter ajoutaient : «Il s'agit d'une récidive puisque déjà, à l'occasion de la présidentielle de 1988, Dorothee Piermont était venue soutenir Pierre Juquin, qui se présentait contre le candidat des Verts. » Après l'élection présidentielle, M. Juquin et les renovateurs s'étaient séparés, l'ancien porte-parole du PCF créant la Nouvelle Gauche et décidant, après les élections municipales de mars dernier, de soutenir la liste des Verts. A l'instar de M. Alain Lipietz, économiste revenu du gauchisme, qui a fini par «choisir l'audace» d'adhérer au mouvement écologiste, M. Juquin, dit-on, serait tenté de franchir le même pas. Encore faudrait-il que les Verts veuillent de lui ! En tout cas, un autre dirigeant de la Nouvelle Gauche, M. Jean-Paul Deléage, spécialiste en écologie, a d'ores et déjà fait «une demande d'adhésion, chez les Verts. Cette précision sur l'itinéraire politique de l'ancien dirigeant communiste et de certains de ses amis donne son entière signification à la réponse que les Grünen ont apportée aux interrogations des Verts français, lundi. «Nous soutenons la candidature de la liste européenne des Verts et nous nous réjouissons que la Nouvelle Gauche en fasse autant, écrivent-ils. Nous ne soutenons pas la candidature des renovateurs communistes, nous nous sentons plus proches de vous que d'eux... Et ils précisent: "Cela ne signifie évidemment pas que des membres des Grünen, y compris leur tête de liste aux européennes, ne puissent pour autant assister à des réunions organisées par les renovateurs communistes ou d'autres mouvements". Cette mise au point que les Verts français auraient peut-être souhaitée plus nette met surtout en évidence l'indépendance politique dont jouissent les élus écologistes allemands par rapport à l'appareil des Grünen. En l'occurrence, elle bénéficie à Mme Piermont, représentante de la tendance «fondamentaliste» issue de l'extrême gauche, qui, non contente de préférer M. Llabres à M. Waechter, devait participer à d'autres meeting des extrêmes gauches en d'autres pays européens.
- 16 juin 1989..... Le FLNKS appelle à l'abstention pour les élections européennes. Le bureau politique du FLNKS a appelé, mercredi 14 juin, "tous ses militants et les électeurs à s'abstenir aux élections européennes du 18 juin". Le mouvement indépendantiste justifie sa position par le fait qu' aucune assurance n'a été fournie par le gouvernement sur les incidences de l'Acte unique européen sur deux points : 1) la liberté de circulation des hommes, notamment par rapport au corps électoral appelé à se prononcer sur l'acte d'autodétermination de 1988 mais aussi par rapport au marché de l'emploi local; 2) la liberté de circulation des biens, des capitaux et des marchandises apparaît comme une entrave au développement de l'économie locale au profit d'une invasion de produits européens.

Ch 6 - les premiers élus eurodéputés écolos

- 18 juin 1989..... Elections européennes en RFA : Si la droite CDU-CSU perd des voix avec 37,7% des voix (32 sièges, 9 perdus), elle devance néanmoins la gauche SPD 37,3% des voix (31 sièges, 2 perdus). L'extrême droite est créditée de 7,1% des voix (6 sièges). Les Verts sont relativement déçus de ne gagner qu'un siège (8) avec 8,4% des voix.
- 18 juin 1989..... Elections européennes en RFA : Si la droite CDU-CSU perd des voix avec 37,7% des voix (32 sièges, 9 perdus), elle devance néanmoins la gauche SPD 37,3% des voix (31 sièges, 2 perdus). L'extrême droite est créditée de 7,1% des voix (6 sièges). Les Verts sont relativement déçus de ne gagner qu'un siège (8) avec 8,4% des voix.
- 18 juin 1989..... Elections européennes en France : La liste RPR – UDF, conduite par Giscard d'Estaing, devant celle du PS, conduite par Laurent Fabius. Avec 1.922.353 voix soit 10,6%, les Verts se placent quatrième force politique (derrière l'UDF-RPR, le PS et le FN) et obtiennent pour la première fois **9 élus** (sept Verts et deux candidats



d'ouverture). La liste des chasseurs (Goustat) obtient 4,1% et celle de défense des animaux (Alessandrini) 1%. Les autres élus écologistes européens: 3 belges (14%), 5 italiens, 8 allemands (8,4%), 2 hollandais (7%). Les Verts européens obtiennent 26 sièges au Parlement européen et vont pouvoir constituer un groupe parlementaire (dont 8 allemands + 3 belges + 9 français + 3 italiens + 2 Pays-Bas).

Tête de liste	Liste	Voix	%	Élus	+/-
Valéry Giscard d'Estaing	UDF - RPR - CNIP	5 242 038	28,90	26	▼ 15
L'UNION UDF-RPR					
Laurent Fabius	PS - MRG - ADD	4 286 354	23,63	22	▲ 2
MAJORITÉ DE PROGRÈS POUR L'EUROPE					
Jean-Marie Le Pen	FN	2 129 668	11,74	10	▶
EUROPE ET PATRIE					
Antoine Waechter	LV - UPC	1 922 945	10,60	9	▲ 9
LES VERTS - EUROPE - ÉCOLOGIE					
Simone Veil	UDF diss.	1 519 346	8,38	7	Nv.
LE CENTRE POUR L'EUROPE					
Philippe Herzog	PCF	1 401 171	7,72	7	▼ 3
LISTE DE RASSEMBLEMENT PRÉSENTÉE PAR LE PCF					
André Goustat	CPNT	749 741	4,13	0	Nv.
CHASSE - PÊCHE - TRADITION					
Arlette Laguiller	LO	258 663	1,43	0	▶
LUTTE OUVRIÈRE					
Arlette Alessandrini	FAA	188 573	1,04	0	Nv.
LISTE APOLITIQUE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DE LEUR ENVIRONNEMENT					
Henri Joyeux	SE	136 230	0,75	0	Nv.
L'ALLIANCE					
Marc Gauquelin	MPPT	109 523	0,60	0	▶
POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DE LA DÉMOCRATIE					
Claude Llabres	PCF diss.	74 327	0,41	0	Nv.
EUROPE RÉNOVATEURS					
Gérard Touati	SE	58 995	0,33	0	▶
GÉNÉRATION EUROPE					
Jacques Cheminade	POE	32 295	0,18	0	▶
RASSEMBLEMENT POUR UNE FRANCE LIBRE					
Franck Biancheri	IDE	31 547	0,17	0	Nv.
INITIATIVE POUR UNE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE					
Suffrages exprimés		18 141 416	97,11		
Votes blancs ou nuls		539 276	2,89		
Total		18 680 692	100	81	▶
Abstention		19 606 804	51,21		
Inscrits / participation		38 287 496	48,79		

18 juin 1989..... Elections européennes en Italie : Les écologistes font une percée avec 3 sièges (3,8% des voix).

19 juin 1989..... Avec 11%, les Verts réussissent leur percée. Cette fois les vases communicants auront fonctionné aux dépens des socialistes et en faveur des écologistes. A un socialisme gouvernemental qui a perdu sa part de rêve, les Verts offrent un produit de substitution qui à la différence de tous les autres votes est immédiatement utile puisqu'au final cela se traduira par une meilleure prise en compte de l'environnement par la majorité et l'opposition réunies. Ce lobbying électoral



d'un nouveau genre aura contribué à la déstabilisation de Laurent Fabius en posant au parti socialiste un problème redoutable pour son avenir. * Antoine Waechter, tête de liste des écologistes, a déclaré sur FR3, que les écologistes s'affirmaient comme "une présence incontournable". Les écologistes sont «une force politique, verte, indépendante de la droite et de la gauche », a-t-il répété. Et d'ajouter: «Nous entendons faire dans les assemblées la démonstration de notre efficacité et nous engageons à présenter chaque année le bilan de notre travail».

19 juin 1989..... La poussée écologiste change la donne politique : Le succès, un casse-tête pour les Verts. Plus de 10%. Les «grains de sable» de la politique française, sont devenus une petite montagne. Mais ce score s'annonce dur à gérer. Il vient en outre de décapiter les Verts : leur règlement interne interdit à leurs élus à Strasbourg de continuer à diriger le mouvement. Que faire quand on est Vert et qu'on pèse soudain plus de 10% sur l'échiquier politique français. Alliances, modification du mode de scrutin législatif, participation au gouvernement : ces questions stratégiques semblent pour le moment absentes des préoccupations des Verts. En bons pragmatiques, ils ne veulent entendre parler que de la consolidation de leur appareil et du nouveau succès de leurs idées. Les militants jubilent : "Notre bon score va peut-être nous permettre d'être enfin entendus sur le fond de notre programme". Tous en ont par-dessus la tête d'être seulement considérés comme les grains de sable dans la machine politique. Ils veulent faire connaître leurs thèses, offrir à l'appréciation des Français leurs réalisations concrètes sur le terrain, démontrer la qualité de leurs nouveaux élus. "On ne nous parle que de politicailleries", regrette Guy Hascoët, alors que nous nous défonçons au quotidien dans nos régions ou nos villes, pour participer aux choix industriels ou urbanistiques, par exemple. C'est là que les éventuelles alliances politiques prennent leur véritable signification.» Et constituent pour tout le monde un excellent banc d'essai en perspective des grandes manœuvres législatives de 1993. La victoire a rendu les Verts orphelins. Depuis ce matin, leur état-major est décapité. En devenant députés européens, Antoine Waechter, Solange Fernex et Yves Cochet, voire Dominique Voynet selon le score, leaders historiques, membres du collège exécutif et porte-parole nationaux pour trois d'entre eux, ont perdu le droit de participer aux décisions du parti. Depuis cinq jours, les Verts retournent le règlement dans tous les sens, dubitatifs: il se pourrait même que quatre autres membres du CE, futurs assistants parlementaires, soient appelés eux aussi à démissionner. "La situation est surréaliste", remarque un Vert du CNIR (Conseil national interrégional, qui élit une fois par an les membres du collège). «Non seulement le CE est amputé, mais il ne reste au mouvement qu'un seul porte-parole officiel, totalement inconnu des journalistes, par-dessus le marché.» A l'origine de ce gag, une bouderie de Guy Cambot, secrétaire national des Verts et directeur de la campagne des européennes. Sur la touche depuis quelques semaines, il a imaginé de rappeler à ses camarades, par lettre datée du 14 juin, cette décision du CNIR votée le 9 octobre dernier, approuvée en assemblée générale un mois plus tard: «Le mandat de député européen est incompatible avec toute fonction au CE des Verts.» Tout le monde l'avait oublié. Guy Cambot ricane, fier de son coup qui flanque une belle pagaille à un moment où les Verts ont d'autres chats à fouetter: «Il n'y a pas de raison pour que les mêmes cumulent tout le pouvoir. » Rien, dans les statuts, ne prévoit une réélection des représentants en cours d'année. Cette décision avait été prise à une époque où les Verts n'espéraient pas envoyer autant d'élus à Strasbourg. Le parti devra-t-il fonctionner sur trois pattes en attendant l'assemblée générale de novembre 1989 ? Ce grippage dans les rouages de l'appareil est gênant, alors que les Verts, propulsés parmi les principales forces politiques du pays, entrent dans une phase intermédiaire cruciale, qui va durer jusqu'à la prochaine assemblée générale. Soit cinq mois. «Il s'agit de bien gérer cette période », dit Guy Hascoët, membre du CE et conseiller municipal de Lille (c'est lui qui a négocié l'alliance avec Pierre Mauroy entre les deux tours des municipales). «Il va falloir, dans un premier temps, revoir notre logistique, puisque la boutique verte passe de 1500 adhérents en 1988, à 4000 aujourd'hui, peut-être 6000 bientôt.» Jusqu'à présent, les fédérations régionales et l'assemblée générale annuelle des adhérents élaient les 56 membres du CNIR, lesquels nommaient les 17 du collège exécutif. L'augmentation des adhérents va rendre impossible la tenue des légendaires AG, "tellement folles qu'elles ne sont plus garantes de la démocratie", soupire Hascoët, qui pense que le CNIR et le CE seront maintenus, mais que "les seuils de représentation vont changer". Un élu francilien du CNIR suggère, quant à lui, de transformer cet organe en une sorte de parlement vert qui prendrait le relais de l'AG. «Aucun organe de décision », constate Guy Hascoët, n'est aujourd'hui habilité à réformer ces structures. Rien ne se fera avant l'AG de novembre, c'est pourquoi il faut sérieusement réfléchir d'ici là. Dans ce processus de transformation des instances représentatives, les journées d'été du parti, qui se tiendront début août à Sophia-Antipolis, constitueront une étape de réflexion importante. Seconde décision, encore plus urgente : embaucher une quinzaine de salariés permanents. De nombreux militants, actuellement au chômage, ou encore insatisfaits de leurs emplois actuels, qui se défontent bénévolement depuis des mois, voire des années, aimeraient bien profiter de l'aubaine. Mais le serpent se mord la queue : en principe, cette décision relève du CE... dont le tiers n'a plus droit à la parole. Comment éviter que ces futurs permanents du parti ne deviennent des apparatchiks, susceptibles de confisquer le pouvoir de décision aux élus ? L'exemple du nouveau conseiller de Paris Jean-Louis Vidal, conseiller personnel d'Antoine Waechter, longtemps unique salarié des Verts et notoire tireur solitaire de ficelles, est brandi par tous comme un épouvantail. "On ne peut pourtant pas lui reprocher grand-chose», admettent nombre de militants, parce qu'on n'avait pas les moyens de faire autrement que de lui déléguer le pouvoir". Tel n'est plus le cas, Les Verts vont avoir les moyens financiers de faire fonctionner un appareil grâce à leur importante représentation parlementaire, et le nombre de cadres compétents augmente au sein du parti. Les responsabilités municipales constituent en effet une école de formation accélérée. Pourtant, beaucoup de Verts provinciaux sont inquiets : comment lutter contre la confiscation du pouvoir par les Parisiens plus facilement disponibles ? Tous n'ont pas la possibilité de se consacrer au mouvement à plein temps, comme l'a fait Antoine Waechter



depuis deux ans. «Il faut pourtant que le mouvement lasse émerger d'autres cadres qu'Antoine pour rester crédible », disait Dominique Voynet il y a un mois, La nouvelle assise électorale des Verts rend le choix de nouvelles têtes indispensable. A cet égard, l'engouement de la presse pour tel ou tel militant risque bien de forcer la main au parti : ce sont les journalistes qui ont hissé Andrée Buchmann au rang d'égérie des écologistes. Waechter étant hors-circuit, la Strasbourgeoise sera probablement confirmée dans cette fonction par ses camarades lors des prochaines élections internes (samedi prochain lors d'un CNIR exceptionnel, ou à l'AG de novembre). Dans l'immédiat, les Verts ont encore un problème à régler : les écologistes des douze pays de la Communauté vont-ils attaquer la législature sous une bannière unique, ou les incompatibilités d'humeur avec certains Grünen allemands les conduiront-elles à créer deux groupes distincts au Parlement ? Les Verts européens ont rendez-vous à Bruxelles le week-end prochain pour en décider. Cette réunion est si importante que le CNIR national, dont l'ordre du jour est pourtant très chargé, risque d'être écourté puisqu'il se tient également en fin de semaine. Les députés, démissionnaires du collège exécutif, ne seront sans doute pas remplacés de sitôt à l'état-major. Les Verts n'en n'ont pas fini avec les salades.

20 juin 1989..... Les socialistes et le péril vert : La percée écologiste conduit certains socialistes à s'interroger sur l'opportunité d'un renversement d'alliances en leur faveur alors que le leader des Verts, Antoine Waechter, réclame déjà l'instauration de la proportionnelle pour les législatives. Les socialistes qui rêvaient d'un score à l'image de leur domination politique ont subi de plein fouet la contestation écologique. Les Verts ont sans doute amputé les socialistes de plusieurs points, ceux qui ont fait défaut à Laurent Fabius pour disputer à Giscard le bénéfice de la victoire. Les écologistes ne sont pas tous des fervents partisans de l'Europe bruxelloise. Mais de toute évidence, ils ont déjà à leur actif une série de victoires réglementaires à Bruxelles, législatives à Strasbourg, dont le pot catalytique est d'une certaine manière le symbole. Face à une Europe souvent abstraite dans ses modalités, ils opposent une Europe parfois plus concrète. C'est cette utilité sociale immédiate qui explique en partie le score écologiste et qui sape les positions socialistes, gâche ses appétits partisans. Et d'une certaine manière, ils ont montré une réelle appétence dans le maniement des institutions européennes. Ils ne partagent pas forcément les grands choix stratégiques de Mitterrand ou de Giscard vis-à-vis de l'Union soviétique et de la détente, mais ils ne constituent pas pour autant une force anti-européenne. En défendant des modes de vie contre certaines agressions industrielles ou bureaucratiques, ils sont parvenus à entraîner dans leur sillage de nombreux électeurs, et parmi eux, des électeurs de François Mitterrand. La carte du vote écologiste évoque, elle aussi, des réminiscences. Si la dimension du vote vert a changé du tout au tout par rapport aux précédents scrutins, sa structure n'est pas vraiment nouvelle. Ouest de la France, Est avec des pointes en Alsace, Sud-Est autour du couloir rhodanien : ses zones de force rappellent celles du vote en faveur de Brice Lalonde à la présidentielle de 1981 et pour la liste écologiste aux européennes de 1984. L'Ouest breton est marqué par des luttes antinucléaires et par des problèmes de pollution qui font de l'environnement lui-même une puissante motivation de vote écologiste. Les particularités alsaciennes comptent également pour beaucoup dans l'influence des Verts dans ces régions. Mais ces deux pôles ne doivent pas masquer la dispersion géographique qui caractérise le vote écologiste. La percée écologiste s'observe d'un bout à l'autre de l'Hexagone. En ce sens, il est beaucoup plus national que ne l'avait été la poussée lepéniste de 1984, limitée à la moitié nord-est de la France. Bien rares sont les départements qui ont vraiment échappé à la séduction écologiste, comme par exemple les Landes ou le Cantal. Cette dimension attrape-tout du vote vert se confirme au niveau des villes. La liste Waechter obtient souvent des performances comparables dans les cités «bourgeoises» et «populaires. A Marseille, leurs scores varient finalement peu d'un secteur à l'autre. A Paris, les Verts sont certes moins influents dans les arrondissements les plus huppés (VIIe, VIIIe, XVIe, XVIIe) mais ils obtiennent partout ailleurs des résultats comparables. Le changement est de taille par rapport à 1978 où le vote écologiste dans la capitale n'était guère le fait des arrondissements populaires de l'Est.

20 juin 1989..... Les Verts veulent forcer les portes du palais Bourbon : A Waechter, tête de liste des Verts, estime la proportionnelle "inéluçtable" pour les législatives. Les Verts ainsi n'ont pas l'intention de se contenter de leurs sièges à Strasbourg. Q de Libération : Plus de 10% des suffrages, c'est une force. Réfléchissez-vous à des alliances ? Vous a-t-on tendu des perches ? R Waechter : Personne ne nous a jamais posé le problème d'une éventuelle alliance. Nous avons si souvent affirmé qu'une alliance politique était liée à un contrat écrit de gouvernement qu'il est inutile de revenir sur cette question. Q: Au sein des Verts, y a-t-il un débat sur ce thème ? R: Je crois qu'il ne faut pas trop phosphorer là-dessus. J'ai déjà dit que le préalable à toute alliance était notre entrée à l'Assemblée nationale. Q: Envisagez-vous de lancer une campagne pour obtenir le scrutin à la proportionnelle aux législatives ? R: Non, ça tomberait à plat. Pour indigner les gens, il faut qu'ils ressentent un sentiment d'injustice. Comme en Grande-Bretagne, par exemple, où, malgré leurs 14% aux européennes, les Verts n'ont pas d'élus. Mais la logique électorale actuelle nous conduit vers un changement du mode de scrutin : la proportionnelle est inéluçtable. Le scrutin majoritaire, dès lors que sa vocation est de fonder une institution stable, n'est pertinent que si la vie politique est fondée sur une forte bipolarisation. Lorsque les clivages s'atténuent, le scrutin majoritaire devient facteur d'instabilité par son effet d'amplification. Il ne permet plus aux formations politiques d'acquérir une majorité. Q: L'adoption de la proportionnelle permettra aussi au Front national d'accéder au Parlement. R: Cela ne me gêne pas. Le problème de l'extrême droite doit être réglé de manière politique, et non en manipulant les institutions. Q: Etes-vous partisan de maintenir la barre minimale des 5% au-dessous de laquelle on n'obtient pas d'élus ? R: Je ne sais pas. Je suis perplexe. L'absence de barre favorise peut-être l'éclatement politique, mais cela évite les regroupements contre nature. Comme au Portugal ou aux Pays-Bas, par exemple, où des gens de sensibilité différente



s'allient pour pouvoir franchir le cap des 5%. Ce n'est pas très sain. Q: Comment analysez-vous le score réalisé par la liste «Chasse, pêche et traditions»? R: Je remarque qu'elle obtient un score élevé dans les départements où le conflit avec les écologistes est le plus fort. En revanche, voyez l'Alsace, où il y a un réel dialogue : le score des chasseurs est très faible. Ce vote n'est pas un vote d'extrême droite, c'est une expression populaire. Dans le Médoc, où je suis allé récemment m'opposer à la chasse illégale aux palombes, le président des chasseurs est membre du parti communiste. Dans certaines régions, c'est un vote anti-écologiste. Ailleurs; ceux qui ont voté pour «chasse et traditions» auraient peut-être donné leur voix aux Verts si cette liste n'avait pas existé. Q: Comment vont évoluer vos rapports, plutôt tendus, avec vos homologues allemands, maintenant que les Verts français ont des élus à Strasbourg? R: Je tiens à faire une mise au point : nous ne sommes pas opposés aux Grünen, dont la direction politique est sur les mêmes positions que nous. Mais la liste européenne allemande comporte aussi des gens très «fondamentalistes», avec lesquels nous ne nous entendons pas. En ce qui concerne le rapport de force, nous sommes de toute façon associés aux Verts belges et italiens. Q: Vous serez donc majoritaires dans le futur groupe parlementaire écologiste - si toutefois il n'y en a qu'un. Allez-vous en réclamer la présidence? R: Je ne sais pas. La présidence est certes importante pour l'image. Pourquoi pas une présidence tournante, comme pour le reste des institutions européennes? Q: Etant devenus députés européens, Solange Fernex, Yves Cochet et vous-même avez perdu le droit de vote au sein du Collège exécutif des Verts. Vous n'êtes même plus porte-parole officiels du mouvement... R: Il ne faut pas exagérer la portée de cette situation. Comme son nom l'indique, le Collège exécutif ne fait qu'exécuter la décision du CNIR (Conseil national interrégional, qui élit une fois par an les membres du collège), seul habilité à prendre les décisions importantes. Le CE a un pouvoir d'intendance. Quant au pouvoir d'influence, il est lié aux personnes, pas à l'institution. Même si je ne suis plus le porte-parole officiel du mouvement, je suppose que les médias continueront à me solliciter, d'autant plus que je suis député. Cela dit, cette nouvelle situation définie par le CNIR n'est pas forcément la bonne. Les Allemands, qui fonctionnent ainsi depuis toujours, ont démontré qu'isoler les députés de l'appareil politique était absurde. Il est possible que l'assemblée générale de novembre décide de revenir sur cette décision. Q: Le nombre des adhésions, dites-vous, croît de façon spectaculaire. Est-ce qu'une assemblée générale annuelle des adhérents peut continuer à définir les orientations importantes? R: Il faudra peut-être revoir le mode de fonctionnement, accroître la représentation des régions au CNIR, qui pourrait devenir une sorte de «parlement vert». Mais le mouvement doit rester une démocratie basiste, c'est très important.

20 juin 1989..... Waechter, ou comment se glisser parmi les grands. Succès tous azimuts pour les Verts européens. Ils sont devenus la troisième force en Grande-Bretagne et en Allemagne, la quatrième en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Belgique. Comment vont-ils gérer cette croissance? Programmes, positionnement sur l'échiquier politique, alliances... les questions de l'avenir restent ouvertes. Lundi 19 juin, lendemain d'élections, rue Titon à Paris, siège national des Verts, 10h15. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris, coordonnateur de la machine écologiste, pousse la porte. Il soupire : «On s'est couchés à 2h30. Debout à 6h pour aller avec Antoine sur France-Inter. Ça va être la journée café, aujourd'hui.» Sur ses pas, François Berthout, bouille et lunettes rondes, avocat, militant de l'Orne, porte-parole national. Il est le dernier rescapé d'une bande de quatre autorisée à porter la bonne parole. Ses trois autres collègues (Waechter, Fernex, Voynet), élus au Parlement européen, devront démissionner de leur fonction pour éviter les cumuls. On ne badine pas chez les Verts avec ces choses-là. «Ils ont trois mois pour le faire, explique François Berthout. Ça nous mène à fin septembre. L'AG de novembre nommera des remplaçants. L'appareil ne sera pas grippé.» "Ces 10,50% font un bon score". François Berthout est un porte-parole optimiste. «C'est comme une tache d'huile, il n'y a pas de pointes ou de creux extrêmes. Nous avons une croissance satisfaisante.» Il s'agit maintenant de gérer le succès. Et chez les Verts, rien n'est vraiment simple. Parmi les neuf députés élus le 18 juin, seul Max Siméoni accomplira les cinq années de son mandat. Il est le seul représentant ides cultures régionales auxquelles les écologistes se disent attachés. Un symbole ne quitte pas son poste. Ses huit camarades, Waechter inclus, démissionneront à mi-parcours pour être remplacés par les sept suivants de la liste. Lesquels se seront rodés en tant qu'assistants du groupe, Et les nouveaux assistants seront les anciens députés. "L'élection du président de l'Assemblée européenne? C'est un problème qui ne se posera pas longtemps!" François Berthout ne veut pas que l'on gâche son plaisir. Pourtant, la question est importante puisque les Verts européens [une grosse trentaine de députés] peuvent seuls compléter les blocs conservateur et socialiste en quête de majorité. Finis les clivages : Jean-Louis Vidal, politique toujours en éveil, rebondit : «au premier tour, nous aurons un candidat.» Waechter? «Le groupe décidera. Ce n'est pas spécialement important. Pour les autres tours, en l'état actuel, je ne vois pas comment les Verts pourraient se prononcer pour tel candidat de gauche ou de droite. Il faudra voir quels pas concrets font les uns ou les autres envers nous. Alors, les écologistes décideront de la candidature qu'ils soutiennent.» Ni gauche, ni droite, France, Europe, même combat? Les Grünen ne seront pas contents, «Nos rapports avec les Verts allemands ne sont pas mauvais, affirme François Berthout. En janvier dernier, ils étaient prêts à nous aider en nous apportant une caution financière que, finalement, nous n'avons pas utilisée. Bien sûr, il y a les interventions de Dorothee Piermont. Elles n'ont pas grand intérêt. Est-elle représentative? Je ne le crois pas. Les situations de rapport de forces existeront avec les autres groupes politiques, mais sûrement pas entre Verts européens.» Se présentent maintenant trois années sans élections. L'occasion pour les Verts d'adapter leurs structures à l'afflux de nouveaux militants (2000 au début de l'année, ils devraient être 8000 à la fin), d'approfondir leur réflexion afin de mieux en montrer la globalité, de préparer leur entrée à l'Assemblée nationale. Le parti? «C'est une question de journaliste, commence aimablement François Berthout. Notre souci sera surtout d'éviter qu'à la fois nos parlementaires se coupent du mouvement



ou bien qu'ils le dominant. L'idée qui est dans l'air est d'en intégrer quelques-uns au conseil exécutif. Mais, pour le reste, des structures fonctionnent déjà. Nous intégrerons facilement les nouveaux venus. » Et le débat, à l'intérieur, ces relations toujours un peu difficiles entre la tendance dite de gauche et celle de l'indépendance, comment continuer à le gérer ? Contre-pied magistral de Berthout : «C'est un peu dépassé, tout ça. En tout cas, on ne peut le traîner de manière intemporelle. Ces clivages se sont cristallisés en 1986. Il s'agissait de savoir comment sortir de l'ornière des 2%. A l'époque, la stratégie d'indépendance qui l'avait emporté ressemblait un peu à un acte de foi. Maintenant, qui peut sérieusement la contester ? Sur le fond ? Voilà des mois que nous n'avons plus de vrais débats. Il y a sûrement des divergences, mais plus de clivages fondamentaux.» Quand la victoire est au bout du chemin, évidemment, l'espace de la contestation se réduit. Proportionnelle : «Tout le monde est gonflé à bloc », affirme Berthout. Dans le collimateur, le nucléaire. «Il faut obtenir l'arrêt définitif de Creys-Malville, et puis l'abandon de Golfech. Tiens, au fait, Golfech, c'est de droite ou de gauche ?» Ironie, ironie... Vient ensuite le plan autoroutier, qualifié de «démentiel », et l'agriculture, «dossier urgent, vital ». «En économie. nous avons un projet dont les grandes lignes sont cohérentes. affirme François Berthout. Bien sûr, tout n'est pas applicable immédiatement. C'est pareil sur la réduction du temps de travail. Mais. c'est vrai, globalement, nous n'avons pas de projets clés en main. Un important travail de réflexion reste à fournir. » Dans les têtes pourtant figure déjà la prochaine échéance politique, Le mouvement vert existera vraiment le jour où il enverra des députés à l'Assemblée nationale. «Il faut instaurer la proportionnelle, plaide François Berthout. Peut-être pas intégrale. Le système allemand, doubles listes nationale et régionale, est intéressant à étudier. » Des négociations en cours avec le gouvernement ? «Non ! », répondent en chœur les deux acolytes. D'ici à 1993, la négation s'adoucirait sûrement.

20 juin 1989..... Le carton des chasseurs à l'élection européenne : Avec un score qui a failli lui valoir un siège à Strasbourg, la liste Chasse, Pêche et Tradition d'André Goustat a pris des voix à tout le monde. Surtout à gauche. Le parti des chasseurs est devenu le premier parti des prés salés de la Somme et de la forêt de pins des Landes. Il a même fait des cartons : la liste Chasse, Pêche et Tradition rafle 50% des suffrages dans le bourg picard du Crotoy et 23% à Soustons Aquitaine. Elle se cale fièrement derrière les listes de Fabius et Gisard avec plus de 19% du total des voix dans ces deux départements. Et ce n'est pas que local. Les chasseurs frisent les 4,5% dans le total des urnes. Depuis son bureau de la chambre de commerce de Bergerac, André Goustat, la tête de liste apprécie les résultats : «Je crois qu'on a piqué des voix à tout le monde.» Il en a surtout «piqué» à gauche. "Les chasseurs doivent savoir que nous serons à leurs côtés", lançait la tête de liste communiste Philippe Herzog, en précampagne électorale, quand 50 000 chasseurs se rassemblaient à Amiens et à Périgueux pour dénoncer les directives européennes qui interdisent, depuis dix ans, la chasse aux migrateurs. Il pressentait peut-être là un vote populaire anti-européen sommaire. Mais cela s'est passé à son détriment. A Rang-du-Fliers dans le Pas-de-Calais où le PCF ralliait encore 24% des suffrages en 1979, 14% en 1984, et où il est tombé à 4% cette fois, Chasse, Pêche et Tradition en recueille 30%. André Goustat ne résiste pas au plaisir de citer ce responsable de la fédération des chasseurs girondins et communiste notoire "auquel ce serait faire injure de penser qu'il n'a pas voté pour nous". Les communistes de Dordogne où le PCF fait 11,5% et les chasseurs 11,6%, admettent le déficit : "Cela nous fait un manque à gagner de 4%". C'est un réseau d'associations locales qui a servi de relais à la campagne des chasseurs. Des gens qui ont des traditions communes, de mêmes repères. «Ces associations. explique sans malice André Goustat, ça a fonctionné comme les cellules du parti communiste au temps de sa splendeur.» Dans la Somme, c'est une guérilla entre communistes et chasseurs qui a animé la campagne. Les premiers recouvraient les affiches des seconds d'un bandeau qui proclamait le PCF meilleur défenseur du droit de chasse. Dans le Pas-de-Calais, le premier secrétaire de la fédération communiste est aussi un chasseur de gibier d'eau très populaire qui a fait hésiter beaucoup d'électeurs. Ce braconnage de voix sur les terres des voisins politiques n'a épargné aucune formation. Elles sont unanimes dans le Sud-Ouest : «Il n'y avait pas une réunion où cette question de la chasse ne venait pas. » Les socialistes des Landes estiment le transfert des voix à 7 ou 8%. Le huitième de la liste Chasse, Pêche, Pierre Fuzies qui préside aussi la fédération de chasse de Haute-Garonne jure que ses voix viennent de «tous les horizons ». Mais il reconnaît implicitement que le gros du paquet vient de gauche : "Les partis de gauche nous ont battus plus froid que les autres". Ils avaient senti la concurrence. "Moi-même, je vote socialiste d'ordinaire, avoue-t-il. Si vous croyez que c'est drôle de ne pas le faire ! Mais au moins socialiste du coin qui me dit : "T'es un salaud !" Je réponds: t'as qu'à nous défendre". Télescopage des électors populaires. «Un militant RPR, explique un responsable des chasseurs de la Somme, m'a confié qu'il aurait voté pour une liste de défense de la chasse même si elle avait été conduite par un communiste.» Les Verts et Le Pen ne s'en tirent pas tout à fait sans dommage dans ces départements. Le vote chasseur tasse les scores du Front national par rapport aux européennes de 1984, dans la Somme surtout. Et il contraint Antoine Waechter à une moindre progression en comparaison des départements où les chasseurs ont leurs basses eaux. Antoine Waechter, dans son interview aujourd'hui à Libération, reconnaît que paradoxalement certains électeurs qui auraient pu voter Vert ont choisi Chasse et Pêche. Le phénomène, dans les départements qu'il touche, n'est curieusement pas limité aux zones rurales. A Abbeville, 27000 habitants, et Berk, 17000, les chasseurs frisent les 20%. Ce qui fait dire à un communiste toulousain que ce vote était certainement «l'expression la plus concrète des peurs inspirées par l'Europe à laquelle les partis traditionnels n'ont pas trouvé de réponses». Le patron des chasseurs toulousains fait un bilan. «Les suffrages n'ont pas été tout à fait à la hauteur du soutien financier.» Pierre Fuzies comptait d'abord sur 50% des chasseurs encartés par les fédérations. Ils sont 23000 en Haute-Garonne. Lui a recueilli 12789 voix. Donc ça va ? «Oui, mais les pêcheurs... » Les pêcheurs apparemment n'ont pas mordu.



23 juin 1989..... Après les européennes, les grands au piquet : Les vrais vainqueurs du scrutin se sont les abstentionnistes, Le Pen et d'abord, les écologistes. Les européennes de 1989 devraient rester comme un échec sans précédent de la «bande des quatre ». Echec communiste, puisque le Parti poursuit sa chute. Pour une fois, les dirigeants ne peuvent incriminer ni le mode de scrutin, supposé favorable, ni les médias, auxquels ils ont eu accès avec les autres «grands », ni Moscou (et c'est Pékin qu'ils maudirent...). Ils ne peuvent, en vérité, s'en prendre qu'à eux-mêmes, ce qui est toujours plus douloureux. Sur ce point, la situation socialiste est à peu près la même. Fabius ne fait que 24% dans l'euphorie mitterrando-rocardienne, alors que Jospin fit 21% à la fin du printemps de 1984, si sombre à la gauche. Au total, PCF-PS ne bougent pas, à 32%. A droite, les choses ne sont pas plus brillantes. Certes, Valéry Giscard d'Estaing a su développer ses vastes talents pour profiter de la frivolité médiatique qui conduit certains à juger les résultats électoraux par rapport aux sondages et aux discours des dernières semaines. Si l'on veut bien admettre qu'il est plus sérieux de les comparer aux élections antérieures. il devient impossible de soutenir que 29% est un succès de la liste d'union lorsque l'union fit 43%, cinq ans plus tôt (ou 40,5% aux législatives de l'année dernière). Même en y ajoutant le score de Simone Veil, on reste loin du compte (29+8= 37). Si Giscard arrive à faire croire le contraire, ce sera évidemment à son avantage, mais pas forcément à celui de l'opposition, si elle en déduisait qu'il est inutile de se rénover parce que 13,7% des inscrits ont voté RPR-UDF. Au centre, le résultat reste très en deçà des espérances. Il n'est pas nul pour autant. C'est la première fois depuis une quinzaine d'années qu'une force autonome du centre obtient ainsi des élus. Lorsqu'il voulut faire exister le centre aux européennes de 1979, Jean-Jacques Servan Schreiber obtint 1,9% des voix. En 1984, Stim, Doubin et Lalonde, encouragés par l'Elysée, ne dépassèrent pas 3, %. Mesurés à cette aune, les 8,4% de Simone Veil marquent un progrès. Mais personne ne calcule ainsi. Parce que c'est Simone, et que l'on confond encore popularité et force électorale. Ainsi, les quatre courants qui ont des députés à l'Assemblée nationale viennent de connaître des revers. Ce sont donc les autres qui triomphent. Les autres, les non-politiques, les exclus du système, les extrêmes, les jem'en-foutistes, les rigolos, les nouveaux venus et les toujours absents, les pêcheurs qui sont venus voter («Chasse, pêche et tradition »: 4,1%, 750000 voix) et les non-pêcheurs qui sont allés se promener. Les abstentionnistes ont, comme prévu, été majoritaires. Jacques Delors s'en console en rappelant que le président américain est élu avec des participations aussi faibles. Mais, puisque nous continuons de voter beaucoup pour la présidentielle et pour les municipales, la comparaison ne vaut pas vraiment, et c'est bien l'Europe qui paraît encore lointaine. Ou qui fait peur. D'où le deuxième vainqueur : Le Pen, qui renaît de ses cendres. Malgré le jeu de mots qui l'avait démasqué. Malgré les distances enfin prises par le RPR et l'UDF. Grâce à ses talents de démagogue, Le Pen remet son parti en selle. D'autres déceptions et d'autres craintes conduisent à un vote tout aussi protestataire, mais aucunement sur le mode haineux, à savoir le vote écolo. **Les Verts sont les vrais triomphateurs.** Obtenir plus de 10% des suffrages exprimés et des sièges est en effet un succès sans précédent en France. Et, une fois de plus, le cocktail municipales-européennes, à quelques mois d'intervalle, permet cette chose rare : l'apparition d'une nouvelle force politique. En 1983-1984, ce fut le Front national. En 1989, les écolos, qui mettent à profit les désarrois à l'encontre de la politique traditionnelle, comblant le vide idéologique de la déroute communiste et du raisonnable socialiste, et renouant avec les inquiétudes des périodes de croissance. Selon ce qu'ils feront de ce succès, le 18 juin 1989 sera, pour les écologistes, un feu de paille ou une aurore

24-25 juin 1989..... CNIR à Paris: Bilan des élections européennes (réussite de la stratégie, mouvement dynamique, problèmes des listes proches et de l'essor du FN), constitution d'un groupe vert au parlement européen à la place du groupe "arc-en-ciel", statut et finances des élus européens, restructuration du mouvement face à la vague d'adhésions. Djida Tazdait (candidate beur d'ouverture élue sur la liste européenne) annonce qu'elle refuse le tourniquet et qu'elle souhaite siéger durant toute la législature.

23-26 juillet 1989..... Session constitutive de la nouvelle Assemblée européenne : elle permet de former les nouveaux groupes politiques de l'Assemblée. Le groupe des Verts comporte 30 membres dont huit Verts français, huit Grünen allemands, sept italiens. Il s'est constitué aussi un groupe Arc-en-ciel de 13 membres, composé principalement de régionalistes dont le français Max Simeoni (indépendantiste corse) et des alternatifs qui siégeaient précédemment avec les écologistes.

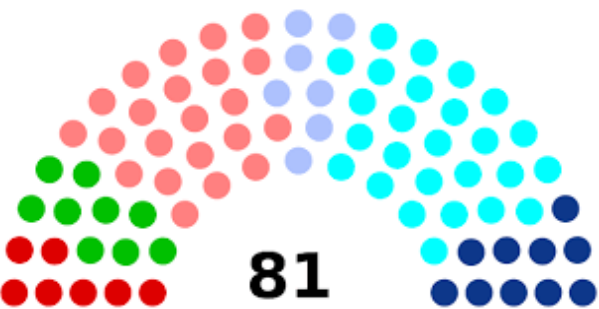
27 juillet 1989..... Le Parlement européen constitue ses dix-huit commissions parlementaires: Antoine Waechter est placé à la tête de la commission "politique régionale et aménagement du territoire".

octobre 1989..... Premier numéro de "VERTS EUROPE", le mensuel des Verts au parlement européen, sous la houlette de Jean-Luc Bennahmias.

11 décembre 1989..... Le Parlement Européen décide de lever l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen (leader du FN). A cette occasion, les votes partagés des représentants Verts français (1 abstention, 2 contre la levée, 2 pour la levée) étonnent dans le mouvement.

3-4 février 1990..... CNIR à Paris: L'attitude diversifiée des députés Verts au parlement européen dans le vote sur la levée de l'immunité parlementaire de Le Pen, provoque un autre débat de fond. Il en résulte que "les Verts expriment que dans un état de droit l'immunité parlementaire ne devrait plus avoir de justification".

13 février 1990..... Les représentants du mouvement "L'avenir est notre affaire" remettent aux députés Verts au Parlement



81



européen 40000 signatures dénonçant la menace que fait peser le surgénérateur de Creys-Malville sur l'Europe. Ces pétitions seront transmises à la commission des pétitions du Parlement européen qui statuera en premier lieu sur la recevabilité.

- 12 mars 1990..... Le Parlement Européen vote une nouvelle fois sur la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen (FN): une fois de plus, les votes verts se divisent avec une préférence pour le vote favorable à la levée. C'est ce que font Marie-Christine Aulas, Claire Joanny, Solange Fernex, Didier Anger et Gérard Monnier-Besombes.
- 7-8 avril 1990..... CNIR des Verts à Paris: Après un débat sur la situation au Proche-Orient, une motion est adoptée qui exprime que les Verts reconnaissent les droits des Palestiniens à vivre dans un état libre et indépendant, à côté d'Israël. Les Verts soutiennent d'un côté comme de l'autre les mouvements non violents qui luttent pour la paix. Le CNIR débat aussi longuement sur la bioéthique et les biotechnologies/ la réflexion doit se poursuivre. Enfin, le CNIR débat du statut des codéputés européens et de ce qui se passera au moment de la rotation entre député et co-député.
- 18 juin 1990..... Le groupe des Verts français au Parlement Européen lance un appel pour un référendum d'initiative militante au sein des Verts: En rejetant un amendement à la motion sur les élections cantonales prochaines, le CNIR engage les Verts à laisser élire des candidats du FN dans les cantons où ceux-ci peuvent l'emporter au 2ème tour. Le groupe remet en question cette décision du CNIR et appelle les militants à s'associer à la demande d'organisation d'un référendum interne sur ce sujet. L'appel est signé par Anger, Aulas, Brière, Cochet, Dinguirard, Fernex, Hascoët, Voynet, Lecoq, Joanny.
- 1 er-2 juin 1991..... «Europe 2001 », congrès des Verts européens à Zurich (Suisse) à l'initiative du Parti écologiste suisse (PES). 200 délégués de 25 pays de toute l'Europe souhaitent un renforcement de l'identité régionale et locale aux plans culturel et politique. Ils déclarent que la Communauté européenne, exclusivement orientée sur l'économie marchande, ne contribue aucunement au maintien des fondements de l'existence et à la protection réelle de l'environnement. A leurs yeux, c'est une meilleure répartition des richesses entre le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est, qui est prioritaire et non l'accroissement de la richesse des plus riches. Les Verts préconisent la décentralisation et l'autonomie locale et régionale.

Ch7 - Le tourniquet et accords Maastricht

- 10 décembre 1991..... Conformément au principe du «tourniquet » qu'ils se sont engagés à appliquer, les Verts français élus en 1989 au Parlement européen cèdent leur place, à mi-législature, à leurs suivants de liste. L'opération ne se fait pas sans mal. Il avait été entendu que Max Siméoni, régionaliste, rejoindrait le groupe Arc-en-ciel. Antoine Waechter demande un délai de grâce jusqu'au 19 décembre pour terminer les travaux engagés. Djida Tazdaït, elle, refuse carrément de céder la place à Aline Archimbaud qui aurait dû normalement lui succéder. Mme Tazdaït, candidate d'ouverture sur la liste des Verts, considère qu'elle est la seule représentante des beurs dans l'hémicycle européen et estime de son devoir d'y rester jusqu'à la fin de la législature.
- 11 décembre 1991..... Les écologistes européens lancent un appel au gouvernement français pour qu'il reconsidère sa décision de construire une route dans la vallée d'Aspe (Pyrénées Atlantiques) qui nuirait selon eux, aux derniers ours bruns des Pyrénées. L'organisation «Youth and Environment Europe (YEE) », qui regroupe cinquante groupes européens de défense de l'environnement, demande également à la Commission européenne de cesser immédiatement de financer ce projet routier. «Ce qui est en jeu, c'est la zone montagneuse de la vallée d'Aspe qui est de grande valeur du point de vue écologique. Elle constitue l'habitat de quinze des vingt derniers ours bruns des Pyrénées » rappelle l'organisation. YEE a aussi manifesté récemment devant l'ambassade de France à Bruxelles. Cette organisation estime que la CEE va financer un quart du projet routier, soit 220 millions de francs alors que, selon elle, cette route viole des directives de l'Europe sur l'environnement. La SEPANSO a déjà porté plainte contre la Commission européenne à ce propos.
- 15 janvier 1992..... Marie-Anne Isler-Béguin (Verts) est élue vice-présidente au Parlement européen. Cette Lorraine de 35 ans a été élue au deuxième tour de scrutin face à une représentante du Front National.
- 7 avril 1992..... Le Parlement européen approuve les accords de Maastricht : 226 voix pour, 62 contre et 31 abstentions. Les élus Verts votent contre avec le PCF et l'extrême droite européenne.
- 24-25 avril 1992..... Le collège exécutif des Verts réuni à Gentilly (Val de Marne) se prononce sous conditions en faveur du traité de Maastricht. Traditionnellement pro-européens, les Verts souhaitent cependant que «le conseil européen de Lisbonne s'engage à convoquer une nouvelle conférence intergouvernementale avant les élections européennes de 1994 pour résorber le déficit démocratique en accordant un réel pouvoir de décision législatif et de contrôle au Parlement européen ; donner un calendrier à l'élaboration de l'Europe sociale et environnementale et non pas à la seule Europe marchande et monétaire ; intégrer clairement la question du désarmement et des droits de l'homme dans les objectifs de sécurité commune et de politique étrangère ». Ils demandent pour cela à être reçus par le ministre des affaires étrangères et par le président de la République et réclament, « compte tenu de l'importance de la question européenne », l'organisation d'un référendum. En réalité, le collège exécutif a longtemps hésité avant de se déclarer pour le traité mais a préféré ne pas rejoindre le cartel des opposants faits du PC et du Front National. Dominique Voynet, Marie-Christine Blandin, Alain Lipietz et Guy Hascoët militent pour le « non ».
- 30-31 mai 1992..... Premier congrès mondial des partis Verts à Rio : Vingt-six pays sont représentés (du Mexique au Niger en passant par l'Ukraine). C'est l'occasion d'adresser un dernier appel des Verts aux chefs d'état réunis pour la CNUED



(conférence de Rio), afin qu'ils analysent les causes profondes de la crise écologique et qu'ils sortent les négociations de l'ornière. C'est aussi le moment de poser des jalons d'une coordination planétaire des Verts. La rencontre se termine sur le projet d'un congrès planétaire en 1993 et l'élection d'un comité d'organisation (où Yves Cochet représente l'Europe).

- 5-6 juin 1992.....La perspective d'un référendum sur le traité de Maastricht divise les écologistes : Génération Ecologie juge le moment venu de constituer un comité national pour le «oui », alors que les Verts se montrent très partagés sur la question, hésitant entre le « oui, si » (le CE des Verts) et le « non, mais » (Alain Lipietz). Lalonde est pour «une Europe gaillarde, une Europe aux bonnes joues, qui sente l'ail, l'huile d'olive et le beurre breton ». Waechter semble empêtré dans le « ni ni », en l'occurrence « ni oui, ni non » et préconisera le 13 juin le vote « bleu europe », c'est-à-dire le vote nul.
- 5-6 juin 92..... Un sondage « Paris-Match »-BVA sur le référendum pour l'Europe de Maastricht donne les résultats suivants : oui à 63%, non à 37%. Les électeurs GE votent oui à 85% et non à 15%. Les électeurs verts sont plus indécis : ils votent oui à 58% et non à 42%.
- 13-14 juin 92..... CNIR des Verts à Paris : Le CNIR se prononce pour un « oui » conditionnel au référendum prévu sur la ratification des accords de Maastricht. Sans demander une renégociation du traité, les Verts expriment le vœu que le prochain conseil européen de Lisbonne, ou le président de la République, prenne des engagements sur le terrain de la démocratie, de la politique sociale et de l'environnement. Leur position définitive, prévue pour la fin de l'été prochain, dépendra des réponses qui leur seront apportées. Le vote « oui, si » est obtenu par 54 voix pour, 38 contre, et 3 abstentions. La proposition d'un référendum interne pour mieux trancher la question est repoussée après de multiples votes en cascade.
- 1er juillet 1992..... Dans une brève allocution télévisée, le président Mitterrand annonce un référendum sur la ratification des accords de Maastricht (Union européenne) qui aura lieu le 20 septembre.
- 8 juillet 1992..... René Dumont, Alain Krivine, Didier Motchane, Jean-Pierre Chevènement, Anicet Le Pors, Siné et d'autres se prononcent pour un « non » au référendum du 20 septembre dans un appel « pour l'Europe, contre Maastricht ».
- 21 juillet 1992..... Brice Lalonde présente à Paris sous le titre de Génération Europe le «comité national pour le OUI à l'Europe » qu'il a constitué avec le concours d'une quinzaine de relais locaux. Il déclare : « Nous sommes inquiets d'une certaine dérive politicienne. Nous avons l'impression que la classe politique française est en train de faire de l'Europe une affaire foireuse.(...) Nous avons envie de nous emparer de cette Europe et de la donner aux citoyens. » Lalonde évoque également ses contacts avec les Verts pour regretter que ces discussions en vue d'un éventuel accord électoral pour les législatives de mars 1993 traînent en longueur, et pour s'interroger sur l'envie d'aboutir d'Antoine Waechter. « J'ai fait des propositions, il n'a pas l'air de d'avoir envie. J'attends une réponse. Je ne comprends pas ce qu'il veut. Je crois qu'il veut être au gouvernement. (...) Il est franc comme un âne qui recule. »
- 23 au 30 août 1992..... Journée d'été des Verts à St Nazaire (Loire-Atlantique) : Les Verts sont appelés à prendre deux décisions importantes pour la suite de leur mouvement. L'une concerne la réponse définitive qu'ils proposeront lors du référendum sur la ratification du traité de Maastricht. L'autre porte sur leurs alliances éventuelles pour les élections législatives avec le PS ou avec les autres écologistes. Très partagés (50-50) sur l'Europe, ils invitent Jacques Delors, président de la commission européenne, qui les incite à voter «oui » au référendum de Maastricht malgré l'opposition de Marie-Christine Blandin, Alain Lipietz et de Dominique Voynet. Puis c'est Claude Bartolone qui vient proposer un accord électoral Verts-PS pour les législatives (cinquante circonscriptions réservées aux Verts) sous condition de vote «oui » au référendum. Autres activités : manifestation contre le projet de centrale au Carnet, et, bien sûr, réunions des commissions nationales et formation des nouveaux militants.
- 11 septembre 1992..... Antoine Waechter, accompagné de deux autres porte-parole des Verts, Andrée Buchmann et Didier Anger, se prononce à Paris pour un «oui » critique et combatif au référendum européen. Il affirme que «Maastricht amende le traité de Rome et l'Acte unique qui ont fait du projet européen une machine de guerre économique sans contrôle politique sérieux. »
- 14 septembre 1992..... René Dumont, signataire parmi une centaine de personnalités de différents pays européens d'un «appel pour une Europe démocratique et écologique », affirme que «le oui nous mène à la mort dans le délai d'une génération ». Pour lui, le traité d'union européenne n'aborde aucun des problèmes essentiels à venir tels que l'écart croissant de richesse entre le Nord et le Sud, l'effet de serre ou la diminution des terres agricoles. Cet appel est signé notamment par Dominique Voynet, Roger Garaudy et Edouard Goldsmith.
- 15 septembre 1992..... Création d'un «comité pour le oui à l'Europe de l'environnement » à l'initiative de l'association Environnement sans frontière qui compte dans ses rangs la plupart des animateurs des grandes associations de protection de l'environnement, tels Patrice Legrand de France Nature Environnement, Philippe Lequenne des Amis de la Terre, Alain Bougrain-Dubourg de la LPO, Alain Bombard et Haroun Tazieff.
- 16 septembre 1992..... Ségolène Royal, ministre de l'environnement, et Antoine Waechter, porte-parole des Verts, se retrouvent pour la première fois à la même tribune à Paris pour plaider en faveur du « oui » au référendum de Maastricht. Pendant ce temps, Brice Lalonde se réunissait avec Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, Carlo Ripa Di Menea, ministre italien de l'environnement et Edgard Pisani, ancien ministre, pour les mêmes raisons.
- 20 septembre 1992..... Référendum : Le «oui » à la ratification des accords de Maastricht (traité sur l'union européenne) obtient 51,01% des suffrages exprimés, le «non » 48,98%. C'est un «oui » étriqué. La participation a été de 71,51% des inscrits. La carte des résultats montre une nette coupure en deux de la France : le «oui » pour les grandes villes, la région parisienne,



l'Alsace, les zones bourgeoises, le «non » pour le Midi méditerranéen, les régions en difficulté (Nord, Normandie, Corse), les départements ruraux, les zones ouvrières.

21 septembre 1992.....Les porte-parole des Verts, qu'ils aient été partisans du «oui » ou du «non », rappellent ensemble leurs principales exigences aux chefs d'état européens : «remettre en chantier la réforme de la politique agricole commune, donner un calendrier pour l'adoption de la charte sociale, soumettre l'avènement de la monnaie unique au respect des exigences sociales et environnementales, donner au Parlement européen le pouvoir d'adopter les lois. »

+++++

Rappel des ex spéciaux de la DEV :

- 1 Le lynx (16 pages)
- 2 Les écologistes aux élections européennes (16 pages)
- 3 Le bruit (74 pages)
- 4 Les élections municipales à Voiron (Isère) (45 pages)
- 5 les élections municipales en France (22 pages)
- 6 L'Ours blanc en péril (19 pages)
- 7 L'Empreinte écologique et le jour du dépassement (34 pages)
- 8 Bouquetin
- 9 Marée noire sue le littoral atlantique (1ère partie)
- 10 Marée noire sue le littoral atlantique (2ème partie)
- 11 Marée noire sue le littoral atlantique (3ème partie)
- 12 Marée noire sue le littoral atlantique (4ème partie)
- 13 Marée noire sue le littoral atlantique (5ème partie)
- 14 Marée noire sue le littoral atlantique (6ème partie)
- 15 Le Plomb (1ère partie)
- 16 Le Plomb (2ème partie)
- 17 Le Plomb (3ème partie)
- 18 Pierre Rabhi
- 19 Small Modular Reactor
- 20 Le gazoduc Nord Stream et l'influence du gaz sur le conflit Russie/Ukraine
- 21 Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine (1 – La catastrophe de Tchernobyl)
- 22 Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine (2 – Conflit Russie /Ukraine)
- 23 Chlordécone, les Antilles empoisonnées
- 24 La centrale de Brennilis -EL4- Monts d'Arrée
- 25 Le lithium
- 26 Les économies d'énergie (1ère partie : Chasse au Gaspil)
- 27 Les économies d'énergie (2ème partie : L'AFME)
- 28 Les économies d'énergie (3ème partie : L'ADEME)
- 29 Les économies d'énergie (4ème partie : A la recherche de la maîtrise...)
- 30 Les économies d'énergie (5ème partie : Gaspil, le retour !)
- 31 Les économies d'énergie (6ème partie : NégaWatt)
- 32 Les économies d'énergie (7ème partie) : La loi de transition énergétique)
- 33 Les économies d'énergie (8ème partie : La sobriété)
- 34 Les économies d'énergie (9ème partie : La guerre qui va changer tout...)
- 35 Les économies d'énergie (10ème partie : Un conflit Russie-Ukraine qui dure)
- 36 Les économies d'énergie (11ème partie : Ce ne sera jamais fini, mais...)
- 37 Les élections européennes (1ère partie : 1979 La liste Solange Fernex)
- 38 Les élections européennes (2ème partie : 1984 La liste Didier Anger)
- 39 Les élections européennes (3ème partie : 1989 La liste Antoine Waechter)



Vous pouvez demander un envoi sur un de ces points (gratuit) par mail, mais ces travaux n'ont pas été réactualisés
Certains travaux d'écologie politique non cités ici restent réservés aux cadres EELV et certaines grandes associations impliquées.

+++++

